

HENRI KOCH - KENT

**Ils ont dit
NON
au fascisme**

**Rejet de la loi muselière
par le référendum de 1937**

Prix: Frs 280.—

HENRI KOCH - KENT

**Ils ont dit
NON
au fascisme**

**Rejet de la loi muselière
par le référendum de 1937**

Octobre 1982

interdire le parti communiste, une idée fixe, dont il était obsédé depuis les grèves de 1921. ¹⁾ En même temps, Bech fit invalider, par un simple vote de sa majorité parlementaire, le mandat de Zénon Bernard, l'unique représentant du parti communiste à la chambre des députés.

Dans le numéro du 18 mai de son hebdomadaire, Frantz Clément revint à la charge pour signaler les dangers du projet de loi, qui ouvrait la porte au mouchardage. « Veut-on nous dégrader au rang de dénonciateurs? » Telle était la conclusion de son éditorial.

Le projet comportait des éléments fascistes indéniables. Destiné à miner les institutions démocratiques définies par la Constitution, il visait à leur substituer, par la suppression de la séparation des pouvoirs, un régime totalitaire. Par conséquent, l'auteur du projet doit être traité de fasciste, n'en déplaise à ceux qui s'efforcent de bagatelliser ses responsabilités.

D'autres articles de « Tribune » relevèrent les hérésies juridiques du projet de loi attentatoire à la Constitution. « Cette loi prétend assurer la défense de la démocratie en se servant de moyens antidémocratiques. Elle se propose d'appliquer un remède pire que le mal (den Teufel mit Belzebub vertreiben). Une plainte déposée par un jaloux, un concurrent, un adversaire peut déclencher une poursuite répressive dite d'office. Ce sera l'incertitude, la suspicion et la menace constante pour tout individu touchant de près ou de loin à notre vie politique. Finie la liberté d'opinion, qui sera remplacée par le culte de l'hypocrisie. »

Cette phrase visait plus particulièrement la disposition de la loi qui menaçait de poursuivre non seulement les membres des organisations dissoutes, mais aussi ceux qui avaient prêté leur concours à un tel « groupement » ou en auraient « encouragé ou soutenu l'action. » Ainsi personne n'aurait été à l'abri du zèle des délateurs et de la répression gouvernementale.

De son côté, l'avocat Marcel Würth, un spécialiste du droit public, (nommé procureur général d'Etat en 1971), avait soumis le texte de la loi à une analyse approfondie. Sa critique fut dévastatrice:

« Ce projet, dont les principes directeurs sont inacceptables, renferme une série d'incongruités juridiques qui le rendent inapte à servir de base à une discussion sérieuse. »

1) En 1921, les communistes jouèrent un rôle prépondérant lors du déclenchement des grèves. Les ouvriers qui avaient occupé l'usine de Differdange furent délogés par les efforts combinés de la Force publique luxembourgeoise et de l'armée française, alertée par Emile Reuter, membre du « Rechtspartei », alors ministre d'Etat. Joseph Bech fit partie de son gouvernement.

HENRI KOCH - KENT

**Ils ont dit
NON
au fascisme**

**Rejet de la loi muselière
par le référendum de 1937**

Octobre 1982

Henry Koch-Kent

the end of

NOV

in business

Editor of the Journal
for the year ending 1982

©1982 by Henry Koch-Kent

October 1982

Le 2 mai 1935, Joseph Bech, président d'un gouvernement de coalition composé de deux membres du «Rechtspartei» catholique et de deux représentants du parti radical-libéral,¹⁾ déposa sur le bureau de la chambre des députés un projet de loi «ayant pour objet la défense de l'ordre politique et social».

Voici l'article 1^{er} du texte gouvernemental:

«Il est défendu:

a) de faire partie d'un groupement qui vise ou dont l'activité tend à abolir ou à changer par la violence ou par tout autre moyen illicite la Constitution ou une institution constitutionnelle, à entraver ou troubler par les mêmes moyens les mesures des autorités ou l'exécution des lois ou à exercer, sans autorisation du Gouvernement, un pouvoir ne compétant régulièrement qu'aux organes de l'Etat;

b) de prêter son concours à un tel groupement, d'en encourager ou d'en soutenir l'action.»

Suivirent ensuite, dans le même charabia, susceptible d'interprétations contradictoires, une série de dispositions également contestables.

Le projet avait été soumis au Conseil d'Etat, pour avis, le 3 janvier 1935. Bech spécifia que la loi « a pour but de donner au Gouvernement les armes nécessaires pour combattre les effets, de jour en jour plus désastreux, de la crise économique mondiale. »

Il continua:

« D'autres préoccupations assaillent le Gouvernement. Personne ne peut nier que le malaise économique trouve un grand nombre de ses sources dans le malaise moral. Or, la conscience publique est troublée par des menaces qui partent des points en apparence les plus opposés de l'horizon politique.

Ces menaces ont un trait commun: l'asservissement de la majorité par une minorité, l'accaparement du pouvoir d'Etat au profit de quelques individus, l'abolition du principe fondamental de l'égalité des citoyens devant la loi, le tout par le recours à un procédé reconnu efficace ailleurs: la violence sous toutes ses formes.»

1) Bech et Pierre Dupong étaient membres du « Rechtspartei », dit parti clérical. Leurs collègues Norbert Dumont et Etienne Schmit appartenaient au parti radical-libéral, lié à l'Arbed. (Après la Deuxième Guerre mondiale, le « Rechtspartei » prit le nom « parti chrétien-social. »)

Le Conseil d'Etat, dont les membres n'avaient pas coutume de contrarier le pouvoir exécutif, épousa les vues du gouvernement. Le 5 avril, Ernest Hamélius, son président, fit parvenir à Bech l'avis sollicité. Il caractérise l'état d'esprit de la plupart des conseillers, qui devaient leur nomination soit au clan clérical, soit aux radicaux-libéraux. Citons un passage significatif de leur prise de position:

« Il est incontestable qu'il existe dans le pays certaines tendances qui sont propagées par une minorité et qui ont pour but de renverser par la force et la violence l'ordre politique et social et de remplacer ce dernier par un système de domination d'une minorité sur la majorité: autrefois, ces théories n'ont été connues chez nous que par l'apparition très rare d'un meneur étranger; mais sous l'influence des effets néfastes de la crise économique prolongée, elles ont été accueillies par une certaine partie de notre population. Ces éléments ne se contentent plus de formuler des critiques contre l'ordre politique et social existant, mais ils en sapent les bases et recommandent à leurs adhérents de le renverser par la violence. Par cela même, ils portent atteinte à l'ordre public établi et à la liberté de ceux qui ne professent pas les mêmes idées. Déjà aujourd'hui ils font fi des lois existantes, par cela même ils reçoivent chez eux les émissaires de l'étranger, les cachent et les soustraient aux recherches de la police.»

Certaines modifications du texte gouvernemental furent proposées par le Conseil d'Etat. Remanié à six reprises avant d'être voté par les députés, le 23 avril 1937, le projet de loi eut finalement la teneur suivante:

« Art. 1^{er} – Le parti communiste est dissous et l'activité des associations ou groupements affiliés directement ou indirectement à l'Internationale communiste est interdite sur le territoire du Grand-Duché.

Seront de même dissous par décision du Gouvernement tous autres groupements ou associations qui, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, visent à changer la Constitution ou à entraver le libre fonctionnement des institutions constitutionnelles, soit par violences ou menaces, soit par la constitution de formations armées ou paramilitaires.»

Le projet de loi comportait cinq articles, plus une disposition transitoire. Par l'article 2, le gouvernement se réserva le droit de dresser la liste des « associations et groupements » qualifiés de subversifs, une mesure peu rassurante pour le public averti. Par surcroît, le droit de les dissoudre était laissé à la discrétion du pouvoir exécutif, ce qui lui aurait permis de prendre des décisions arbitraires et de légaliser les pires excès.

L'article 3 stipulait que « la dissolution entraînera la cessation du pouvoir des députés et des conseillers communaux appartenant au parti ou groupement dissous, sans que les colistiers venant après eux puissent achever leur terme.»

D'après l'article 5, «Sera condamné d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et à une amende de 51 à 3.000 francs ¹⁾ ou à l'une de ces peines seulement, sans préjudice de l'application de peines plus fortes prévues par d'autres lois:

1) quiconque, après la dissolution prévue à l'art. 1^{er} aura participé ou tenté de participer au maintien ou à la reconstruction directs ou indirects du parti dissous par le même article;

2) quiconque aura prêté sciemment son concours à l'une des associations ou à l'un des groupements dont l'activité est interdite par l'art. 1^{er}, alinéa 1^{er}. »²⁾

Dès le dépôt du projet, Frantz Clément, un libéral de gauche, éditeur de l'hebdomadaire « Die Tribüne », s'éleva contre ce qu'il appelait « Ein unordentliches Ordnungsgesetz ». (Editorial du 11 mai 1935.) Son article dévoila les dessous de l'affaire. Le gouvernement Bech avait commis une « gaffe administrative » et la loi en question était destinée à le tirer d'embarras.

« Es ist der Typus eines Verlegenheitsgesetzes, eines gesetzgeberischen Unternehmens, das einen prinzipiellen Einbruch in Wortlaut und Sinn der Verfassung vorsieht, um die Regierung aus einer rein administrativen Patsche zu ziehen. »

Quels étaient ces dessous? Aux élections législatives du 3 juin 1934, Zénon Bernard avait été élu député. Ce fut le premier communiste à qui échut cet honneur.

Le même Bernard fit également son entrée, en octobre 1934, au conseil communal d'Esch-sur-Alzette. Son appui aux élus du parti ouvrier (8 socialistes contre 4 cléricaux et 4 libéraux), devint déterminant pour la formation du conseil échevinal de la métropole du Sud. Mais Bech ne voulait pas confier les leviers de commande de la commune à une majorité socialo-communiste ³⁾ et refusa d'entériner la solution qui dérivait de l'issue des élections. D'autre part, il ne pouvait pas se résoudre, pour sortir de l'impasse, à dissoudre le conseil communal. C'est ainsi qu'il décida de se débarrasser du conseiller Bernard par une loi d'exception, destinée à

-
- 1) Une amende de frs. 10 000 était prévue par le projet initial. A l'époque, le revenu annuel de la plupart des salariés ne dépassait pas de beaucoup cette somme.
 - 2) Le texte intégral de la loi votée le 23 avril 1937 par la chambre des députés se trouve dans les annexes documentaires de la présente brochure.
 - 3) Bech était résolu à maintenir au pouvoir Victor Wilhelm, sous-chef de gare à Esch-sur-Alzette, un dissident socialiste inscrit au parti libéral. D'après le résultat des élections, celui-ci aurait été obligé de céder le poste de bourgmestre à Joseph Schroeder, un employé de l'Arbed qui avait été l'objet de sanctions pour avoir plaidé la cause des salariés de l'entreprise.

interdire le parti communiste, une idée fixe, dont il était obsédé depuis les grèves de 1921. ¹⁾ En même temps, Bech fit invalider, par un simple vote de sa majorité parlementaire, le mandat de Zénon Bernard, l'unique représentant du parti communiste à la chambre des députés.

Dans le numéro du 18 mai de son hebdomadaire, Frantz Clément revint à la charge pour signaler les dangers du projet de loi, qui ouvrait la porte au mouchardage. « Veut-on nous dégrader au rang de dénonciateurs? » Telle était la conclusion de son éditorial.

Le projet comportait des éléments fascistes indéniables. Destiné à miner les institutions démocratiques définies par la Constitution, il visait à leur substituer, par la suppression de la séparation des pouvoirs, un régime totalitaire. Par conséquent, l'auteur du projet doit être traité de fasciste, n'en déplaise à ceux qui s'efforcent de bagatelliser ses responsabilités.

D'autres articles de « Tribüne » relevèrent les hérésies juridiques du projet de loi attentatoire à la Constitution. « Cette loi prétend assurer la défense de la démocratie en se servant de moyens antidémocratiques. Elle se propose d'appliquer un remède pire que le mal (den Teufel mit Belzebub vertreiben). Une plainte déposée par un jaloux, un concurrent, un adversaire peut déclencher une poursuite répressive dite d'office. Ce sera l'incertitude, la suspicion et la menace constante pour tout individu touchant de près ou de loin à notre vie politique. Finie la liberté d'opinion, qui sera remplacée par le culte de l'hypocrisie. »

Cette phrase visait plus particulièrement la disposition de la loi qui menaçait de poursuivre non seulement les membres des organisations dissoutes, mais aussi ceux qui avaient prêté leur concours à un tel « groupement » ou en auraient « encouragé ou soutenu l'action. » Ainsi personne n'aurait été à l'abri du zèle des délateurs et de la répression gouvernementale.

De son côté, l'avocat Marcel Würth, un spécialiste du droit public, (nommé procureur général d'Etat en 1971), avait soumis le texte de la loi à une analyse approfondie. Sa critique fut dévastatrice:

« Ce projet, dont les principes directeurs sont inacceptables, renferme une série d'incongruités juridiques qui le rendent inapte à servir de base à une discussion sérieuse. »

1) En 1921, les communistes jouèrent un rôle prépondérant lors du déclenchement des grèves. Les ouvriers qui avaient occupé l'usine de Differdange furent délogés par les efforts combinés de la Force publique luxembourgeoise et de l'armée française, alertée par Emile Reuter, membre du « Rechtspartei », alors ministre d'Etat. Joseph Bech fit partie de son gouvernement.

Et le futur procureur général de s'écrier:

«Le principe de la non-rétroactivité est foulé aux pieds dans l'article 4 qui, s'il avait été l'oeuvre d'un juriste, lui aurait, après un bref examen de conscience, fait monter le rouge de la honte au visage.»

Dans « La Voix des Jeunes », mensuel de l'Association Générale des Etudiants luxembourgeois (Assoss), Marcel Würth avait attiré l'attention, dès 1933, sur les idées anti-démocratiques qui se manifestèrent alors au Grand-Duché:

« Fascisme et cléricanisme adoptent comme élément essentiel de leurs doctrines le principe hiérarchique et autoritaire. La démocratie veut la souveraineté du peuple; fascisme et cléricanisme veulent la soumission aveugle du peuple au chef infaillible. Les démocrates exigent un maximum de contrôle des gouvernants par les gouvernés; fascistes et cléricaux préconisent, ceux-là dans le domaine temporel, ceux-ci dans le domaine spirituel, l'extension du pouvoir des dirigeants. Les uns veulent le développement de l'esprit critique, les autres celui de l'esprit moutonnier.»

Les conceptions totalitaires stigmatisées ci-dessus étaient professées par la droite catholique, dont le porte-parole fut le « Luxemburger Wort ». L'Assoss, qui groupait un millier d'universitaires, combattit vigoureusement cette propagande fasciste. Précurseur de la Résistance, elle se trouva aussi au premier rang de la lutte contre Hitler, ceci dès l'avènement au pouvoir du national-socialisme.

Frantz Clément fonda son hebdomadaire début avril 1935. Il mit ainsi une tribune à la disposition des libéraux de gauche qui désapprouvaient le comportement de leur parti, lié depuis 1926 aux cléricaux. D'après eux, dans le cadre de la coalition gouvernementale, les principes libéraux furent trop souvent sacrifiés au profit de ceux du partenaire catholique ou aux intérêts égoïstes de l'Arbed. L'éditeur de « Tribune » poursuivait la politique de rassemblement des forces de gauche, amorcée en 1933 par l'Assoss, désireuse de forger un instrument de défense contre la menace extérieure de l'hitlérisme et le danger intérieur du clérico-fascisme. Clément, lui aussi, réclamait l'unité d'action contre les entreprises autoritaires du parti cléricale, sans toutefois essayer de constituer, comme ce fut le cas en France, une plate-forme électorale destinée à l'élaboration d'un programme politique commun, qui aurait servi de base à la formation d'un gouvernement de Front Populaire.¹⁾

Bech avait commis une erreur psychologique en annonçant, seize mois à l'avance, ses intentions à la chambre des députés. C'est ainsi qu'il mit la

1) Léon Blum présida le gouvernement de Front Populaire constitué à Paris le 4 juin 1936.

puce à l'oreille non seulement des hommes de gauche, mais aussi de ceux qui, dans d'autres camps, s'opposaient à toute expérience totalitaire. Déjà sensibilisée par la menace du national-socialisme, l'opinion publique prit également conscience du danger dérivant d'une loi d'exception d'inspiration fasciste.

Les réactions contre le projet Bech, qui mettait en péril non seulement la liberté individuelle, mais aussi celle de la presse, prirent de l'ampleur. Ce furent surtout les innombrables débits de boissons du Grand-Duché qui abritèrent des discussions passionnées. Bientôt le terme « Maulkuerf » (loi muselière) circula de bouche en oreille. L'expression frappa l'imagination populaire et contribua largement à torpiller finalement une entreprise devenue suspecte.

Fin juin 1935, plus de 6 mois après les élections communales d'octobre 1934, le public apprit la constitution du nouveau conseil communal d'Esch. L'ancien instituteur Hubert Clément, ¹⁾ directeur du « Tageblatt », candidat des syndicats socialistes, devint bourgmestre. Il était soutenu par les radicaux-libéraux de l'Arbed et le parti de la droite catholique. Zénon Bernard avait été éliminé par des manoeuvres machiavéliques. Par conséquent, pour s'en débarrasser, le vote d'une loi spéciale était devenu superflu. Par surcroît, « Le Soir » de Bruxelles informa ses lecteurs que le gouvernement luxembourgeois, qui venait d'établir des relations diplomatiques avec Moscou, allait modifier le texte de la loi contestée. ²⁾ On en tira la conclusion que Bech, pour ne pas compromettre le placement de commandes soviétiques auprès de la sidérurgie luxembourgeoise, renoncerait à réclamer l'interdiction du parti communiste.

Quoi qu'il en soit, ceux qui n'avaient aucune raison de faire confiance à la coalition clérico-libérale, demeurèrent vigilants. Ce n'est pas une modification de la loi qu'ils réclamaient, mais le retrait pur et simple du projet. C'est pourquoi ils n'abandonnèrent pas la lutte contre les menées gouvernementales. Pour élargir le cercle des opposants, ils préconisèrent le lancement d'une campagne d'information à travers le pays. Il s'agissait d'organiser des meetings dans les principaux centres du pays et d'entretenir un climat d'agitation permanent contre la « loi scélérate ».

Avec les journalistes Emile Marx et Nic Molling, ³⁾ j'assistai à de nombreuses réunions préparatoires auxquelles participèrent Frantz

1) Hubert Clément, membre du parti ouvrier, était un cousin de l'éditeur de « Tribüne ».

2) Ce fut souvent par le détour de l'étranger que les Luxembourgeois apprirent des nouvelles qui les concernaient en premier lieu.

3) Pour des raisons financières, Frantz Clément fut obligé de cesser la publication de « Tribüne » en 1936. Le 1^{er} octobre de la même année, Marx édita le mensuel « Die Neue Zeit ». Molling fit paraître, début octobre 1937, un hebdomadaire satirique appelé « Mitok ».

Clément, René Blum, député socialiste et Jean-Pierre Schwachtgen, président de la Fédération Générale des Instituteurs. Finalement, il fut décidé de créer un vaste mouvement de protestation destiné à mobiliser l'opinion publique contre la « Lex Bech ». A notre avis, le combat devait être mené sur tous les plans et l'agitation portée dans toutes les couches de la population. Nous étions persuadés que la bataille parlementaire était perdue d'avance, puisqu'une forte majorité (35 sur 54) acceptait de voter inconditionnellement les lois proposées par le gouvernement Bech. Dans ces conditions, les efforts des forces d'opposition devaient être réservés, par souci d'efficacité, à la lutte extra-parlementaire.

A cause des positions négatives prises par les dirigeants des partis de gauche, l'entreprise s'avérait difficile. Nous avions espéré que les syndicats socialistes (Freie Gewerkschaften-Syndicats Libres), qui représentaient la force organisée la plus puissante du pays prendraient la tête de la campagne de protestation. Leur intervention n'aurait pas manqué de faire reculer le gouvernement clérico-libéral. Mais les chefs syndicalistes, malgré d'innombrables démarches, refusèrent leur concours.

Dans le « Proletarier », l'organe officiel des syndicats, Pierre Krier déclara que le rassemblement des forces de gauche était dirigé contre les chefs syndicalistes. Dans son esprit, il s'agissait d'un sinistre complot ourdi par l'Arbed et le parti communiste.

L'attaque rocambolesque du « Proletarier » visait surtout les amis de René Blum¹⁾ et de Franz Clément. Dans « Tribüne » du 17 août 1935, le socialiste Emile Marx répondit vertement à Krier. Le 7 septembre, ce fut le tour de Clément de procéder à la mise au point qui s'imposait. Sous le titre « Politische Gespensterseher », il écrivit:

« Allemal, wenn sich Parteien oder Gruppen der Linken zeitweilig verständigigen, um Front zu machen gegen einen gemeinsamen Gegner, vollzog sich zu allen Zeiten und in allen Ländern dasselbe Manöver: dass man den gemässigten Elementen dieser Front die an derselben beteiligten Extremisten und den Extremisten die Gemässigten anhängte. Es durfte also keineswegs überraschen, dass hierzulande beim Zustandekommen der antifaschistischen Volksfront sofort ein ähnliches Manöver einsetzte. Und trotzdem war das, was von einigen Männern und Gruppen der Linken unternommen worden war, klar wie die Sonne. Gegenüber einem Gesetzprojekt, das man zum allermindesten als praefaschistisch kennzeichnen musste, gegenüber deutlichen Intentionen einer minorité agissante der klerikalen Partei, gegenüber der allgemeinen faschistischen Ansteckungsgefahr sollte ein Organ geschaffen werden, das bereit stehen sollte, um jederzeit zum Schutz der demokratischen Freiheiten auf die Bresche zu treten. Das war alles und das war auch genug.

1) René Blum était président du parti ouvrier et vice-président de la chambre des députés. Pierre Krier dirigeait les syndicats socialistes.

Weil nun das ominöse Gesetzprojekt zur Aufrechterhaltung der politischen und sozialen Ordnung sich zunächst gegen die Kommunisten auswirken sollte, war es selbstverständlich, dass sich in der antifaschistischen Volksfront neben Liberalen und Sozialisten auch Kommunisten betätigten. Das war elementare politische Logik.

Es handelt sich bei dem, was hierzulande unternommen wurde, nur um eine zeitweilige Aktion und keineswegs um das, was sich seit einigen Monaten in Frankreich im Front Populaire vollzieht. Es handelt sich nicht darum, eine neue Tragfläche für eine bevorstehende Linksregierung zu bilden, sondern einfach um eine Aufklärungs- und Gesinnungsaktion innerhalb der bestehenden Linksparteien, um allen praefaschistischen Vorstössen das Wasser abzugraben.

Es ist nichts weiter als Unsinn, zu behaupten, die antifaschistische Volksfront habe es auf die Gewerkschaften abgesehen, wo sie von Anfang an die Gewerkschaften wie auch die Arbeiterpartei zur Beteiligung an ihrer Bewegung förmlich anflehte. Es ist noch blühenderer Unsinn, zu behaupten, die antifaschistische Volksfront entspringe einem liberal-kommunistischen Komplott, etwa so, dass der Herr Frantz Clément im Auftrag der Arbed und der liberalen Partei, auf dem Umweg über den sozialistischen Redakteur Emil Marx zusammen mit den Kommunisten ein Manöver eingerichtet habe, um den Herren Peter Krier und Hubert Clément ihre Gewerkschafts- und Partei-suppe zu versalzen. Man muss schon von allen guten Geistern verlassen sein, um sowas auszuhecken.

Wenn man all das beobachtet und liest, dann überfällt einen urplötzlich ein dégoût, der einem jede Lust an anständiger politischer Arbeit benehmen könnte. Aber wenn man gut veranlagt ist, schüttelt man den Unwillen ab und geht etwas verdriesslich, aber unverdrossen seinen Weg weiter.»¹⁾

Quinze jours après, l'éditeur de « Tribune » précisa, à l'intention de ceux qui l'auraient oublié – ou ignoré – que l'union de la gauche reposait, au Grand-Duché, non sur une initiative du parti communiste, mais des milieux bourgeois de gauche. (Der Hauptelan kam aus linksbürgerlichen

1) Arrêté le 25 juillet 1941 à Berbourg, où il s'était réfugié chez son cousin H. Kersch-Stoos, Frantz Clément fut d'abord interné au camp de Hinzert. Georges Govers a décrit le calvaire de son codétenu: « Une fois arrivé à notre lieu de travail, le pauvre Frantz fut forcé de faire des exercices gymnastiques, de plier les genoux et de tenir la pioche au bout des bras tendus, sans bouger. Au moindre mouvement, les coups pleuvaient. Le plus grand plaisir de ces gardiens inhumains consistait à pousser à coups de crosse et de botte leur victime par terre, le visage dans la boue. » Au cours d'une cérémonie commémorative qui eut lieu à Mondorf-les-Bains le 11 août 1944, Emile Marx rappela que Frantz Clément, assassiné à Dachau le 2 juin 1942, fit partie, dès avant le 10 mai 1940, de la Résistance avant la lettre. « Et go'w bei eis e Gräppche Leit – an zu dénen hoet de Frantz gehéert – dé önnern kängen Emstänn matgemacht hun, wö'zö zu déer Zeit eso' vill Leit berét waren, sech mam Faschismus à Nazismus öfzefannen. »

Kreisen.») Tout comme les syndicats socialistes, le parti communiste avait longtemps refusé, on s'en souvient, de s'associer aux initiatives d'autres formations de gauche.

Pourquoi les syndicats socialistes ont-ils repoussé les avances d'autres groupements politiques, menacés comme eux par le danger du cléricofascisme et de l'hitlérisme? Leur comportement s'explique par le manque d'imagination de leurs dirigeants et la méconnaissance des forces en présence. De plus, ils se berçaient d'illusions quant à l'efficacité de leurs propres moyens d'action. Enfin, les rivalités entre les chefs syndicalistes et ceux du parti ouvrier, ravalés au rang d'exécutants des volontés de la centrale syndicale, ne facilitaient pas la réalisation de nos projets.

La guerre larvée entre l'équipe du parti ouvrier, influencée par René Blum et le clan syndical dirigé par Pierre Krier était connue des initiés seulement. Le désaccord devint notoire à la suite de polémiques publiques. Ainsi, le « Tageblatt » du 18 octobre 1933 avait reproduit une déclaration de Blum, affirmant que son parti était prêt à défendre la démocratie en liaison avec la bourgeoisie de gauche. Quelques jours après, au congrès du parti ouvrier qui eut lieu à Rumelange, le député socialiste Hubert Clément, directeur du « Tageblatt » et porte-parole des syndicats, déclara le contraire: « Nous n'avons rien de commun avec les partis bourgeois de gauche. » (« Tageblatt » du 22 octobre 1933.)

Sous le titre « Klare Worte », le journal socialiste, dans son éditorial du 4 novembre, confirma cette prise de position: « Kein Zusammengehen mit den bürgerlichen Linksparteien. Hie Kapital – Hie Proletariat. »

René Blum avait pris la parole à Esch, le 13 octobre 1933, dans le cadre de l'Association Populaire, ensemble avec le professeur Nicolas Braunschauen, membre du parti radical-socialiste et Marcel Cahen, membre du parti radical, un groupe dissident qui s'était séparé du premier. (Plus tard, ils fusionnèrent de nouveau sous le nom « parti radical-libéral. ») Le journal communiste de l'époque avait dénoncé, dès le 5 octobre, toute rencontre entre représentants des trois partis de gauche comme une manœuvre destinée à préparer la dictature fasciste. (« Ein bewusstes Manöver zur Vorbereitung der faschistischen Diktatur » – Ben Fayot, « Sozialismus in Luxemburg », page 392.)

Le 27 octobre 1933, le quotidien socialiste publia la résolution suivante:

« Afin de combattre les dangers du fascisme et pour défendre les droits des ouvriers et les libertés du peuple, un comité d'action a été constitué, qui se compose des exécutifs du parti ouvrier et du Gewerkschaftsbund. »

C'est ainsi que l'équipe Pierre Krier revendiqua le monopole de la lutte contre le fascisme. Cette résolution était dirigée contre ceux qui pensaient que seule l'union de toutes les forces de gauche était capable d'assumer la défense de la démocratie.

Quant à la sauvegarde de la démocratie, le « Tageblatt » du 30 décembre 1933 opina que le mot d'ordre de défendre les libertés constitutionnelles était dépassé et risquait de compromettre le succès des revendications salariales ¹⁾, présentées par les syndicats: « Auch bei uns lockt man mit der blossen Parole der Verteidigung der Demokratie keinen Hund mehr hinter dem Ofen heraus.»

Quelles étaient les chances de gagner le parti radical-libéral à notre cause? Elles furent inexistantes. C'est pourquoi Frantz Clément entra en dissidence. Sa démission du parti dirigé par Alphonse Nickels, directeur à l'Arbed et chargé d'Affaires luxembourgeois auprès de l'Allemagne national-socialiste, avait incité un grand nombre de membres à suivre son exemple. Aux élections du 6 juin 1937, ils votèrent contre les candidats libéraux qui s'étaient prononcés en faveur de la « Lex Bech ». « Wahltag ist Zahltag » avait écrit l'éditeur de « Tribüne ». La recommandation fut largement suivie par ceux qui estimaient que leur parti avait renié ses principes. Aux élections partielles du 6 juin 1937, les libéraux de l'Arbed perdirent la moitié de leurs députés et le pourcentage des votants tomba de 28% à 15%.

Pour ce qui est du parti communiste, ses dirigeants n'avaient pas d'illusions sur le sort qui les attendait au cas où la loi muselière serait adoptée.

A la suite de l'avènement au pouvoir du national-socialisme, qui réprima féroce les activités de leurs camarades allemands, les communistes avaient fini par reviser leur stratégie politique. Toutefois, liés par les décisions du congrès de l'Internationale communiste (Komintern) de 1928, ils étaient tenus d'éviter des alliances incompatibles avec l'axiome de la lutte des classes:

« Nur die Taktik der kommunistischen Partei, der unversöhnliche Kampf « Klasse gegen Klasse », kann den Faschismus niederschlagen.» (« Arbeiterstimme », 21.10.1933 – phrase citée par Henri Wehenkel dans « Beiträge zur Geschichte der kommunistischen Partei », page 88).

1) Dans les coulisses, le groupe Krier préparait l'unité d'action avec les syndicats chrétiens (en faveur des contrats collectifs).

De plus, l'adversaire principal à abattre, sur le plan mondial, demeura la social-démocratie. Ses adhérents, assimilés aux nazis, étaient qualifiés de « Sozialfaschisten », ¹⁾ ce qui n'excluait pas la possibilité de leur proposer, à l'occasion, des actions communes.

Survint le congrès du Komintern de 1935 (27 juillet – 20 août) qui imposa la formule du Front Populaire, déjà appliquée en France, après les incidents sanglants provoqués le 6 février 1934 à Paris, devant la chambre des députés, par des milices d'extrême-droite.

Le parti communiste luxembourgeois proposa la création du Front Populaire non seulement aux socialistes, mais également à la bourgeoisie libérale, comme aussi aux groupements catholiques.

« Les curés avec nous » fut un slogan inattendu surtout pour les librepenseurs. Dominique Urbany, qui devint après la Libération ministre du gouvernement d'union nationale, n'hésita pas, en 1937, au congrès annuel de la Libre Pensée, à proposer l'abandon de toute activité anticléricale. « Mam Pâfeknochen lackelt é kén Hond mé hannert dem Oewen eraus » fut la conclusion de son intervention qui entraîna des démissions parmi les membres de la L.P.

Le revirement du P.C.L. fut aussi total qu'imprévu. Il fit naître le soupçon, dans le camp des socialistes, trop longtemps malmenés, que les communistes essayaient d'accaparer à leur profit la direction du mouvement antifasciste.

D'autre part, la façon cavalière et expéditive avec laquelle la coalition gouvernementale liquida Zénon Bernard avait servi d'avertissement au parti communiste. Son élimination fut précédée, le 2 juillet 1934, de la révocation des instituteurs communistes Jean Kill et Dominique Urbany, membres du comité central de leur parti, décidée par Bech en sa qualité de responsable de l'Instruction Publique.²⁾ Cette destitution, suite d'une décision administrative arbitraire, comporta la cessation immédiate du versement de leur traitement. En même temps, Kill et Urbany furent déchus du droit à la pension. Privés de leur gagne-pain, ils étaient livrés, avec leurs familles, à la gêne.

Leurs épouses, les soeurs Feltgen, essayèrent de pourvoir à la subsistance des ménages. Claire Urbany fut engagée par une entreprise commerciale qui lui confia le soin, moyennant une rémunération très modique, de ficeler les paquets destinés à la clientèle. Irma Kill, institutrice comme sa soeur, n'eut pas non plus la possibilité de se faire embaucher comme

1) « Sozialdemokraten und Faschisten sind Zwillingsbrüder » – Stalin 1924.

2) Aujour'd'hui ministère de l'Education Nationale.

enseignante. Toutefois, à l'occasion, on lui fit l'aumône de quelques francs comme remplaçante d'une collègue absente ou malade.

Moscou ne semble pas avoir mis ses fonds secrets à la disposition des révoqués. Les membres luxembourgeois du parti communiste, dont le nombre ne dépassa pas quelques douzaines de personnes en 1933,¹⁾ n'avaient pas la possibilité d'assurer la subsistance des familles Kill et Urbany. Ils appartenaient tous à la catégorie des revenus modestes. De plus, beaucoup d'entre eux furent acculés au chômage. Les allocations étaient alors, faut-il le rappeler, insignifiantes.²⁾ Par conséquent, il leur fut difficile de venir en aide à leurs camarades destitués.

Après leur révocation, les instituteurs vinrent habiter Luxembourg, rue de Rollingergrund, près de l'école primaire. Dans le cadre des efforts pour constituer le front commun contre la loi d'exception, je les voyais souvent. Un jour, j'arrivai chez Urbany à l'heure de midi. Malgré son dénuement, il m'invita à partager son maigre repas: je prétendis ne pas avoir faim. Moi aussi je tirai le diable par la queue, mais rares étaient ceux qui me posaient la question « as-tu mangé? »

1) L'essor du parti communiste avait été prometteur. Mais la répression brutale de la grève de 1921 se solda par une saignée terrible des effectifs. Dans la mesure où ils étaient connus, les membres étrangers se virent expulsés. Les Luxembourgeois qui avaient participé à l'occupation des installations sidérurgiques furent licenciés et leurs noms communiqués à la direction d'autres entreprises industrielles, une mesure qui freina considérablement le recrutement du parti. Il y eut ensuite l'épuration des cadres du P.C.L. soupçonnés d'idées subversives. Ce fut le cas du secrétaire général Edouard Reiland, plus tard propriétaire d'une librairie à Esch/Alzette. La chasse aux trotskistes, qui débuta en 1927 et dura des années, finit également par décimer les rangs du parti communiste. De plus, le gouvernement Bech, jusqu'à sa chute en 1937, expulsa systématiquement les membres étrangers traqués par sa police politique.

2) Le 12 novembre 1931, Bech avait déclaré, à la chambre des députés que « la modicité des secours de chômage était le plus puissant adjuvant du placement des chômeurs ».

Début difficile de la campagne de protestation

Dans les cartons des Archives de l'Etat se trouve un rapport de gendarmerie concernant une réunion qui eut lieu le 27 juillet 1935 à Differdange, au café Federspiel, rue du Marché. Il s'agit probablement de la première manifestation commune contre la loi muselière, dont le projet avait été déposé trois mois plus tôt. Le meeting avait été annoncé par des affiches signées « Délévation des partis de gauche ». Les gendarmes J.-P. P. et A. W., ainsi que deux agents de police surveillèrent la salle. Très détaillé, le rapport de gendarmerie fut transmis au ministre d'Etat Bech.

Stéphane Jacoby, président de la Libre-Pensée de Differdange, ouvrit la séance. Il présenta les orateurs: René Blum (socialiste). Frantz Clément (libéral) et Jean Kill (communiste). Clément expliqua la raison pour laquelle il s'était séparé des chefs du parti radical-libéral, coupables d'avoir renié leur principes. Puis il fit le procès du projet de loi « ayant pour objet la défense de l'ordre politique et social».

Blum accusa Bech de préparer la voie au fascisme. « Blum wies weiter darauf hin, dass ein österreichischer Minister¹⁾ dem Herrn Staatsminister und Generaldirektor Dupong den Weg hierzu gezeigt habe » rapportent les gendarmes.

Kill prit la parole au nom du parti communiste et déclara que la loi n'était pas seulement dirigée contre les libertés constitutionnelles, mais mettait également en danger les intérêts du salariat et des classes moyennes. « Kill kam dann auf seine Entlassung und die Unordnung im Escher Gemeinerat zu sprechen » continuent les gendarmes. « Er erklärte dies seien die Ursachen, welche die Regierung bewogen hätten, erwähntes Gesetz einzubringen.» Pour conclure, l'orateur proposa la création d'un réseau de comités antifascistes non seulement dans les villes, mais aussi dans les villages, afin de constituer une force de gauche capable d'organiser des démonstrations imposantes « am kommenden 11. November beispielweise.»

1) Il s'agit du ministre Richard Schmitz, qui était à Luxembourg le 10 janvier 1934. A Vienne, il joua un rôle lors de l'instauration sanglante de la dictature austro-fasciste. Dans « La Voix des Jeunes », j'avais accusé les cléricaux « mit einem Mörder Schmollis getrunken zu haben». Déjà le 27 décembre 1933, le « Tageblatt » avait publié sous le titre « Dollfussfaschismus à la Dupong », un avertissement non déguisé: « Wer Wind sät, wird Sturm ernten. Wenn sie wännen, hierlands den österreichischen Dollfuss-Faschismus zu errichten, dann wird Ihnen das freie demokratische Luxemburg in Bälde nachweisen, dass es sich den klerikalen Dypong'schen Fuss-Faschismus vom Leibe zu halten weiss».

D'après les policiers, la réunion était fréquentée par 150 personnes. Ils notèrent également la présence, sur l'estrade, d'Albert Goerres, conseiller communal socialiste à Differdange et du communiste Toussaint (fusillé en 1942 pour avoir protesté contre l'enrôlement de force des Luxembourgeois dans l'armée allemande).

Notons encore l'intervention du syndicaliste Antoine Nicolas, contrôleur de la caisse de maladie à Differdange, qui proposa, à titre personnel, de soumettre le projet gouvernemental à une consultation populaire. A ma connaissance, ce fut la première fois que l'idée du référendum a été soulevée en public. (Sous l'occupation, le fils d'Antoine Nicolas fut exclu de l'Athénée de Luxembourg pour avoir refusé d'adhérer à la Hitlerjugend. Il parvint à s'évader du Grand-Duché et à rejoindre les forces alliées en Grande-Bretagne. Léon Nicolas termina sa carrière militaire avec le grade de lieutenant-colonel.)

La réunion de Differdange souleva les protestations du groupe Krier, qui fit valoir que Blum n'avait pas été autorisé par le parti ouvrier à prendre la parole avec Clément et Kill. L'atmosphère fut empoisonnée à un point tel que le découragement faillit s'emparer de ceux qui étaient persuadés que seule la création d'un front commun pourrait faire avorter l'attentat contre les libertés constitutionnelles. Mais la partie ne fut pas abandonnée pour autant. Toutefois, de longs mois se passèrent dans l'inaction, puisqu'il était difficile de rassembler, sur la même estrade, des éléments socialistes, libéraux, communistes et indépendants. En dehors de rares réunions, inspirées surtout par le parti communiste, il n'y eut pas de manifestations publiques pendant longtemps.

Le rassemblement des forces de gauche se compliqua par le fait que la date des élections législatives approchait. Les candidats désireux de figurer sur une liste du parti ouvrier hésitèrent à donner leur appui à des activités condamnées par les syndicats socialistes.

Un autre problème, majeur celui-là, restait à résoudre. Il s'agissait de savoir dans quel cadre se déroulerait la campagne de protestation. Rassembler les opposants à la loi muselière sous l'égide du parti communiste n'était pas possible. Trop de gens risquaient de refuser cette tutelle. D'autre part, la coalition cléricolibérale aurait eu le jeu facile pour les discréditer comme des marionnettes téléguidées par Moscou.

Comment sortir de l'impasse? A défaut des syndicats socialistes, nous avons demandé aux associations pour l'Éducation Populaire de prendre la tête du mouvement. On objecta, non sans raison, que de nombreux membres inscrits au parti radical-libéral ou chez les socialistes finiraient par démissionner. La Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme et l'Assos étaient dans le même cas.

Ben Fayot, dans son ouvrage « Sozialismus in Luxemburg », consacre un passage à l'Assoss:

« Einen nicht zu unterschätzenden Einfluss, écrit-il, errang von 1933 an die Studentenbewegung Assoss und ihr Organ « La Voix des Jeunes » durch ihren kompromisslosen Antifaschismus. Am 1. Juli begann die neue Serie der « Voix des Jeunes », die seit 1928 nicht mehr erschienen war und unter dem Impuls von Henri Koch ganz bewusst in den antifaschistischen Kampf ein-griff.»

Début 1933, j'avais été élu à la présidence de l'Assoss. Pour combattre efficacement le fascisme sous toutes ses formes, nous prêchions le rassemblement des forces de gauche, appelé d'abord front unique, puis front commun, ou démocratique, ou plus simplement front antifasciste et finalement front populaire.

Mes successeurs à la présidence de l'Assoss, Georges Govers (1934), Roger Maul (1935) et Albert Raus (1936) continuèrent la lutte antifasciste. Toutefois, en 1937, le comité de l'Assoss, soumis à de fortes pressions du parti radical-libéral, se réfugia dans une position d'attente. Le président Jean-Jacques Lentz démissionna pour participer à la campagne de protestation contre la loi muselière. A ce sujet, Marcel Engel s'exprima comme suit:

« Abgesehen von einer kämpferischen Splittergruppe unter dem Kondottiere Koch, verhielt sich die Jeunesse Dorée der Assoss recht still nach dem Beispiel ihrer dotierten Väter und verwirrt durch die gewundenen Reden des neugebackenen Ministers Braunshausen. ¹⁾ Doch die Jungliberalen empörten sich gegen ihre kollaborierenden Kammerherren.» (« Letzeburger Land » – 2.6.1967.)

Restait la Libre Pensée, dont la plupart des dirigeants approuvaient notre action. Mais il y eut également le risque des démissions de membres liés aux syndicats socialistes ou au parti radical-libéral. De plus, il ne fallait pas donner l'occasion aux cléricaux de traiter les adversaires de la loi muselières de « suppôts de Satan » et de brandir l'épouvantail de « l'athéisme qui arrache la religion du coeur des croyants ».

Finalement, il fut décidé de renoncer au patronage d'associations de sympathisants. Pour organiser des manifestations publiques, nous envisagions alors de créer un cadre indépendant de tout groupe constitué, sans structures hiérarchisées. D'abord, la dénomination « Comité de Salut public » avait été avancée. Mais l'échec du comité de ce nom, lié aux activités des républicains luxembourgeois de 1919, était de mauvais augure, comme aussi le rappel des excès du « Comité de Salut public » de la Convention, qui évoquait les suppliciés de la guillotine de Robespierre.

1) Le radical-libéral Nicolas Braunshausen avait remplacé Norbert Dumont comme membre du gouvernement Bech.

Une autre formule avait été retenue, celle du « Comité de Vigilance ». Sous cette désignation, un premier tract fut distribué le 3 février 1936 contre la conférence du fasciste parisien Philippe Henriot, invité par l'Alliance Française.

La dénomination « Comité pour la Défense de la Démocratie » rallia finalement tous les suffrages (le terme « Comité » se transformant bientôt et définitivement en « Ligue »).

Au sujet de l'origine de la « Ligue pour la Défense de la Démocratie », la « Voix des Jeunes » de décembre 1965 publia une lettre d'Armand Schleich, adressée à l'Association Générale des Etudiants luxembourgeois :

« Henri Wehenkel, en essayant d'écrire l'histoire de l'Assoss dans les colonnes du numéro 151 de « La Voix des Jeunes », cite mon nom comme preuve à l'appui: « Dans le « Neue Zeit », périodique antifasciste proche de la Libre Pensée (E. Marx, N. Molling, J.E. Muller, Biermann) Armand Schleich, dirigeant des « Jeunes Gardes Progressistes » (= jeunesse libérale), attaque les pseudo-libéraux de l'Assoss.» A ce sujet, il y a lieu de préciser que j'attaquais tous les partisans de la loi muselière, également les libéraux « égarés » qui la soutenaient et dont il y eut quelques rares spécimens à l'Assoss.

Je profite de l'occasion pour donner une autre précision. Henri Wehenkel se tait sur l'origine de la « Ligue pour la Défense de la Démocratie », qui a fini par grouper les adversaires de la loi scélérate, pour conjuguer leurs efforts dans une action concertée. Au début, la lutte se fit en ordre dispersé, attitude qui n'aurait pas manqué d'assurer la victoire aux auteurs de la loi muselière.

C'est alors que Henri Koch, toujours à l'avant-poste de la lutte contre toutes les opinions totalitaires, eut l'idée de la constitution d'un comité de coordination des efforts, la « Ligue pour la Défense de la Démocratie ».

Pendant des semaines, avec Nic. Molling, il faisait le porte-à-porte pour préparer le terrain aux hommes politiques encore hésitants. Ils avaient la caution d'Emile Marx, comme celle de René Blum et de ses amis, ainsi que de nombreux libéraux fidèles aux principes: Frantz Clément, Sepp Weber, Jean-Pierre Schwachtgen, etc. etc.

Au cours d'une réunion avec Henri Koch, je lui apportais, en présence de mon frère Camille, de Charles Jones, Nicky Collé et Albert Wilhelm, l'adhésion des « Jeunes Gardes Progressistes » à la « Ligue pour la Défense de la Démocratie ».

Avant la Deuxième guerre mondiale, Armand Schleich, dit Mac, travailla au parquet général. Il se trouva parmi les premiers fonctionnaires de l'Etat qui furent destitués par l'usurpateur allemand. Avec l'aide d'amis courageux, Mac s'évada du territoire occupé et réussit à gagner Londres, où il devint speaker au programme luxembourgeois de la BBC. Après la

Libération, Schleich présida l'Association des Journalistes du Grand-Duché. Il joua également un rôle important parmi les pionniers qui se dévouèrent pour propager l'idée de la fédération des Etats européens. Dès 1943 il fit partie, avec moi, du premier comité international pour l'Europe fédérale.

Quant à l'adhésion des « Jeunes Gardes Progressistes » à la « Ligue pour la Défense de la Démocratie », Armand Schleich dirigeait cette organisation, ensemble avec Nicky Collé et Albert Wilhelm, sous la présidence du docteur Charles Jones.

Dès l'avènement du régime national-socialiste, certains services secrets allemands surveillèrent de près la situation politique au Grand-Duché. Dans un rapport adressé le 24 mars 1939 par le poste de Trèves du Sicherheitsdienst (SD) à la centrale de Berlin (Reichssicherheitshauptamt) il est question des « Jeunes Gardes Progressistes »:

« Das Organ der « Jeunes Gardes Progressistes » ist die Zeitung « Jeune Garde », von der die Nummer 1 für das Jahr 1939 ebenfalls der Anlage beige-fügt ist. Aus dieser Zeitung geht auch hervor, dass die J.G.P. Anfang des Jahres 1936 gegründet und zeitweilig die stärkste Jugendorganisation des Landes Luxemburg gewesen ist. Der Rückgang auf den heutigen Stand wird auf eine Meinungsverschiedenheit einzelner Mitglieder der Bewegung zurückgeführt, die durch die gleiche Meinungsverschiedenheiten in der liberalen Partei noch verstärkt wurden.»

Entretemps, le parti communiste avait formé des comités antifascistes (ANTIFA) qui comprenaient également de rares éléments socialistes et libéraux. A cause de la faiblesse numérique des communistes, il y en eut seulement dans quelques localités du Sud et à Luxembourg. Leur multiplication fut bloquée par une décision du parti ouvrier et des syndicats socialistes qui recommandèrent à leurs membres de ne pas adhérer aux comités ANTIFA.

A cause du manque de coordination des forces de gauche, la campagne de protestation envisagée fut considérablement retardée.

En dehors de la « Ligue pour la Défense de la Démocratie », d'autres organisations participèrent, dès début 1937, à la campagne contre la Lex Bech: « Le Comité d'Action Libéral », inspiré par le juriste Alex Bonn et « L'Alliance Démocratique », qui regroupait des catholiques dissidents, dont les porte-parole étaient Pierre Prüm, ancien président du gouvernement, Léon Muller, rédacteur en chef du « Volksblatt » et l'avocat Eugène Schaus-Arend.¹⁾

1) Müller, Prüm et Schaus entrèrent à la chambre des députés à la suite des élections législatives du 6 juin 1937.

Quant au parti ouvrier, il finit par prendre part à la lutte en organisant des réunions publiques. La première de ces manifestations eut lieu le 16 janvier 1937 à Dudelange. Pour les candidats socialistes, ce fut aussi le début de la campagne électorale.

Après le meeting de Differdange du 27 juillet 1935, il y eut peu de manifestations d'envergure contre la loi muselière. De son côté, Bech ne fit rien pour faire débiter les débats parlementaires, ce qui donna l'impression au parti communiste que le projet serait retiré. Le « Volksstimme »¹⁾ du 15 mai 1936 écrivit: « Das Maulkorbgesetz wurde durch den Widerstand des Volkes zu Wasser ». A en croire la manchette du « Tageblatt » du 3 mars 1937, les socialistes du groupe Krier étaient persuadés que la loi ne serait pas soumise au vote de la chambre des députés.

Ce ne fut que le 29 décembre 1936 qu'une imposante réunion publique, tenue à Esch/Alzette, servit de lever de rideau à une campagne dont l'ampleur sera sans précédent et qui remua le pays dans ses profondeurs.

Le meeting d'Esch eut lieu sous le patronage de la Libre Pensée. Devant des centaines d'auditeurs, les députés socialistes Blum, Kriepps (Adolphe) et Schroeder, ainsi que des hommes appartenant à d'autres formations de gauche, prirent position contre le projet de Bech.

Quelques jours plus tard, le 5 janvier 1937, sous le titre « Richtlinien zur politischen Lage », le « Tageblatt » publia le texte suivant:

« Die Arbeiterpartei als antifaschistische Partei führt den Kampf gegen Faschismus und Reaktion. Sie fordert alle antifaschistischen Elemente auf, sie in ihren diesbezüglichen Aktionen zu unterstützen und ermahnt alle Parteimitglieder, jedwedes Manöver abzulehnen, welches als Sonderbewegung geeignet wäre, die Selbständigkeit der Partei zu untergraben. Die Arbeiterpartei wird in der praktischen Politik die Möglichkeit des Zusammengehens mit den anderen politischen Parteien nicht ohne weiteres von der Hand weisen, sondern sie von Fall zu Fall prüfen. »

Lors de la séance du 5 janvier 1937, le secrétaire de la chambre des députés donna lecture d'une résolution de protestation « contre le projet de loi ayant pour but la défense de l'ordre politique et social », adressée au parlement, à la suite du meeting d'Esch. Elle était signée: La Libre Pensée et le Parti Ouvrier.

Dès le 7 janvier, le « Tageblatt » publia un éditorial intitulé « Notwendige Präzisionen » qui constituait une rebuffade pour les députés Blum, Kriepps et Schroeder:

1) « Volksstimme » avait remplacé l'hebdomadaire communiste « Arbeiterstimme »

« Ausdrücklich protestieren wir dagegen, dass die Resolution der Escher Versammlung, die der Kammer im Namen des Freidenkerbundes wie der Arbeiterpartei vorgelegt wurde. Keine Partei-Instanz gab die Ermächtigung zu einem solchen Vorgehen.»

Le procédé employé par Blum, président du parti ouvrier – et de ses amis socialistes – était une manoeuvre destinée à provoquer l'épreuve de force avec le groupe Krier, qui considérait le parti ouvrier comme l'instrument politique des syndicats.

Pendant toute la durée de la campagne, « Tageblatt » et « Proletarier » dénoncèrent ceux qui ne se soumièrent pas aux exigences des chefs syndicalistes. A ce sujet, l'article du quotidien socialiste est édifiant:

« Nun weiss jedes Kind – und auch im « Wort » weiss man es – dass weder die Arbeiterpartei noch die Gewerkschaften mit den erwähnten Protestversammlungen das Geringste zu tun haben und dass wir diese ganze Agitation kommunistischer und freidenkerischer, nicht sozialistischer Inspiraton, von Anfang an ebenso nachdrücklich verworfen haben, wie wir den Volksfrontgedanken für unsere Verhältnisse ablehnen. Richtig ist, dass einige Sozialisten sich für diese kommunistische Propagandaaktion einfangen liessen und an den erwähnten Propagandaversammlungen auf persönliche Verantwortung teilnehmen. Aber mehr als einmal haben wir offen heraus erklärt, dass sie damit gegen die Richtlinien der Arbeiterpartei, wie der Gewerkschaften verstossen – Richtlinien, die jede Beteiligung an einer Sonderbewegung untersagen und besonders jedes Zusammengehen mit den Kommunisten ausdrücklich ablehnen.

Die einzige Aktion, für die wir die Verantwortung tragen, ist diejenige, die von den verantwortlichen Instanzen der Arbeiterpartei und der Gewerkschaften beschlossen wurde, und zwar lange ehe jener ganze Versammlungsrummel begann. Die sozialistische Haltung zum Ordnungsgesetz ist festgelegt in dem Memorandum, das die Abgeordneten P. Krier und J. Fohrmann, erster im Auftrag der Arbeiterpartei in der Kammer einbrachte und das mit dem letzten Text der Zentralsektion an den Staatsrat verwiesen wurde.» (Tageblatt – 7 avril 1937.)

Le lendemain, René Blum présenta sa démission au président de la chambre des députés.

Ligue pour la Défense de la Démocratie

Depuis quelle date la campagne de protestation se déroula-t-elle sous la désignation de « Ligue pour la Défense de la Démocratie »? Ni les archives des partis politiques, ni celles d'autres organisations intéressées, ni les dossiers des départements gouvernementaux ne semblent disposer des éléments nécessaires pour répondre à cette question. D'une façon générale, l'absence de documents rend difficile la reconstitution des activités de ceux qui ont largement contribué à barrer la route aux projets totalitaires de Bech et de ses associés.

La Ligue n'était pas une organisation constituée en bonne et due forme, avec des statuts réglant l'élection des responsables de l'association. Comme il n'y avait pas de comité élu, point n'était besoin de demander l'autorisation de qui que ce fût pour préparer une manifestation publique. Ainsi les organisateurs ne risquaient pas de s'exposer à un désaveu tapageur. Il suffisait d'obtenir le consentement des orateurs et de faire le nécessaire, par une propagande appropriée, pour remplir la salle. Le cadre de la Ligue pouvait donc être utilisé suivant les besoins de la cause. Mais la formule présentait aussi un inconvénient majeur. Il y avait le danger de la voir accaparée par un groupe politique, qui n'hésiterait pas à l'exploiter à des fins partisans, comme ce fut d'ailleurs finalement le cas.

A Paris, j'avais fait la connaissance de Gabriel Cudenet, rédacteur en chef du « Petit Journal » qui publia, en janvier 1934, une enquête sur les menées hitlériennes au Grand-Duché.¹⁾ Lors de meetings en faveur de l'Espagne républicaine, j'eus l'occasion d'apprécier son talent d'orateur et sa force de persuasion.

Mis au courant du projet de loi « ayant pour but la défense de l'ordre politique et social », Cudenet me proposa de donner une conférence à Luxembourg. Pour lui éviter le reproche de se mêler de nos affaires intérieures, nous décidâmes qu'il se limiterait à parler du voyage qu'il venait d'effectuer en Espagne, sans mentionner la loi muselière et le danger qu'elle représentait. Toutefois, la légitimité du combat des républicains espagnols ne manquerait pas d'évoquer, dans l'esprit des auditeurs luxembourgeois, la lutte contre les projets fascistes de la coalition gouvernementale.

Annoncée par un tract rédigé par mes soins et distribué dans les rues de la capitale, la conférence eut lieu le 30 janvier 1937. Deux jours plus tôt, le parquet général fut alerté par un membre de la section politique de la Sûreté publique. Dans son rapport du 28 janvier, immatriculé sous le

1) J'avais accompagné son envoyé spécial au cours de son reportage. Après la Libération, celui-ci appartenait à la direction de la Radio Française.

numéro 159, il signala la distribution de « feuilles volantes aux passants de la ville » (Verteilung von Flugblättern an die Passanten in hiesiger Stadt).

Voici l'essentiel de ce rapport:

« Der General-Staats-Anwaltschaft zu Luxemburg beehrt sich unterzeichneter Brigadier J.-P. K., ergebenst zu berichten:

Im Laufe des heutigen Vormittages wurden in hiesiger Stadt angeblich durch Studenten kleine Druckformulare an die Passanten ausgeteilt. Diese im kleinen Formate gehaltenen Druckschriften tragen weder die Namen des Druckers oder Verfassers und bezwecken die Bevölkerung auf eine am Samstag, den 30. crt. im grossen Saale des Alfa-Hotels stattfindende Versammlung in welcher Gabriel Cudenet, Chef-Redakteur des « Petit Journal » das Wort ergreifen wird, aufmerksam zu machen.

Der Verteiler dieser Drucksachen konnte bis jetzt nicht ermittelt werden.

Ein solches Druckformular liegt Gegenwärtigem bei.»

Dans l'après-midi de la journée du 30 janvier, je fus prévenu par mon ami Metzdorff, conseiller de gouvernement au département de l'Intérieur, que j'étais l'objet d'une enquête de la Sûreté. Par surcroît, Cudenet risquait d'être refoulé du territoire grand-ducal au moment d'atteindre la frontière, ou dès son arrivée en gare de Luxembourg, à moins qu'il ne fût arrêté au cours de sa conférence.

Il n'y avait pas de temps à perdre. Gabriel Cudenet était en route pour le Grand-Duché. Je pris le train pour l'intercepter à Longwy. Nullement impressionné par la menace qui pesait sur lui, il déclara: « Ce serait le plus grand service que je puisse vous rendre!» En effet, l'expulsion du journaliste Cudenet, président du parti radical-socialiste dit Camille Pelletan, qui soutenait le gouvernement de Léon Blum, issu du Front Populaire, aurait soulevé en France un tollé général, hautement préjudiciable à la réputation internationale de Bech.

Dans le train, j'eus le temps d'expliquer à mon interlocuteur la situation politique telle qu'elle se présentait depuis le dépôt du projet contesté. Quand je citai le nom du député Gaston Diderich, bourgmestre de la capitale et chef de file des libéraux qui soutenaient la loi muselière, il m'arrêta. Cudenet se rappela que ce fut Diderich qui, en 1924, accueillit Edouard Herriot à Luxembourg. Attaché au cabinet du président du gouvernement français, il fit partie de sa suite officielle. Avec un sourire malicieux, le conférencier me dit à peu près ceci: « Je commencerai mon exposé en apportant à Diderich les compliments du président Herriot, qui a gardé le meilleur souvenir de son séjour à Luxembourg.»

Le député socialiste Bodson, à l'époque vice-consul de l'Espagne républicaine, partant de la supposition erronée que la « Ligue pour la

Défense de la Démocratie » était un sous-groupement du « Comité Espagnol », avait accepté le patronage de la conférence Cudenet. Devant une salle remplie jusqu'au dernier siège, surveillée par la Sûreté, il se chargea de la présentation de l'orateur. Voici le rapport (numéro 201) daté du 31 janvier, consacré à « la conférence sur l'Espagne du ressortissant étranger Cudenet Gabriel » (Vortrag des Ausländers Cudenet Gabriel über Spanien):

« Der General-Staats-Anwaltschaft zu Luxemburg beehren sich die unterzeichneten Brigadiere M. und K. im Anschluss an unseren Bericht Nummer 159 vom 28.1.37 bezüglich des Verlaufs der vom « Comité pour la Défense de la Démocratie » organisierten Vortrages über « Spanien » ergebenst folgendes zu berichten:

Gegen 9.20 Uhr nachmittags (21.20 heures) wurde der zum Vortrag verpflichtete Herr Gabriel Cudenet, Chef-Redakteur des « Petit Journal » durch den Rechtsanwalt und Deputierten Herrn Bodson Victor kurz, unter dem Hinweis, dass er kein Kommunist sei, vorgestellt.

Cudenet ergriff sofort das Wort. Zunächst erinnerte er daran, dass er im Jahre 1924 mit dem derzeitigen französischen Minister-Präsidenten Herriot in Luxemburg geweilt habe, ging dann von einem Besuch den er im vergangenen Monat Juni in Madrid gemacht hatte aus, um darzutun, dass derzeit dort für alle Klassen und Stände Freiheit herrschte, dass die derzeitige spanische Regierung nicht kommunistisch ja nicht einmal sozialistisch war, dass in Spanien kein Mittelstand bestanden habe, dass es dort nur Arme und Reiche gab, dass die Rebellen-Generäle den Bürgerkrieg hervorgerufen hätten, um die Freiheit zu untergraben. Er wies daraufhin, dass selbst ein Romanoff, Besitzer der Hälfte Spaniens somit kein Kommunist, die Aktion des Generals Franco desavouiert habe; erwähnte dass er selbst lieber in einem freien Frankreich lebe als in einem faschistischen Italien oder einem nationalsozialistischen Deutschland, um zum Schluss in den Ruf auszubrechen: « Verteidigt die von euren Vätern ererbte Freiheit, um sie auch auf die Nachkommen übertragen zu können.»

Cudenet blieb bei seinen Ausführungen sachlich und seine Ausführungen wurden von der Zuhörerschaft beifällig¹⁾ aufgenommen, die sich vorwiegend aus Intellektuellen zusammensetzte.»

Copie du rapport fut adressée au ministre de la Justice par le procureur général d'Etat Schaack.

1) «Die Ausführungen von Cudenet waren öfters von stürmischem Applaus unterstrichen worden. Zum Schluss tobte ein Beifallssturm, wie wir ihn in Luxemburg noch nicht erlebt haben. Allerdings müssen wir auch gestehen, dass wir in Luxemburg nie einen besseren Redner hörten.» (Extrait du compte rendu de l'édition du « Tageblatt » du 2 février 1937.) Pour ce qui est du « Luxemburger Zeitung », il ne publia aucun compte rendu de la conférence Cudenet. Le « Wort » n'y fit pas allusion non plus.

J'ignore combien d'enquêtes furent ordonnées au sujet de l'affaire Cudenet. Toutefois, je suis en possession d'un troisième rapport de la Sûreté, sommée le 30 janvier de fournir des renseignements sur le mystérieux « Comité pour la Défense de la Démocratie ».

Les policiers ont-ils réussi à recueillir les informations demandées? Qu'on en juge:

« Aufschlüsse über das « Comité pour la Défense de la Démocratie »

– Der General-Staats-Anwaltschaft zu Luxemburg beehren sich die unterzeichneten K. J.-P., Brigadier und K. H., Gendarm, beide des öffentlichen Sicherheitsdienstes, in Ausführung des gestellten Ersuchens vom 30. Januar 1937, bezüglich der Konferenz Cudenet, ergebenst nachstehend das Resultat der getätigten Erhebungen zu übermachen:

Beim Inhaber des Alfa-Hotels wurde der Saal für die geplante Konferenz auf den Namen des Advokaten, Herrn Bodson Viktor, durch Koch Heinrich, Student, wohnhaft zu Luxemburg, Schillerstrasse 7, gemietet.

Advokat Bodson hinsichtlich der Zusammensetzung des « Comité pour la Défense de la Démocratie » befragt, sagt aus:

« Der Redner Cudenet, Chef-Redakteur des « Petit Journal », scheint der französischen radikal-sozialistischen Partei anzugehören. Cudenet wurde von dem « Comité pour la Défense de la Démocratie » für diesen Vortrag verpflichtet. Ich selbst kannte bis jetzt dieses Komitee nicht und war bis heute der Ansicht, dass es sich in diesem Falle um die Herren Blum, Govers¹⁾ usw. handeln würde. Wie ich mich selbst persönlich überzeugt habe, sind die Herren Blum und Govers nicht mit diesem Komitee identisch. Wahrscheinlich ist es ein Sous-Comité von dem Comité Espagnol, was allenfalls seinem Titel nach ein Prinzip zu verfechten sucht, dem alle Luxemburger huldigen. Alles weist daraufhin, das es sich um dieses Sous-Comité handelt über das ich als spanischer Vizekonsul das Protektorat übernommen habe. Ich werde die Garantie geben, dass Cudenet nur einen objektiven Tatsachenbericht über Spanien erstatten wird, der jedenfalls mehr objektiv sein wird als die Durchsagen des Radios Luxemburg. Cudenet wird keinerlei politische Angelegenheiten berühren, die unserer Regierung eventuell Schwierigkeiten bereiten würden. Ich werde den Redner dementsprechend verständigen. Cudenet wird als unser Gast diesem Wunsche selbstverständlich nachkommen.»

D'après le rapport de police, la conférence débuta à 21.20 heures. Se rendant directement du train (qui avait du retard), à la salle de conférence, Cudenet n'eut pas le temps de s'entretenir avec Bodson.

1) L'avocat Georges Govers, ancien président de l'Assoss, fut élu député en 1934 sur la liste des indépendants de l'Est.

Et les policiers de continuer à citer ce dernier:

« Die in Rede stehenden Druckformulare wurden durch Koch Heinrich auf meinem Vervielfältigungsapparat hergestellt. Meiner persönlichen Auffassung nach, fallen diese Zettel nicht unter die durch das Gesetz vorgesehenen Drucksachen.»

Ce passage soulève une question de principe. Quel intérêt avait le député Bodson, couvert par l'immunité parlementaire, à révéler à des policiers, chargés de la répression politique, un détail susceptible de me faire condamner en justice? Par la distribution publique de tracts qui ne portaient ni le nom de l'auteur ni celui de l'imprimeur, je m'étais mis en contradiction avec le code pénal.

Forts de la déclaration Bodson, les agents de la Sûreté essayèrent de m'extorquer un aveu. Je leur opposai un démenti catégorique en les renvoyant à leur informateur:

« Ich habe mit fraglicher Angelegenheit nichts zu tun und bin auch nicht der Hersteller dieser Formulare. Advokat Bodson wird hierüber Bescheid wissen.»

Chargés de fournir des éclaircissements au sujet du « Comité pour la Défense de la Démocratie », les policiers, qui ne disposaient d'aucune formation politique sérieuse, n'ont pas réussi à accomplir leur mission, dont la subtilité les dépassait. Le dernier alinéa de leur enquête apporte la preuve de leur échec:

« Bei dem genannten « Comité pour la Défense de la Démocratie » handelt es sich sonderzweifel um die linksgerichteten Organisationen. Dies geht aus anderen Flugzetteln hervor die mit diesem Titel unterzeichnet sind und in hiesiger Stadt als Einladung für eine Versammlung verteilt wurden. Als Redner dieser Versammlung figurieren die Herren Blum, Govers, Krieps, Urbany, Kirsch, Jauchem usw.»

Pour ce qui est de la réunion en cause, le brigadier K. et le gendarme K. font allusion au meeting du 29 décembre 1936, qui eut lieu à Esch/Alzette. Ils ont commis une erreur, puisque cette manifestation ne se déroula pas sous le signe du « Comité pour la Défense de la Démocratie », mais fut convoquée par les sections locales de la Libre Pensée et du parti ouvrier.

Début février 1937, ni la police politique de Bech, ni Bodson, ne connaissaient les dessous de la laborieuse gestation de la « Ligue pour la Défense de la Démocratie ». Ils ignoraient qu'il ne s'agissait que d'une formule conçue uniquement pour servir de cadre à l'organisation de réunions publiques.

Trois mois plus tard, les cléricaux n'avaient pas encore élucidé le mystère. « Govers scheint der Chef der Ligue pour la Défense de la Démocratie zu sein » opina le « Luxemburger Wort » du 11 mai 1937. Est-ce le

fait que le député indépendant de l'Est avait ouvert, le 5 mars, un compte courant postal à son nom, pour soutenir financièrement la « Ligue », qui a valu à Govers le titre de chef?

Déjà dans son édition du 10 avril, le « Wort » avait dédié son éditorial à la « Ligue ». Il était intitulé « Die neue Operationsbasis, ein neuer Misserfolg ». Conclusion du journal catholique: « Die bisherige Opposition gegen das Ordnungsgesetz verpuffte wirkungslos – auch die neue Operationsbasis wird keine besseren Erfolge bringen.»

La rédaction du « Wort » était-elle vraiment persuadée que Govers était le chef d'orchestre d'un ensemble d'incapables, dont les efforts étaient voués à l'échec? Dans ce cas, elle n'avait rien compris à ce qui se passait. Ou voulait-elle simplement minimiser les activités de la « Ligue » en ramenant tout à la personne de Govers?

Quant au « Luxemburger Zeitung » du 19 mai, il croyait savoir que la « Ligue » se composait « aus sechs bis acht Mann », sans toutefois citer des noms. L'affirmation était imprécise, pour dire le moins . . . La rédaction du « Zeitung » – Jean-Pierre Robert, Batty Weber et Robert Thill – étaient loin de s'imaginer que des centaines de personnes, non-affiliées à des partis, qui ne furent pas candidats pour les élections du 6 juin, se dévouaient, avec un complet désintéressement, pour une cause qu'ils défendaient avec acharnement.

Le conférence Cudenet fut la première manifestation publique qui s'est tenue dans le cadre du « Comité pour la Défense de la Démocratie ». Elle inaugura la campagne de protestation de la « Ligue », dont les meetings se multiplièrent dans les semaines qui précéderent les élections du 6 juin 1937. Il y en eut en tout une quarantaine.

Parmi les socialistes qui prirent la parole, il y a lieu de citer les députés Blum, Erpelding, Krieps, Netgen et Schroeder, ainsi que les conseillers communaux Feller (Pétange), Goerres (Differdange), Greisch (Belvaux), Piren (Rumelange) et Weber (Wiltz).¹⁾

Voici l'excellente équipe des libéraux: Alex Bonn (plus tard président du Conseil d'Etat), Frantz Clément, Charles Jones (médecin), Jean-Jacques Lentz (Hautes Etudes Commerciales) et l'avocat Roger Wolter.

Le parti communiste était représenté par Zénon Bernard, Marie Demuth, Joseph Grandgenet, Alphonse Hostert et sa fille Yvonne, Antoine Lambert, Jean Kill, Claire et Dominique Urbany.

1) A la suite des élections du 6 juin 1937, Marcel Feller et Stéphane Weber entrèrent à la chambre des députés.

Otto Decker, dentiste, Pierre Godart, médecin et Georges Govers, avocat, les trois députés de la circonscription de l'Est, militaient aussi dans la cadre de la « Ligue ». A l'occasion, les journalistes Evy Friedrich et Nic Molling prirent également la parole au cours des meetings.

Polémique autour de « L'Oeuvre »

Avant de rentrer chez lui, Gabriel Cudenet suggéra de mobiliser à Paris quelques amis pour signer un télégramme destiné à la chambre des députés du Grand-Duché. Au cas où la loi muselière serait appliquée au Luxembourg, elle ne manquerait pas de servir d'exemple aux fascistes français. En raison du danger de contagion, une mise en garde ne pourrait pas être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures du Grand-Duché.

Il fut également convenu que Cudenet demanderait à Albert Bayet, professeur à la Sorbonne, réputé pour son talent de conférencier, de venir prendre prochainement la parole à Luxembourg. Les deux promesses ont été tenues.

« L'Oeuvre » commenta le texte du télégramme sous le titre « Le Luxembourg entrerait-il dans l'orbe des dictateurs?»:

« Le projet de loi actuellement soumis au vote de la Chambre du Luxembourg est – « L'Oeuvre » l'a signalé déjà – de nature à inquiéter justement les amis de la démocratie.

Ce projet, « ayant pour objet la défense de l'ordre politique et social » comporte en particulier la dissolution du parti communiste, mais vise en réalité les partis et organisations politiques et ouvrières, qui se sont toujours résolument placés sur le terrain de la défense de la démocratie et de la paix, et représentent dans le pays voisin les plus sûrs amis de la France républicaine. Il ressort notamment du texte de la loi que le gouvernement du Luxembourg peut dissoudre telle organisation qui lui plaira. Des poursuites et des pénalités sont également prévues pour quiconque tenterait de reformer l'association dissoute.

Estimant qu'une telle loi, si elle était adoptée, représenterait une grave atteinte aux principes de la démocratie, quelques personnes ont adressé le télégramme suivant au président de la Chambre du Luxembourg:

« Emus par projet de loi portant dissolution partis et associations politiques, considérant cette mesure grave atteinte à liberté opinion et association,

base des démocraties, espérons que Chambre rejettera projet et restera fidèle à traditions libérales. Signé: Victor Basch, Albert Bayet, Georges Scelle, Me Délépine, Jean Longuet, Gabriel Cudenet.»¹⁾

Dès sa parution, le 23 avril 1937, l'article de « L'Oeuvre » fut reproduit par le « Luxemburger Zeitung », qui le commentait comme suit:

« On peut vraiment se demander qui a intérêt à brouiller les cartes à un tel point. Evidemment, l'article ci-dessus émane d'un Luxembourgeois, peu soucieux de la vérité, mais plutôt inspiré d'une rancune politique contre un parti où il ne lui sera pas donné de jouer un rôle quelconque.»²⁾

De quel droit ce correspondant anonyme peut-il insinuer que le projet en question « vise en réalité tous les partis » et ainsi de suite? Pourquoi dissimule-t-il que la loi ne poursuit que les actes « de violence ou de menaces » contre les libertés constitutionnelles?

Pourquoi fait-il appel aux « plus sûrs amis de la France républicaine? Comme si tous les Luxembourgeois de n'importe quel parti politique, notre Gouvernement et le Conseil d'Etat en tête, n'aimaient pas la France autant que ces énergumènes qui voient d'un oeil sec la ceinture rouge autour de Paris, les grèves passées et celles à venir au beau milieu de la Grande Exposition, appelée à réunir à Paris la fine fleur du commerce mondial et des visiteurs aisés, qui apporteront à Paris des ressources inépuisables. Le récent incident d'Amiens en compte long dans cet ordre d'idées. Mais est-ce que pour le moins du monde nous voudrions nous mêler des événements de France? Nous les déplorons et sommes inquiets à son égard, mais jamais nous n'oserions nous adresser à la Chambre française pour critiquer des incidents pareils.

Quels que soient donc les titres et les qualités des signataires français du télégramme adressé à notre Chambre, nous espérons qu'elle n'en tiendra pas le moindre compte. Bûcheron est maître chez lui!

A bon entendeur salut!»

1) Victor Basch, philosophe français, président de la Ligue des Droits de l'Homme, fut assassiné en 1944, avec sa femme, par des miliciens de Vichy. – Albert Bayet, membre du parti radical-socialiste, professeur à la Sorbonne; après la Libération, président de la Fédération nationale de la Presse française. – Georges Scelle, spécialiste du droit international, représentant de la France à la Société des Nations. – Jean Longuet, publiciste; – Maurice Délépine, conseiller d'Etat révoqué par le gouvernement de Vichy, nommé après la guerre membre du Comité Constitutionnel de la République.

2) C'est ma personne qui était visée par cette remarque. L'allusion au parti « où il ne lui sera pas donné de jouer un rôle quelconque » ne pouvait s'appliquer qu'au parti radical-libéral, dont les dirigeants étaient à la remorque des cléricaux depuis 1926. N'ayant que dégoût et mépris pour ces girouettes de la politique, parfois corrompues, il aurait été étonnant de me voir embarqué sur leur galère.

« L'Oeuvre » disposait au Grand-Duché de nombreux lecteurs. Ils se recrutèrent surtout dans les milieux libéraux. Dès le début de la guerre d'Espagne, le quotidien parisien, dont l'influence était grande, avait pris la défense des républicains, une attitude qui lui valut l'hostilité du « Luxemburger Zeitung ». Et voilà que ce journal français se permettait de critiquer une loi luxembourgeoise qui faisait les délices des hitlériens et autres fascistes.

Correspondant de « L'Oeuvre » à Luxembourg, j'avais rédigé un article concernant la loi muselière. Pour donner plus de poids à mon texte, l'éditorialiste André Guérin l'adapta à la situation française et le publia sous son nom, ce qui me valut l'honneur de la première page. Il parut le 15 janvier sous le titre « L'ordre régnera au Grand-Duché » :

« Il y a des gens qui vous parlent d'autorité. Il en est d'autres qui ne se contentent pas d'en parler. Et vraiment, ce projet de loi qui vient d'être déposé sur le bureau de la Chambre des Députés nous donne l'impression très nette que dans le Grand-Duché de Luxembourg on ne plaisante pas avec l'A majuscule.

Projet « Pour la défense de l'ordre politique et social », c'est le titre.

Au nom de cet ordre politique et social il sera défendu « de faire partie d'un groupement qui vise ou dont l'activité tend à abolir ou à changer par la violence ou par tout autre moyen illicite la Constitution ou une institution constitutionnelle, à entraver ou troubler par les mêmes moyens les mesures des autorités ou l'exécution des lois ou à exercer sans l'autorisation du Gouvernement un pouvoir ne compétant régulièrement qu'aux organes de l'Etat.»

Ce qui n'est déjà pas mal. Mais voici mieux. Il sera également défendu «de prêter son concours à un tel groupement, d'en encourager ou d'en soutenir l'action.»

Diable! Si l'on n'a pas sur soi 10 000 francs d'amende à verser, ou si l'on ne tient pas autrement à faire connaissance avec « de huit jours à cinq ans » avec la paille humide des cachots, il sera recommandé de surveiller ses expressions, et sa façon de saluer dans la rue, et de se méfier du journal qu'on achète, voire de la couleur de la cravate qu'on porte. Et encore, l'amende et la prison sont prévues « sans préjudice de l'application de peines plus fortes », les circonstances atténuantes étant supprimées, bien entendu.

Les amis de là-bas qui nous écrivent souffriront que nous nous tournions, ici, vers nos spécialistes, à nous. Quand on pense qu'ils en sont encore, les nôtres, à de médiocres petites lois scélérates, ou à d'anodines histoires de délits de presse . . . ils auraient beaucoup à apprendre, décidément, avec les cléricaux du Luxembourg, qui n'y vont pas, au moins, « avec le dos de la cuiller ».

Quelques jours après, « L'Oeuvre » fit paraître un nouvel article, titré « Le Luxembourg sous la menace de la dictature francophile ».

« L'Oeuvre » a parlé de cette loi « scélérate » qui se prépare au Luxembourg contre la liberté d'opinion et de vote – et des amis de là-bas nous écrivent de nouveau: « Merci d'abord! Merci d'avoir attiré l'attention sur ce qui se passe ici. Mais n'en restez pas là. C'est trop grave. Appuyez! »

Appuyons donc.

De quoi s'agit-il, en fait? De retirer aux communistes le droit à la vie civique? Oui, mais non pas aux seuls communistes. Les socialistes aussi sont visés, et avec les socialistes tous ceux qui se permettent d'encourager (voire qui se seraient permis d'encourager dans le passé) telles doctrines politiques proclamées illicites par l'actuelle coalition gouvernementale. Or, la lecture des journaux ministériels ne peut, à cet égard, laisser la moindre illusion. Pour eux – et ils l'impriment couramment – communisme égale libéralisme, staliniens, marxistes ou radicaux, tout le monde dans le même sac: il faut que la place soit nette devant la dictature cléricale et fasciste.

Or, on ne peut tout de même s'empêcher de sourire, dans le Grand-Duché, quand on vient raconter au public des histoires de péril révolutionnaire. Ce qui est assurément beaucoup plus sérieux, c'est la complaisance dont bénéficient depuis quelque temps, de la part des autorités, les agents hitlériens. Car le Luxembourg est un pays de minerais de fer et de hauts fourneaux, et aussi un « noeud » ferroviaire, dont il n'est pas besoin de souligner l'importance stratégique.

N'a-t-on pas vu se déclencher des campagnes réactionnaires pour enlever à la France le contrôle des chemins de fer – sans oublier telle autre campagne « rexiste » – pour faire occuper le territoire par des troupes belges, dont M. Léon Degrelle ne désespère pas de recevoir quelque jour le commandement? Et comme tout s'arrangerait si l'on pouvait, d'un trait de plume, mettre hors la loi tout ce qui représente, sur place, l'élément francophile!

Car, n'en déplaise à M. de Kerillis, ¹⁾ il se trouve, là comme ailleurs, que l'élément francophile est à gauche, et le francophile à droite

On nous dira:

Il appartient au Luxembourgeois, et à eux seuls, de régler entre eux leurs propres affaires.

D'accord!

1) Henri de Kerillis était éditorialiste à « L'Echo de Paris. »

Mais quand une pareille manoeuvre se développe dans une nation voisine, manoeuvre dirigée à la fois contre les démocrates, amis de la France, et contre la sécurité de notre frontière de l'Est, on nous pardonnera, sans doute, de suivre les événements « d'un peu près ».

André Guérin

L'article de « L'Oeuvre » fut reproduit, tout comme celui qui contenait le télégramme, par le « Luxemburger Zeitung », agrémenté d'un commentaire qui révèle l'état d'âme de son auteur :

« Ein richtiger Skandal ist es, wie über das Projekt betr. den Schutz der politischen und sozialen Ordnung die ausländische Presse von hier aus informiert wird.

Wir verwiesen am Samstag auf eine Notiz, die die französische Zeitung « L'Oeuvre » hierüber brachte. Ihre luxemburgischen Zuträger waren damit nicht zufrieden und sie fanden es für notwendig, um die französische Presse mehr für diese wesentlich interne Sache zu interessieren, dem Projekt zum Ordnungsgesetz einen frankophoben Charakter zu geben, wie aus nachfolgendem Artikel hervorgeht, der bei uns allgemeines Kopfschütteln hervorrufen wird.»

En guise de conclusion, le « Luxemburger Zeitung » écrit :

« Eine solche Informierung der ausländischen Presse müsste eigentlich auch unter das Ordnungsgesetz fallen.»

Cette phrase caractérise la mentalité de ceux qui, sous le couvert d'une phraséologie libérale, servaient la cause des fossoyeurs de nos libertés. Sortie imprudemment d'une plume rageuse, elle nous fit comprendre ce que l'avenir réserverait aux victimes de leurs sinistres projets.

La colère du quotidien pseudo-libéral se manifesta une nouvelle fois, quelques jours plus tard, dans son éditorial du 21 janvier 1937, intitulé « Gefährliche Abenteurer » :

« Von Luxemburg aus wird die Pariser Zeitung « L'Oeuvre » ganz einseitig und tendenziös über das Projekt des Ordnungsgesetzes unterrichtet, und André Guérin gibt seinen Namen her, um mit einem Kommentar einer längst überholten Fassung dieses Projektes die französischen Leser des Blattes kopfscheu zu machen.

Doch das ist den luxemburgischen Zuträgern noch nicht genug. Der erste Artikel André Guérins ist ihnen nicht schlagkräftig genug und man drängt ihn, einen zweiten zu schreiben. André Guérin sagt das ausdrücklich: Des amis de là-bas nous écrivent de nouveau « Merci d'abord! Merci d'avoir attiré l'attention sur ce qui se passe ici. Mais n'en restez pas là. C'est trop grave. Appuyez! »

Und dann appuyiert Herr Guérin. Aber wie? Man hat ihn auf eine falsche Fährte gelockt und er schmeisst Kommunisten, Sozialisten und Radikale in denselben Korb, um zu behaupten, gegen diese alle sei das Ordnungsgesetz gerichtet, das von einer klerikalen und faschistischen Koalition ausgeheckt worden sei.

Man lässt ihn sodann von der hitlerischen und sogar von der rexistischen, mit der hitlerischen verwandten Gefahr sprechen, die die einzige sei, die im Luxemburger Lande bestehe. Und das alles, um zu der ulkigen Gleichung zu kommen: Gauche-francophile, Droite-francophobe. Und dann kommt die Ungeheuerlichkeit, dieses luxemburgische Ordnungsgesetz sei ein gegen die Sicherheit der Ostgrenzen Frankreichs gerichtetes Manöver.

Also von Luxemburg aus wurde André Guérin im « Oeuvre » so unterrichtet, er sagt es ausdrücklich. Das war der erste Teil eines wirklichen Manövers. Der zweite kommt sogleich.

Das « Escher Tageblatt » schreibt: Recht bezeichnend sind in dieser Hinsicht die Artikel der « Oeuvre », die es für wahr nicht genügt, als unerlaubte Einmischung in unsere Angelegenheiten abzutun. Die « Oeuvre » ist nicht nur das führende Blatt der bürgerlichen Demokratie Frankreichs. Sie ist auch gegenwärtig eines der angesehensten Organe der französischen Regierung, und es kann uns gar nicht gleichgültig sein, dass in einem Augenblick, wo wir Frankreich brauchen, dieses Blatt unserer Regierung ganz offen vorwirft, eine antifranzösische und hitlerfreundliche Politik zu treiben.»

Damit ist das ganze Manöver klar. Zuerst veranlasst man, dass von hier aus, in « einem der angesehensten Organe der französischen Regierung », dem Ordnungsgesetz eine vollständig falsche und irreführende Deutung gegeben wird, mit dem ausgesprochenen Zweck, die französische öffentliche Meinung gegen unsere Regierung und unser Land scharf zu machen. Dann beruft man sich auf diese Zeitungsartikel, um von einem gefährlichen Abenteuer zu sprechen und der Regierung sowie den Befürwortern des Ordnungsgesetzes wenn nicht mit Repressalien, so doch mit einer entsprechenden Einstellung der französischen Regierung Luxemburg gegenüber zu drohen.

Und damit vermeint man eine patriotische Tat begangen zu haben, gerade wie man es im « Tageblatt » für patriotisch hält, ein anderes Land,¹⁾ das bei einer eventuellen Revision und Festigung unseres internationalen Statuts nicht übergangen werden kann, täglich in Wort und Bild zu verunglimpfen.»

Inquiète des tendances totalitaires du gouvernement Bech, la presse française s'était émue, dès le vote, le 30 avril 1935, de pouvoirs spéciaux accordés en matière économique à l'exécutif. A ce sujet, Charles Ribert avait écrit, dans l'édition du 7 mai 1935 de « Paris-Midi »:

1) Il s'agit de l'Allemagne hitlérienne, où Nickels était accrédité, on le sait, comme chargé d'affaires du Grand-Duché. En sa double qualité de directeur politique de l'Arbed et de président du parti radical-libéral, il n'était pas sans influencer la rédaction du « Luxemburger Zeitung ».

« Le Grand-Duché va instaurer la dictature. Elle s'exercerait tant dans le domaine économique, qu'il est question de réorganiser, que dans le domaine politique.

Et voici qu'à son tour, le minuscule Luxembourg entre dans la ronde des Etats qui suspendent ou restreignent l'exercice de la démocratie.»¹⁾

Le 23 avril 1937, la loi muselière fut adoptée, à la chambre des députés, par 34 voix contre 19 et une abstention, celle du radical-libéral Victor Wilhelm.²⁾ Les débats donnèrent lieu à de violents incidents.

Réquisitoire Bech

Le 20 avril 1937, Bech prononça un véritable réquisitoire contre le parti communiste, non dépourvu de contradictions. D'une part, il s'escrima à démontrer que les communistes luxembourgeois – ils n'étaient qu'une poignée – s'apprêtaient à monter à l'assaut des institutions de l'Etat. D'autre part, il traita leurs chefs d'incapables:

« Certes, parmi les dirigeants actuels du parti communiste, je ne vois personne qui fasse figure de chef. En cela, je partage l'appréciation des agents du Bureau Politique de l'Internationale Communiste, dont dépend le parti communiste luxembourgeois, qui n'est qu'une section de cette Internationale. Comme tel, notre parti communiste doit périodiquement rendre compte de son activité à ce Bureau et il est inspecté et contrôlé par ses agents. Avant l'avènement du national-socialisme en Allemagne, la section luxembourgeoise de

1) Il y a lieu de rappeler que le projet de loi « ayant pour objet la défense de l'ordre politique et social » fut déposé le 2 mai 1935, quelques jours seulement après l'adoption des pouvoirs spéciaux en matière économique.

2) Ont voté oui: MM. Cahen, Diderich, Didier, Gallé, Gengler, Hansen, Hentgen, Jacoby, Kirsch, Kirsch, Krombach, Loesch, Mackel, Noesen, Origer, Peffer, Petges, Philippe, Razen, Reichling, Reuter, Rock, Schaffner, Schintgen, Theves, Thorn, Wiltzius, Wirtgen, Angelsberg, Delaporte (par M. Schaffner), Klein (par M. Didier), Mathieu (par M. Razen) et Wenkin (par M. Reuter). Dans le compte rendu des séances de la chambre des députés de la session ordinaire de 1937, page 1571, sont énumérés seulement 33 députés qui ont voté oui. A la liste officielle, il y a lieu d'ajouter le nom de Joseph Simon, brasseur à Wiltz, membre du « Rechtspartei ».

Ont voté non: MM. Biever, Bodson, Clément, Erpelding, Fohrmann, Govers, Hamer, Hildgen, Kohner, Krieps, Krier, Neu, Schroeder, Weirich, Bauer, Decker (par M. Fohrmann), Godart (par M. Govers), Mockel (par M. Neu) et Netgen (par M. Bauer).

l'Internationale Communiste dépendait du bureau de Berlin. Aujourd'hui, elle dépend du Bureau Politique de l'Internationale Communiste de Paris. Or, les dirigeants de Berlin et de Paris ont, je le sais par leurs rapports, une bien piètre opinion du personnel dirigeant du parti communiste luxembourgeois. Mais est-ce que cela suffit vraiment pour endormir notre vigilance?»

Tout en prétendant que l'élection de Zénon Bernard « révéla la réalité du péril communiste », l'auteur de la loi muselière déclara que « la moitié de ces électeurs avaient manifesté leur mauvaise humeur à l'égard de la politique du gouvernement.»

Cette phrase constitue un aveu. Elle signifie que la majorité de ceux qui avaient voté pour le parti communiste étaient des citoyens exaspérés par la politique de la coalition clérico-libérale. Tout en donnant leur voix à Bernard, dont ils ne partageaient pas l'idéologie, ils n'étaient pas disposés à monter avec lui sur les barricades, comme voulait le faire croire Bech.

Le ministre d'Etat termina sa harangue par la dénonciation des méthodes du parti communiste, « une légion étrangère aux ordres et à la solde de Moscou » qui, avec l'aide « de certains groupements affiliés, prépare la révolution.»

Son beau-frère Fernand Loesch, député clérical, partisan fervent de la loi muselière, limita ses interventions à des interjections plus ou moins appropriées.¹⁾

Le 8 avril, quelques jours avant l'ouverture des débats, excédé par l'incompréhension de Pierre Krier et les attaques contre sa personne, René Blum adressa sa démission à la chambre des députés. Lui seul aurait été capable de réfuter les arguments de Bech et de tenir tête aux joutes oratoires des cléricaux Hentgen, Origer, Reichling et Thorn, épaulés par les radicaux-libéraux Diderich et Theves qui soutenaient, avec un zèle suspect, le projet anti-démocratique.

A défaut de Blum, Bodson et Krier défendirent la position du parti ouvrier. Ils n'étaient pas à la hauteur de la situation. Dans le « Letzeburger Land » du 2 juin 1967, le professeur Marcel Engel, un redoutable polémiste, rappelle le rôle joué par Bodson: « Er übernahm sich und wurde nicht ganz ernst genommen. Verlor den Faden, verhedderte sich, wurde wütend. Die legistische Florettfechtere lag ihm nicht.»

A la suite de la démission de René Blum, le « Luxemburger Zeitung » publia, dans son édition du 9 avril 1937, un article mal écrit, mais assez bien renseigné:

1) Loesch préside aujourd'hui le Conseil National de la Résistance.

« Die Sensation der gestrigen Kammersitzung war das Entlassungsschreiben des Herrn René Blum. Da sich in den letzten Wochen und Tagen durch die Artikel des Organs der Arbeiterpartei, des « Escher Tageblatt » und des Organs der sozialistischen Gewerkschaften, des von Herrn Krier geleiteten « Proletarier », die Meinungsverschiedenheiten zwischen der politischen und der gewerkschaftlichen Richtung innerhalb der sozialistischen Partei verschärft hatten, kam der Rücktritt des Herrn Blum nicht ganz unerwartet. »

En 1936, écrit le « Zeitung », « pendant des semaines, il n'assista pas aux séances de la chambre des députés » et « la rumeur de sa démission circulait depuis longtemps déjà. »

« Direkter Anstoss zum Verwürfnis war diesmal das Ordnungsgesetz. Wohl waren die Leute der beiden Richtungen sich einig, dass diese Gesetzesvorlage bekämpft werden müsste, aber über die Art der Bekämpfung konnten sie sich nicht verständigen. Während Herr Blum, seiner mehr politischen, freidenkerischen, volksfrontfreundlichen Einstellung gemäss, zusammen mit den kommunistischen Führern und mit Anhängern seiner Gesinnung Protestversammlungen im ganzen Land hielt, wollte Herr Krier mit seinem Anhang die ganze Bekämpfungsaktion in die Hände der Gewerkschaften gelegt wissen. »

Dès avant la parution de l'article du « Zeitung », le « Escher Tageblatt » du 5 avril avait attaqué la campagne de protestation de la « Ligue » :

« Aber im jetzigen Stadium der Dinge bedarfes zur Abwehr der geplanten Gesetzgebung nun doch einer realistischeren Aktion als derjenigen einer Versammlungskampagne, in der Räubergeschichten erzählt werden und die letzten Endes den Sonderzielen der Kommunistischen Partei und des primär antiklerikalen und antikatholischen Freidenkerbundes dient. »

Cette phrase avait pour but de flatter l'électorat catholique et de discréditer les libres-penseurs. Elle en dit long sur la hargne politique des dirigeants socialistes et syndicalistes de l'époque, qui semblaient avoir perdu la boussole dans une entreprise qui les dépassait.

L'opération rapporta au journal socialiste non pas le résultat escompté, mais une avalanche de désabonnements.

Décidément piquée au vif par l'argumentation de « L'Oeuvre », la rédaction du « Luxemburger Zeitung » mit du temps à digérer la pilule. Pour en finir avec cette polémique, voici des extraits de l'éditorial du 29 janvier 1937 « Noch einmal das Ordnungsgesetz » :

« Das « Tageblatt » zeigt sich sehr verärgert darüber, dass wir ihm vorgeworfen haben, seine Agitation gegen das Gesetzesprojekt zum Schutz der politischen und sozialen Ordnung auf internationales Gebiet zu tragen und durch Heranziehung vollständig falscher und tendenziöser Informationen französischer Blätter das Frankreich der Volksfront gegen unser Land scharf zu machen. »

« Wir sind dem Hitlerregime Deutschlands gegenüber genau so neutral, wie dem Volksfrontregime Frankreichs. »

Wir wiederholen, dass es gefährliche Abenteurer sind, die durch tendenziöse Kommentare zum Ordnungsgesetzentwurf in der französischen Presse die französische öffentliche Meinung und Regierung gegen unser Land und unsere Regierung scharf zu machen suchen.

Wir glauben für unser Land an die Notwendigkeit eines Ordnungsgesetzes in der Form eines Besserungsantrags der radikal-liberalen Partei. Es ist eine interne Sache, und wer gegen diesen Gesetzentwurf ans Ausland appelliert, handelt nicht als Luxemburger. »

Comme disait André Guérin, les apprentis-fascistes, cléricaux et autres, n'y allaient pas « avec le dos de la cuillère ».

Le référendum

A partir du mois d'avril, la lutte contre la loi muselière prit une nouvelle tournure par l'annonce que le vote parlementaire serait soumis à un référendum. Prévue par l'article 51 de la Constitution, cette mesure d'ordre législatif autorisait le corps électoral à ratifier ou annuler une loi adoptée par la chambre des députés.

Le projet du référendum fut l'objet des délibérations de la section centrale de la Chambre. Dans son avis du 16 avril 1937, elle proposa « d'organiser un référendum consultatif devant permettre à tous les Luxembourgeois de se prononcer pour la défense de la Constitution à l'encontre de tous les mouvements révolutionnaires et subversifs. » Bech se rallia à la proposition, ainsi que l'immense majorité des députés (50 sur 54)

Au moment des débats parlementaires, les élus du peuple n'ignoraient pas que la loi muselière, adoptée le 23 avril, serait soumise au référendum. Il ne restait plus qu'à fixer la date de la consultation. Elle fut prévue pour le 6 juin, simultanément avec le renouvellement partiel de la Chambre qui eut lieu, à l'époque, tous les trois ans. (En 1937, des élections eurent lieu dans les circonscriptions du Centre et du Nord. En 1934, les circonscriptions de l'Est et du Sud avaient élu leurs députés.)

Les spécialistes des subtilités politiques apprendront avec intérêt que Bech, dans une lettre adressée au Conseil d'Etat, déjà signée, avait biffé la phrase suivante:

« Malgré la réprobation unanime de toute politique de violence, la loi sur la défense de l'ordre politique et social n'a pas trouvé la même unanimité, parce que certaines de ses dispositions étaient présentées, dans la discussion, par les adversaires du projet, comme contraires aux libertés constitutionnelles. Il faut donc, pour éviter toute confusion possible, que les questions auxquelles le peuple luxembourgeois sera appelé à répondre, par la voie du référendum, soient nettement posées. »

L'idée du référendum avait été avancée, dès le dépôt du projet, en mai 1935, par l'opposition extra-parlementaire. Pour elle, c'était le seul moyen de faire échec à la tentative fasciste de la coalition gouvernementale, aveuglément soutenue par une imposante majorité parlementaire.

Sans tarder, la « Ligue pour la Défense de la Démocratie » s'adapta à la nouvelle situation. Au lieu de poursuivre sa campagne d'information générale, elle s'adressa dorénavant directement à l'électeur, devenu le maître du jeu. Par le référendum, il avait la possibilité de barrer la route au totalitarisme indigène en répondant NON à la question soumise :

« Etes-vous d'accord à voir entrer en vigueur la loi qui décrète la dissolution du parti communiste et des groupements et associations qui, par violences ou menaces, visent à changer la Constitution et les lois du pays? »

Conscient de l'importance de son vote, le citoyen averti savait que la puissance souveraine réside dans la nation et que sa participation au référendum lui permettrait d'influencer, sans intermédiaire, le cours des événements. C'est ainsi que le sentiment d'être investi d'une responsabilité publique exceptionnelle flattait son amour-propre et aiguïait son sens critique. Dans ces conditions, il n'était pas prêt à avaler les boniments de la propagande des partis gouvernementaux.

Les adversaires de la loi muselière disposèrent d'armes efficaces. En premier lieu, ils utilisèrent les extraits de la presse catholique luxembourgeoise qui servaient à merveille leur cause. Il s'agit surtout de citations d'articles publiés, dès l'installation au pouvoir des hitlériens, quand les cléricaux s'imaginèrent que le national-socialisme pourrait favoriser leurs propres desseins. Voici quelques exemples de cette littérature édifiante :

« Und wir betonen immer wieder, dass in mancher Hinsicht der Faschismus und Nationalsozialismus uns sympatischer sind als Liberalismus und Sozialismus, weil sie gewissen Naturrechten weniger zuwider sind als sie. »

Wir verwerfen die liberale und sozialistische Gesellschaftsauffassung. Darum lehnen wir auch konsequent die heutige Regierungs- und Parlamentsform ab. Wir begrüßen und bejahen darum den Gemeinschafts- und Autoritätsgedanken des Faschismus und Nationalsozialismus.» (Luxemburger Wort – 13.3.1933.)

*

« Die « Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei » hat grosse Hoffnungen geweckt. Für Millionen ist sie die letzte Hoffnung auf Besserung. Würde diese Hoffnung zerschlagen, so wäre der Bolschewismus, das Chaos, die Folge. Dies darf nicht sein. Deshalb müssen wir der Partei, auch wenn wir ihr persönlich nicht angehören, Erfolg wünschen. Wir müssen ihr behilflich sein, Erfolge zu erzielen. Nicht der Partei wegen. In unserem Interesse. Wenn die Partei die notwendigen Erfolge nicht hat und Deutschland zugrunde geht, gehen auch wir naturgemäss mit zugrunde. Das wollen wir nicht. Deshalb wollen wir mit aller Kraft eingreifen.» (Luxemburger Wort – 24.4.1933.)

*

« Immer noch stellt der Bolschewismus die Hauptgefahr für die gesamte zivilisierte Welt dar.

Nicht das Wirtschaftliche ist in Russland entscheidend. Entscheidend ist die gottesfeindliche Haltung der Sowjets.» (Luxemburger Wort – 7.3.1933. Leitartikel: Die Hauptgefahr.)

*

« Um eine Sozialreform durchzuführen, wie Hitler sie plant, und um überhaupt eine Sozialreform, auch vor allem im christlichen Sinne zu verwirklichen, muss erst die Masse aus der psychosenhaften Denkart herausgerissen werden, in die sie der Liberalismus und Sozialismus durch jahrzehntelange Bearbeitung hineinverstrickt haben. Der Aufruf von Dr. Goebbels ist in diesem Sinne programmatisch und sogar psychologisch gut. Methodisch und gedanklich gibt es kein besseres Kampfmittel gegen den Sozialismus.» (Luxemburger Wort – 28.4.1933.)

*

« Der Sozialismus lässt sich nur überwinden durch Ueberwucherung seiner tiefsten und ersten Ursache, des weltanschaulichen und wirtschaftlichen Liberalismus.» (Luxemburger Wort – 19.1.1933.)

*

« Eine christliche Partei müsste den Staat völlig auf christliche Grundlage bringen und alles Unchristliche unterdrücken. Erst in diesem Rahmen wären Rede- und Pressefreiheit erlaubt. Und niemand hätte das Recht von Vergewaltigung zu sprechen. Unterdrückung des Irrtums und seiner Verbreitung ist nicht Vergewaltigung, vor allem nicht, wenn kein Zwang zur Betätigung im Sinne des Christentums vorliegt. Die Konsequenz würde darum das Verbot aller unchristlichen Parteien und die Aufhebung der weltanschaulichen Meinungs- und Redefreiheit fordern.» (Luxemburger Wort – 10.7.1933.)

*

« Die neue Regierung geht zielbewusst vor gegen den Umsturz (Kommunismus, Sozialismus), gegen den Schmutz in Tat und Wort und Schrift, gegen die Gottlosenbewegung, und diese Tätigkeit wird ohne Zweifel manches zur Gesundung des öffentlichen politischen und kulturellen Lebens in Deutschland beitragen.

Wie die Dinge in Deutschland nun einmal liegen, darf man erwarten, dass unter Vermeidung jeder politischen Ungerechtigkeit und Härte, Deutschland wirtschaftlich und kulturell gehoben wird.» (Marienkalender 1934.)

*

« Frankreich wird heute regiert von dem Juden, Sozialisten und Freimaurer Léon Blum. Ein Mann, der übrigens das Land, das er regiert, hasst, wie nur ein Jude hassen kann, der dort sein Glück, seine Karriere gemacht hat. Seine Politik ist jüdisch.

Der Mann, der dieses Lausbubenwerk « Du Mariage » schrieb, heisst Léon Blum, hat indessen grosse politische Karriere als Jude-Sozi-Freimaurer und Doppelverdiener gemacht und regiert als Führer der Einheitsfront das christliche Frankreich. Wenn man es sagen dürfte, so würde man sagen, Léon Blum ist ein politischer Schwindler, Packträger und Laufbursche für Einfuhrware Marke Stalin.» (Ardenner Zeitung – 19.6.1936.)

*

Dans son éditorial du 7 mars 1937, intitulé « Die Demokratie gegen Gott », le même journal, apparenté au « Luxemburger Wort », prétend que les libéraux sont « mit den Gottlosen, dem Freimaurertum und der internationalen Loge gegen Gott. » Tout comme la feuille ardennaise, le « Wort » était parfois teinté d'antisémitisme.

*

« Exerzitien und Einkehrtage vermehren sich in unserem Ländchen in unheimlichen Ausmassen. Welchen Zweck verfolgt man damit?

Das verrät uns mit verblüffender Offenheit in N° 76 der « Zeitfragen » der Jesuit Wilhelm Bönner.

« Die Exerzitien sind dafür da, zu lernen, über Leichen zu gehen, wenn es gilt, Christum zu gewinnen.» (Die Neue Zeit – 1.3.1937.)

(La publication « Zeitfragen » fut distribuée à la « Christ-König-Kirche » de Belair.)

*

« Weg darum mit dem Kommunismus. Weg darum auch mit allen, die ihm den Weg bereiten, ihn unterstützen, ihn schützen. Zu ihnen gehören sogar Jungliberale, zu ihnen gehören auch jene, die sich unabhängig nennen, zu ihnen gehören auch alle, die dem Volk die religiösen und sittlichen Kräfte rauben. » (Luxemburger Wort) – 18.5.1937.)

*

Du 25 mai au 5 juin 1937, le « Luxemburger Wort » publia une dizaine d'articles contre ceux qui s'opposaient à la loi muselière. Ils étaient qualifiés d'adversaires de l'ensemble de la communauté nationale. Voici les titres de ces textes: Gegner der Familie (25.5.1937) – Gegner der Kultur (27.5.1937) – Gegner der Berufsstände (27.5.1937) – Gegner der Arbeiter (28.5.1937) – Gegner des Patronats (31.5.1937) – Gegner der Landwirtschaft (1.6.1937) – Gegner des Mittelstandes (2.6.1937) – Gegner der Beamten (3.6.1937).

La série se termina par l'éditorial « Gegner des Luxemburgertums ».

Les adversaires de Bech n'étaient pas seulement traités de « Gegner der Kirche, des Glaubens und des Katholizismus ». Ils furent également mis au pilori comme « Gegner der Dynastie und des Thrones ».

*

Crever la baudruche du « Kommunistenschreck » était aussi relativement aisé. Dans ce domaine, l'exagération pratiquée par la coalition clérico-libérale était tellement manifeste qu'elle finit par lasser. Poussée à l'excès, la propagande risque de se retourner contre ses auteurs. La suffisance affichée par les journaux gouvernementaux et la pauvreté des arguments invoqués firent croire à ceux qui n'étaient pas démunis de sens critique, qu'on essayait de leur « faire prendre des vessies pour des lanternes ». Nous leur disions: « Se wöllen îrch bei d'Lisette lôssen » ou « Se versichen Dôlpessen ze fänken ».

L'argument le plus facile à réfuter fut celui de l'éventualité d'une insurrection armée du parti communiste. Sommés d'énumérer sur les doigts de la main les communistes qu'ils connaissaient, la plupart des interpellés s'arrêtèrent après avoir cité trois noms: Bernard, Kill et Urbany. L'immense majorité de nos compatriotes ignorèrent jusqu'à leur existence avant les mesures prises contre eux par les hommes au pouvoir. Et voilà que trois chefs communistes, qui ne disposaient pas de troupes,¹⁾ étaient accusés de monter à l'assaut de la caserne des volontaires, des postes de gendarmerie, de police et des douanes, ainsi que des ministères et autres places fortes de l'Etat.

1) On estimait à une centaine de membres, étrangers compris, les effectifs du parti communiste luxembourgeois.

C'est alors que le doute commença à s'installer dans les esprits les plus crédules. Comme le projet de loi assimilait d'autres catégories de Luxembourgeois aux communistes, il n'était pas difficile de mettre l'homme de la rue en garde contre le danger que la loi muselière représentait pour lui-même et des innocents, victimes des puissants du jour ou de leurs mouchards. Pour sévir contre ses adversaires, le pouvoir exécutif n'avait qu'à leur coller l'étiquette communiste pour en faire des hors-la-loi. « Il s'agissait d'éliminer de la vie politique et sociale toute personne considérée comme suspecte par le gouvernement Bech. »

Les orateurs de la « Ligue » ne manquèrent pas d'arguments. Très vulnérable à cause de son manque d'énergie à l'égard des hitlériens,¹⁾ dont il tolérait les activités dirigées contre l'indépendance du Grand-Duché, Bech fut la cible principale de leurs attaques. Des agents de la Force publique – gendarmes, agents de police et fonctionnaires de la Sûreté – avaient l'ordre de surveiller les réunions de la « Ligue »²⁾ Leur mission consistait à rapporter au ministre d'Etat la teneur des discours prononcés.

On trouvera ci-dessous des extraits tirés de ces rapports policiers.

D'une façon générale, les manifestations publiques des adversaires du projet de loi ne furent pas perturbées, à l'exception de celle du « Comité d'Action Libéral » qui eut lieu à Esch/Alzette dans la grande salle de l'Hôtel de la Poste. Nicolas Reis, commissaire de police de la cité industrielle rapporte ce qui suit:

« Durch Flugzettel und Affichen war für heute Abend, den 3. Juni 1937, eine öffentliche Versammlung vom liberalen Aktionskomitee gegen das Ausnahmegesetz einberufen worden.

Als Redner waren angesagt: Alex Bonn, Rechtsanwalt, Roger Wolter, Rechtsanwalt, Frantz Clément, Schriftsteller, Dr. Charles Jones, Arzt und Jean-Jacques Lentz, dipl. H.E.C. Diese erschienen auch im Saal, mit Ausnahme des Dr. Jones. Der Saal war überfüllt. Etwa 400 Personen waren anwesend.

1) En 1933, près de 20 000 Allemands habitaient le Grand-Duché. Malgré le danger politique de leur présence, Bech refusa d'interdire le parti nazi (NSDAP) et de dissoudre les autres organisations national-socialistes qui complotaient contre notre pays.

2) Il en fut de même pour les meetings des partis qui présentaient des candidats pour les élections du 6 juin, inclusivement ceux de la coalition gouvernementale. L'auteur de la loi muselière se serait-il méfié également de ses amis politiques?

Frantz Clément eröffnete die Versammlung mit den Worten « Wir sind liberal, wir bleiben liberal und wir stehen¹⁾ liberal. Diese Versammlung wird für eine Idee abgehalten. Er sprach von der Verantwortung, welche die liberale Partei am Ausnahmegesetz trägt und dann die Regierung zu dem Referendum vom 6. Juni gezwungen wurde. Diejenigen Liberalen, erklärte er, welche gegen das Maulkorbgesetz sind, werden als Anarchisten und Kommunisten betitelt. Aus diesem Grunde sind sie aus der alten liberalen Partei ausgetreten und haben das jetzige liberale Aktionskomitee gegründet.

Clément stellte dann die vier Redner vor und übergab Roger Wolter das Wort. Dieser führte aus: « Wir kommen nicht als Mitglieder oder Kandidaten einer Partei, wir kommen als Gegner vom Maulkorbgesetz, das in der Presse als Antikommunistengesetz bezeichnet wird. Ein jeder hat es gelesen und analysiert und jeder sagt sich: Bin ich dagegen oder dafür? Wir Advokaten haben das Gesetz überdacht und ausgelegt und sind zum Schluss gekommen, dagegen zu sein.»

Hierauf las er den ersten Artikel vor. Im ganzen Saal wurde teils gebrüllt, teils gepfiffen. Dann las er Artikel 2 vor und sagte: « Durch diesen Artikel bekommt die Regierung Diktatorialgewalt, so dass sie alle Parteien und Verbindungen auflösen kann. Wir sind aus diesem Grunde gegen das Gesetz, weil wir in einem demokratischen Land wohnen.

Wir haben im Lande drei Gewalten, die legislative, die exekutive und die richterliche Gewalt. Durch diesen Artikel werden diese drei Gewalten und die Verfassung aufgehoben. Wir wären einverstanden, wenn wirklich eine kommunistische Gefahr bestände, aber diese besteht nicht.

Redner zitierte dann den Artikel 12 der Verfassung, welcher die persönliche Freiheit gewährleistet und fuhr fort:

« Wenn eine Partei durch die Regierung aufgelöst wird, fallen alle Mitglieder unter das Verbot. Hier bei uns, wo jeder den anderen und dessen Gesinnung kennt, ist dieses leicht durchzuführen. Das Mitglied einer verbotenen Partei büsst viel von seiner persönlichen Freiheit ein. Nicht zu sprechen von der Rede- und Pressefreiheit. Die Polizei ist alsdann gezwungen, sofort gegen ein Mitglied einer aufgelösten Partei vorzugehen. Ein Mitglied einer aufgelösten Partei kann auch nicht mehr in eine andere Partei eintreten.»

Jetzt erfolgten aus dem Saal die Rufe « Nürnberg, Hitler » usw. In diesem Augenblick erhob sich im Saal H. Theves, Abgeordneter und fragte, ob er, nachdem die offiziell angemeldeten Redner gesprochen hätten, das Wort erhielt, um ihnen zu antworten. Es entstand jetzt ein Höllenlärm im Saal in dem die Worte fielen « Du bist der grösste Schuft.» Urbany, der kommunistischen Partei scheint dies gerufen zu haben. Theves ging auf denselben zu und

1) Soll wohl heissen, statt « wir stehen liberal », wir stimmen liberal.

sagte: « Sage dies noch einmal » Freunde des Theves hielten ihn zurück. Als die Ruhe wieder hergestellt war, sagte Frantz Clément: « Wir sind nicht gekommen um zu streiten oder uns gegenseitig zu injurieren. Wir sind als freie Luxemburger gekommen, um objektiv über diese Sache zu sprechen. Wenn heute Abend Gegner gekommen sind, um unsere Versammlung zu sabotieren, die dies tun », worauf im Saal erneut ein Heidenlärm entstand. Frantz Clément sagte « Ich hebe die Versammlung auf. Berichtet wird Morgen in den Zeitungen über das Vorgefallene. Ihr, Herr Theves, habt vor allem die Pflicht, unsere Versammlung nicht zu sabotieren. Wir lehnen jetzt die Verantwortung ab über das, was weiter vorfällt und jetzt ist die Polizei Meister.»

De leur côté, les gendarmes L. B. et N. L. ajoutent des précisions au rapport Reis:

« Der Referent (Roger Wolter) will die Argumente, welche das Liberale Aktions-Komitee bewogen haben, gegen das Gesetz in Aktion zu treten, aufzählen und beginnt mit der Lektüre des Gesetzes-Textes. Nach Verlesung von Artikel I, Absatz I, endigend mit den Worten « die kommunistische Partei ist auf dem Gebiet des Grossherzogtums untersagt », klatscht eine in der Mitte des Saales sitzende Gruppe, in welcher sich Theves Wilhelm, Abgeordneter, wohnhaft zu Esch a. Alzette, befindet, begeistert Beifall, welcher von Pfui-Rufen und Lärm aus dem Saal beantwortet wird.»

Avant d'avoir terminé son argumentation, Wolter est interrompu par Theves:

« Die Bemerkungen von Theves werden im sofort auftretenden Lärm unverständlich. Zwischen Wolter und Theves entwickelt sich eine heftige Diskussion, welche im allgemeinen Lärm untergeht. Beleidigungen wie « Gelber Affe, Schuft, schmeisst den gelben Hund hinaus » etc. an die Adresse von Theves fliegen durch den Saal. Das Publikum steht von den Stühlen auf. Der Lärm nimmt zu und droht in Gewalttätigkeiten und Tumult auszuarten. Diesetwegen wird von den im Saal anwesenden Polizei-Organen telefonisch Verstärkung angefordert.»

Deux jours après, le 5 juin, pour protester contre le sabotage de la réunion du comité libéral, la « Ligue » organisa un meeting sur la place de l'Hôtel de ville, à Esch/Alzette. Prirent la parole: Otto Decker, Marcel Feller, Georges Govers, Joseph Grandgenet, Yvonne Hostert, Jean-Jacques Lentz, Dominique Urbany et Jean Wolter, membre de la section eschoise du parti ouvrier, qui présida les débats.

Chargés de surveiller la réunion, les gendarmes L. B. et J. H. notèrent:

« Gegen 6.30 Uhr (18.30) bei Eröffnung der Versammlung, hatten sich 400-500 Personen auf genanntem Platz eingefunden. Im Laufe der Versammlung, bis zu deren Schluss, erhöhte sich die Zahl der Zuhörer auf ca. 1500.

Lentz spricht in der Einleitung seiner Rede über die Versammlung des Liberalen Aktions Komitees vom 3. dieses Monats, im Saal des « Hôtel de la Poste » dahier (vide Bericht hiesiger Station Nummer 723 vom 3.6.37) und erklärt diesbezüglich, während der Versammlung sei ein bekannter Elefant in den Porzellanladen geraten, welcher es für nötig gefunden habe, mit Hilfe seines Adjutanten (Lou Riese) und den Mamelucken, die er mitgebracht hatte, die Versammlung vorsätzlich zu sabotieren. Das seien die Neuen Liberalen. Er, der Redner, werde jetzt vom Standpunkt der Alten Liberalen sprechen.

Das ominöse Gesetz sei nicht in erster Linie gegen die kommunistische Partei, sondern gegen die Oppositions-Parteien gerichtet. Sogar, wenn es nur gegen die Kommunisten ginge, könne kein Liberaler damit einverstanden sein. Die Gleichheit aller Bürger sei höchstes Gesetz. Um die Kommunisten verschwinden zu tun, gebe es andere Mittel als ein verfassungswidriges Gesetz, denn wenn man den Leuten den Magen stopfe, bräuchte man ihnen das Maul nicht zu stopfen.

Grandgenet spricht im Namen des Proletariats an die anwesenden Arbeiter und Arbeiterinnen. Um das Emporstreben der schaffenden Klassen zu verhindern, sei das « Maulkorbgesetz » geschaffen worden. Dieses Gesetz gebe dem Kapital die Macht, den Arbeiter ins Gefängnis zu werfen, wenn er sich noch in Zukunft erkühnen sollte, eine Lohnerhöhung zu fordern.

Hostert, welche das Wort an die Arbeiterkinder und Eltern richtet, leiert ihre auswendig gelernte Lektion (sie gebraucht haargenau dieselben Worte und Satzwendungen wie gelegentlich der Versammlung der kommunistischen Partei am 30.5. auf dem Victor Hugoplatz dahier (vide Bericht hiesiger Station Nummer 706/37) herunter, wobei sie die Arbeiterkinder anfleht, ihre Eltern zu bitten, ihnen die Freiheit zu lassen und darum am morgigen Tag « Nein » zu stimmen.

Feller fordert die Anwesenden auf, bereit zu sein, die Freiheiten des Volkes unter allen Umständen zu verteidigen. Er betonte, wie alle sehen würden, gäbe es Völker,¹⁾ welche ihre Freiheiten mit der Waffe in der Hand verteidigten. Auch der letzte Luxemburger müsste bereit sein, seine Freiheiten bis zum letzten Blutstropfen zu verteidigen. Redner gerät in Extase und ruft abschliessend aus: « Lieber den Tod als ohne Freiheit leben.»

In seiner Rede stellt Urbany die Mitglieder der Regierung und Majoritätsparteien als Agenten des Hitler-Faschismus hin. Das Volk dürfe nicht zu dieser Regierung und den faschistischen Diktaturen halten. Es müsse mit den Westeuropäischen Demokratien und besonders mit dem grossen freien

1) Allusion aux républicains espagnols.

Lande, der UDSSR halten. Im Interesse der Freiheiten und des Rechtes, fordert Redner den Zusammenschluss aller schaffenden Klassen; die Bildung der Volksfront.

Govers stellt sich als unabhängiger Deputierter der Mosel vor. Er betonte, die Bevölkerung der Moselgegend würde sich morgen beim Referendum mit der Arbeiterklasse solidarisch erklären und « Nein » stimmen, denn an der Mosel wisse man ganz genau dass, wenn es dem Arbeiter gut gehe, es auch dem Bauer und Winzer gut gehe.»

Redner spricht dann in kurzen Ausführungen zum Gesetz. Es sei gemacht, um jede Opposition zu unterdrücken. Es sei ein Ausnahmegesetz, von einer kleinen Gruppe von Machthabern geschaffen, um die Freiheiten des Volkes zu vernichten. Das Volk würde dieses Experiment ablehnen. Es wolle nicht mit dem faschistischen Bech und den faschistischen Diktaturen, sondern mit der Demokratie und den demokratischen Staaten halten.

Decker hebt hervor, er habe als unabhängiger Abgeordneter und freier Luxemburger in der Kammer gegen das Gesetz gestimmt, denn er habe einen Eid auf die Verfassung geleistet und ein « Deckesch Otto » wolle kein Meineidiger werden. Er bezeichne ferner das Gesetz als Schwindel seitens der Regierung und Majoritätsparteien. Er will diese Behauptung beweisen, indem er erklärt, bei uns würden die Kommunisten als Staatsfeinde von der Regierung hingestellt. Im Elsass hätten jedoch die Klerikalen ein offizielles Bündnis mit den Kommunisten gegen die bürgerlichen Parteien geschlossen.»

Ainsi, à Esch, Govers n'hésita pas, devant 1500 personnes, à qualifier Bech de fasciste. Urbany alla plus loin encore et traita les membres du gouvernement Bech d'agents du fascisme hitlérien. D'après un autre rapport policier, René Blum aurait développé la même idée: « Sonder Zweifel stände auch hinter der Regierung Bech der Kapitalismus und Hitler-Deutschland.»

Selon Valentin Adamy, Nickels aurait rapporté la loi muselière d'Allemagne. (Rapport de l'agent de police P. concernant une réunion de la « Ligue » qui eut lieu à Bettembourg, le 19 mai, au Café Conrad-Marold.)

Au cours d'un meeting de la « Ligue » à Pétange, le 24 mai, où il prit la parole devant 300 personnes, ensemble avec Blum et Feller, Urbany déclara « das Ordnungsgesetz sei auf Diktat von Hitler erfolgt, denn die deutsche und italienische Regierung seien gegen jede Volksfrontrichtung. » Cette phrase figure dans le rapport du commissaire de police W., qui surveilla le meeting avec l'agent D. et les gendarmes B. et S.

De son côté, Joseph Grandgenet affirma à Koerich, le 27 mai, au Café Reiffer-Birger, que la loi Bech était « ein Nürnberger Gesetz », faisant ainsi allusion au congrès du parti national-socialiste convoqué tous les ans par Hitler. (Rapport des gendarmes H. et S., de la Brigade de Capellen, concernant une réunion de la « Ligue ».)

Le 23 avril 1937, lors du débat sur la loi muselière à la chambre des députés, Adolphe Krieps fit le même reproche au ministre d'Etat:

« Bech est hitlérien. Il fait aujourd'hui le travail de l'Allemagne, de l'hitlérisme.»

D'après les gendarmes F. S. et A. W., qui contrôlèrent au Café Lanners, à Soleuvre, la réunion de la « Ligue » du 13 mai, Grandgenet aurait déclaré:

« Anstatt dass die Regierung ein Ausnahmegesetz gegen den Kommunismus erlasse, soll dieselbe ein solches gegen die ausländischen Organisationen in unserem Lande erlassen. Es sei dieses besonders die Naziorganisation. Hitler sei nämlich gesinnt, in kurzer Zeit das Land zu besetzen, denn in unserem Lande würde er finden, was er für den Krieg benötige, nämlich Stahl und Eisen.

Ein Plan, um die strategischen Punkte des Landes besetzen zu können sei bereits von den Nazis angefertigt worden und von diesem Plan müsste doch die Regierung etwas wissen.

Die Regierung wüsste auch, dass diese Organisation bewaffnet sei. Trotzdem würde nichts gegen diese Ausländer unternommen und statt diesem bekäme das Luxemburger Volk ein Maulkorbgesetz, in dem es in seiner Freiheit beschränkt würde. Dann spricht man noch davon, der Kommunismus sei gegen die Religion. Dieses Gerede sei ebenfalls unwahr, denn der Kommunismus würde einem jeden seine Meinung bewahren. Aber wer sei gegen die Religion? Kein anderer als Nickels, aus der Arbed, der ein Logenbruder sei. Auch in der Regierung befänden sich zwei Mann,¹⁾ die die Religion gerne abschaffen würden. Sogar befänden sich in der Regierung Juden, denn der Herr Staatsminister Bech trage ja eine Judennase.²⁾»

Après le succès retentissant d'une manifestation tenue à Luxembourg dans la grande salle de l'Hôtel Theisen (aujourd'hui disparu), rue de l'Eau, à laquelle j'ai assisté, mais dont je ne possède aucun compte rendu détaillé, le « Comité d'Action Libéral » annonça un meeting à Diekirch, qui eut lieu également devant un public nombreux.

Le niveau très élevé des exposés des réunions de Luxembourg et de Diekirch dépassa celui de tous les meetings de la campagne de protestation. Alex Bonn se surpassa pour dénoncer les atteintes aux libertés constitutionnelles. Eminent juriste, il pulvérisa avec compétence et sagacité l'argumentation spé cieuse du projet Bech.

1) Cette remarque visait les ministres Nicolas Braunshausen et Etienne Schmit, membres du parti radical-libéral.

2) Allusion aux rumeurs concernant les origines de Bech. A ce sujet, le chef des jeunes communistes, Valentin Adamy, avait déclaré publiquement qu'en Allemagne, le propriétaire d'un restaurant aurait refusé de servir le député Marcel Cahen et Bech. (Adamy fut assassiné par les Allemands, en août 1942, au camps de concentration de Neuengamme)

Campagne du parti ouvrier

Les meetings du parti ouvrier étaient surtout des réunions électorales, qui se déroulèrent sous le slogan «Wählet Arbeiterpartei und im Referendum NEIN». L'accent était mis sur le programme du parti et les revendications salariales et autres destinées à assurer l'élection des candidats socialistes. Ceux de la circonscription Nord s'adressaient à une clientèle différente de celle du Centre. Par conséquent, ils étaient obligés de s'adapter à la mentalité du public devant lequel ils se présentaient.

A Heiderscheid eut lieu une réunion à laquelle participèrent Stéphane Weber (élu le 6 juin), l'avocat Paul Wilwertz¹⁾ et le député du Sud Jean Fohrmann. Voici des extraits du rapport dressé par le gendarme F.N., de la brigade de Heiderscheid:

«Kandidat Wilwertz, aus Wiltz, erklärte etwa folgendes:

«Artikel 104 des Strafgesetzbuches sagt ja schon, dass jede Vereinigung, welche den Umsturz im Staate bezweckt, mit Zwangsarbeit bestraft werde. Artikel 109 des selben Gesetzes bestraft auch den Versuch. Also brauchen wir kein neues Gesetz zu stimmen, dasselbe besteht ja schon.

1933 haben sie auch so in Deutschland angefangen. Zuerst das Verbot der kommunistischen Partei und dann ging es immer weiter, ja, wir wissen es noch zu gut und lesen es ja jeden Tag in der Zeitung. Wollt ihr dasselbe hierlands?

Im Anfange nannten die Rechtspartei mit ihren Gehilfen das Gesetz «Gesetz zum Schutze der sozialen Ordnung» und jetzt haben sie es «Kampf dem Kommunismus» betitelt. Wie werden sie es noch bezeichnen?

Das Organ des Erzbischofs von Mecheln, die Zeitung «Libre Belgique», warnt sogar ihre Leser, das luxemburger Land nicht nachzuzahlen, nicht ihr Land in zwei Lager zu teilen.

Die Enzyklika des Papstes verdammt nur den Kommunismus als Religion. Doch was rede ich da, unsere Partei hat gar nichts mit dem Kommunismus zu tun.

Schaut mal, die Herren Müller Léo und Peter Prüm, sind selbe nicht genau so gute Katholiken wie irgend einer der Rechtspartei, doch sind selbe radikal gegen das Referendum.»

Abgeordneter Fohrmann ergriff das Wort:

1) Député, ancien ministre et ancien bourgmestre de Luxembourg, le conseiller d'Etat Wilwertz est décédé le 28 décembre 1979.

«Als Herr Wilwertz den Kommunismus erwähnte ist mir ein Gedanke gekommen. Als Zénon Bernard zum Abgeordneten gestimmt wurde, ist er nicht zum Eid zugelassen worden, mit der Begründung er könne die Eidesformel – so wahr mir Gott helfe – nicht schwören,¹⁾ da er an keinen Gott glaube. Schaut auf Marcel Cahen. Er als Jude glaubt auch nicht an Gott, hat aber trotzdem auf denselben geschworen. Noch einmal lege ich den Versammelten ans Herz, genau zu überlegen, was sie am 6. Juni tun.»

*

Dem Kommando des Gendarmen und Freiwilligen-Korps beehren sich die unterzeichneten R. N. und S. J.-P., Gendarmen der Station Luxemburg, ergebenst Nachstehendes über eine von der Arbeiterpartei im Schulsaal zu Gasperich einberufene Wahlversammlung, zu berichten:

« Als erster Redner trat der Abgeordnete Hildgen auf. Hildgen begrüßte die Anwesenden im Namen der Arbeiterpartei. Er erklärte, er erscheine vor den Zuhörern als freier Mann und lasse sich nicht von der Gendarmerie oder vom Justizminister in seinen freien Ausführungen behindern. Sodann kritisierte Hildgen, dass die Versammlungen der Regierungsgegner immer von der Gendarmerie kontrolliert würden. Er stelle sich die Frage, ob auch Gendarmen bei einer Versammlung im Stahlpalast zugegen seien.

Als zweiter Redner ergriff der Kandidat Poekes das Wort. Poekes erklärte den Zuhörern, warum er als Bauer auf der Arbeiterliste figuriere.

Als dritter Redner sprach der Kandidat Leider. Er erklärte, am 23.4.37 habe die Regierung mit einer gefügigen Kammermehrheit dem Lande das Maulkorbgesetz aufgedrängt. Die kommunistische Partei des Grossherzogtums bestehe seit 17 Jahren und dennoch sei noch nicht die geringste Unordnung entstanden. Er forderte mehr Lohn für die Arbeiter, wodurch der Kommunismus bestimmt verschwinden würde. Im übrigen hätte die Regierung besser getan, die ausländischen faschistischen Parteien zu verbieten, anstatt dem luxemburger Volk einen Maulkorb aufzudrängen. Bei Versammlungen dieser Faschisten würden Gendarmen vor die Türe gestellt, damit diese sogar ungestört ihre Exzerzierübungen abhalten könnten. Durch die 19 000 Deutsche, welche das Grossherzogtum bewohnen und welche den Anordnungen des Landesleiters der Partei zu gehorchen hätten, sei unser Land bereits heute von den Deutschen besetzt. Die Regierung mache es ganz einfach, alles was ihr nicht genehm sei, würde einfach als Kommunist bezeichnet werden. Hierauf griff Redner verschiedene Kandidaten der Gegenparteien an. Bei Herrn Nickels erklärte er,

1) Pour invalider l'élection de Bernard, d'autres invoquèrent le fait qu'il avait sollicité l'aide du «Armenbüro» quand il était malade et en chômage. A cette époque, beaucoup de chômeurs furent obligés de s'adresser à l'office social d'Esch-sur-Alzette, sans pour autant perdre leurs droits d'électeur ou d'éligibilité.

dieser verdiene jährlich 260 000 Franken. Als Gesandter in Deutschland beziehe er allein 20 000 Franken jährlich. Herr Thewes beziehe 130 000 Franken Gehalt jährlich. Herr Reuter habe sein Gehalt, 25 000 Franken als Kammerpräsident, sei Mitglied verschiedener Verwaltungsräte, von den Mehrheitsparteien erhalte er jeden interessanten Prozess zu Gericht zu plädieren und von Radio-Luxemburg beziehe er sogar 40 000 Franken jährlich.¹⁾ Herr Loesch z.B. sei Mitglied von mehr Verwaltungsräten, als er Finger und Zehen habe. Das gleiche treffe auch für die Deputierten Thorn und Philipp zu.

Als letzter Redner sprach der Deputierte Bauer. Dieser kritisierte die Mittel, mit welchen die Gegenparteien die Arbeiterpartei im Wahlkampf zu bekämpfen suchen. Die Liberalen würden z.B. den Wählern ausser Lügen nur von Erdbeerfesten und Weinmärkten sprechen.

Das Maulkorbgesetz sei nicht im Kopfe von Herrn Bech gewachsen, sondern es sei ihm von ausländischen Kapitalisten diktiert worden. Ausserdem finde das Referendum nur durch die Arbeiterpartei statt, die Herrn Bech hierzu gedrängt habe.

Für 8.30 Uhr am heutigen Nachmittage war ebenfalls zu Hollerich im Schulsaal von der Arbeiterpartei eine Wahlversammlung einberufen worden. Diese fand, da nur 3 Zuhörer anwesend waren, nicht statt. (Luxemburg, den 31. Mai 1937.)

*

Extrait d'un rapport du brigadier de gendarmerie J.-P. Z. concernant une réunion du parti ouvrier et des syndicats socialistes qui eut lieu à Bettembourg, le 28 mai 1937, au Café Wiwenes-Hemmen:

«Die Reden Conrardy und Leick klangen aus in dem Ausdruck, dass am 6. Juni jeder echte Luxemburger gegen das zum Referendum gestellte Ordnungsgesetz stimmen müsse. Krier Peter führte in seiner Rede etwa Folgendes aus:

«Sie gestatten mir, über die Entwicklung der in dem Ordnungsgesetz verankerten Gefahr und über das Zustandekommen des diesbezüglichen Referendums einen Ueberblick zu geben. Die angedeutete Gefahr für unsere Freiheiten besteht nicht erst, seitdem ein vom Volk gewählter kommunistischer Abgeordneter im Jahre 1934 von der Ausübung seines Mandates ausgeschlossen wurde; diese Gefahr besteht schon seit dem Jahre 1931. Seit dieser Zeit, die mit der Wirtschaftskrisis zusammenhängt, besteht in den grossen Industriebetrieben das Spitzeltum und mit ihm gleichlaufend das

1) D'après le «Neue Zeit» du 1^{er} décembre 1936, Reuter touchait annuellement la somme de 75 000 francs comme président du conseil d'administration de Radio-Luxembourg.

Duckmäusertum, da viele aus Furcht vor Entlassung sich nicht mehr getrauten, ihre Meinung zu sagen. Dieselbe Gefahr nahm zu, als im Jahre 1933 von Osten her ein schlechter Wind zu wehen und die Politik von dort auch hier Fuss zu fassen begann. Da die organisierten Verbände bestrebt waren alles zu tun, um die errungenen Freiheiten zu schützen, kam es im November 1933 zu einer grossen Manifestation zu Luxemburg, bei welcher Gelegenheit der Wille, die politischen und gewerkschaftlichen Freiheiten um jeden Preis zu verteidigen, zum Ausdruck kam und vor dem Stadthause die Bildnisse Hitlers und Mussolinis verbrannt wurden. Eine nach unsern Gesetzen anzuwendende Strafe für diese Handlung erfolgte nicht, aber die aus diesem Anlass unternommenen diplomatischen Verhandlungen gaben den Anstoss zu entsprechenden Gegenmassnahmen. Unter dem Druck von aussen kam so das in Frage kommende Ordnungsgesetz zustande.»

*

Extrait d'un rapport des gendarmes A. E. et J. Z. concernant une réunion du parti ouvrier, qui eut lieu à Rédange, le 23 mai 1937 au Café Pierre Conrardy:

«Am heutigen Nachmittage gegen 6.00 Uhr fand in der hiesigen Schenke Conrardy Peter eine seitens der Arbeiterpartei Luxemburgs einberufene Wählerversammlung für die Ortschaft Redingen statt. Als Redner waren erschienen Schroeder Josef, Arbedbeamter und Abgeordneter aus Esch a. Alzette, Hoffmann Peter, Ackerer aus Wolwelingen und Erpelding Franz, pensionierter Eisenbahner und austretender Abgeordneter aus Kaltgesbrück.

Um 6.30 Uhr (18.30) eröffnete Schroeder die Versammlung. Hoffmann ergriff alsdann das Wort. Dieser schilderte das Programm und die Tätigkeit seiner Partei und äusserte sich, dass auch er trachten würde, für die Interessen des arbeitenden Volkes, worunter Bauern, Handwerker und Arbeiter zu begreifen sei, einzutreten. Dann sprach er über die Rechte und Löhne des schaffenden Volkes. Er stellt die jetzige Regierung als auch Majorität als Diener der Grosskapitalisten dahin.»

*

Au cours des meetings du parti ouvrier, des orateurs protestèrent contre la présence d'agents de la Force publique, chargés de rapporter leurs propos au gouvernement. Ainsi, Venant Hildgen, Adolphe Krieps et Antoine Krier s'élevèrent, à plusieurs reprises, contre la surveillance policière.

Lors d'une réunion électorale qui eut lieu le 20 avril 1937 à Wiltz, le gendarme J.-N. S. signala au parquet général que le député Netgen avait employé, à l'égard des policiers, le terme «bespitzeln». A la date du 24 avril, le procureur général d'Etat Schaack demanda au parquet de Diekirch son «avis au sujet de la question de savoir si les imputations que les gendarmes et agents de police feraient acte de mouchards ne tombent pas sous le coup des lois répressives.»

A la suite de cette requête, le procureur Jacques s'adressa, le 27 avril, à la gendarmerie de Wiltz, qui fit partie de son ressort:

«Gendarmerie-Station Wiltz wolle genau angeben, welcher Ausdrücke Netgen sich bediente um darzulegen, die Arbeiterpartei könne keine öffentliche Versammlung abhalten, ohne dass sie von Gendarmen und Polizisten bespitzelt würde. Hatte der Berichterstatter das Empfinden, als wolle p. Netgen durch die gemachten Bemerkungen die Polizeiorgane oder eine andere Behörde beleidigen?»

Le 3 mai, la réponse du gendarme S. fut adressée à Diekirch:

«Die beregte Aeusserung seitens p. Netgen wurde in der Form gemacht, so wie sie im Berichte niedergelegt ist. Berichterstatter ist überzeugt, dass Netgen nicht die Absicht hatte, ihn zu beleidigen, sondern er wollte die Anwesenden glauben machen, die Regierung liesse nur die sozialistischen Versammlungen überwachen und sich über den Verlauf Bericht erstatten, während sie dies bei Versammlungen anderer Parteien nicht verlange, respektive den unterstellten Polizeiorganen keinen Auftrag gebe. Fragliche Aeusserung dürfte er somit eher gegen die Regierung als gegen den Berichterstatter gerichtet haben.»

Voici la prise de position du parquet de Diekirch, signée par le substitut Albert Goldmann.

«Sur la base des renseignements supplémentaires fournis par la gendarmerie de Wiltz à la suite de l'apostille de Monsieur le Procureur d'Etat, le parquet doit admettre que les imputations dont il s'agit ne visaient ni un agent déterminé, ni l'ensemble des agents pris comme corps constitué.

En tout cas, les orateurs du parti ouvrier ne semblent pas avoir employé le terme «bespitzeln» dans le sens péjoratif du mot, mais plutôt pour dire qu'ils étaient observés, épiés, par le gouvernement, resp. par ses organes.

Il en résulte que les orateurs en question n'avaient pas l'intention d'injurier les agents de la Force publique dans l'exercice de leurs fonctions, mais qu'ils entendaient critiquer la surveillance exercée à leur égard par le gouvernement. A ce dernier sujet, on en saurait tenir rigueur à des orateurs politiques de certaines libertés de langage, qui n'ont aucun caractère injurieux.»

Ces conclusions furent transmises par le procureur général Schaack au ministre de la Justice, avec la remarque qu'il se ralliait «à l'avis du parquet de Diekirch». Au nom du ministre de la Justice, le conseiller de gouvernement Carnes fit parvenir le dossier à Bech.

En même temps que le parti ouvrier poursuit sa campagne électorale, il intensifia la lutte contre la loi muselière. Dans les semaines qui précédèrent le référendum, ses militants participèrent à des actions de propagande par affiches et tracts. Ce fut également le cas pour les équipes volantes des syndicats socialistes. Leurs efforts furent soutenus par le «Escher Tageblatt», qui, jusqu'au 6 juin, publia de nombreux articles pour recommander l'annulation de la loi votée par la chambre des députés. A l'occasion, des exemplaires du quotidien socialiste furent distribués gratuitement dans les régions du pays où le journal n'avait que peu de lecteurs.

De son côté, le parti communiste fit l'impossible pour faire échec à une loi d'exception dont il aurait été la première victime. Une réunion eut lieu le 23 mai à Esch/Alzette. Voici le rapport dressé à cette occasion par la gendarmerie:

«Der General-Staats-Anwaltschaft zu Luxemburg, beehrt sich unterzeichneter B. L., Gendarm der Station Esch a. Alzette, ergebnst Nachstehendes zu berichten:

Am heutigen Vormittage fand im Saale Diekirch dahier, Ootherstrasse, eine Parteibesprechung der kommunistischen Partei Luxemburgs, statt. – vide «Volksstimme» vom 22. dieses Monats.

Die Besprechungen handelten über die Aufgabe der K.P. für die beiden letzten Wochen vor dem Referendum. Es wurden folgende Resolutionen angenommen:

- 1. Die kommunistischen Parteimitglieder und Sympathisierende, in den Wahlbezirken Nord und Zentrum, sind dahin zu unterrichten, bei den kommenden Kammerwahlen, nur Mitglieder der Arbeiterpartei zu wählen. Diejenigen Mitglieder der Arbeiterpartei welche als Gegner der Einheitsfront aufgetreten sind, dürfen nicht von Kommunisten gewählt werden.*
- 2. Die kommunistischen Arbeiter und Sympathisierende der Partei sind soweit wie nur möglich zur Propagandaaktion gegen das «Maulkorbgesetz» zu mobilisieren. Die betreffenden Arbeiter sind schon jetzt durch die Ortsgruppen- und Zellenleiter zu ersuchen, sich in den resp. Betrieben Urlaub für die 2 Wochen vor dem Referendum anzufragen, um bei der Propaganda mitwirken zu können. Die betreffenden Arbeiter haben sich rechtzeitig bei dem Zentralkomitee der Partei zu melden. Dieselben werden in Radfahrerkolonnen, welche das ganze Land mit Flugzetteln zu bearbeiten haben, eingeteilt. Nähere Anweisungen und Richtlinien werden ihnen vom Zentralkomitee bei Beginn der Aktion mitgeteilt.*

3. In den letzten 14 Tagen vor dem Referendum werden zirka 30 Aufklärungsversammlungen seitens der K.P.L. in den grösseren Ortschaften des Landes abgehalten.

Es referierten Kill Johann, Ex-Lehrer, wohnhaft zu Rollingergrund; Grandgenet Josef, Arbeiter und Gemeinderatsmitglied, wohnhaft zu Beles, sowie Urbany Dominik, Generalsekretär der K.P.L., wohnhaft zu Rollingergrund.»

Réunions de la droite catholique

Avec son important contingent de députés, le « Rechtspartei » aurait été en mesure de faire une campagne efficace en faveur de la ratification, par le référendum, de la loi pour l'adoption de laquelle il avait voté. Toutefois, tel ne fut pas le cas. Les orateurs cléricaux sous-estimèrent le sens critique du public, toujours clairsemé dans leurs réunions, ¹⁾ à l'exception de celle qui eut lieu à Luxembourg, au « Volkshaus », à la centrale du catholicisme politique (L'immeuble, situé coin boulevard Royal et avenue de l'Arsenal, – aujourd'hui débaptisée – fut démolie il y a quelques années.)

Des extraits de trois rapports suffiront pour se familiariser avec les arguments invoqués par les représentants du parti catholique:

« Dem Kommando des Gendarmen und Freiwilligen-Korps dahier, beehren sich die unterzeichneten Sch. J.-P. und H. R., Gendarmen der Station Luxemburg, über eine am 19. Mai a. c., in der Gemeinde Contern, Sektionen Medingen, Mutfort und Otringen, abgehaltenen Wahlversammlung der Rechtspartei, ergebenst Nachstehendes zu berichten:

Die Versammlungen, welche um 9.00 respektive 9.15, respektive 9.30 Uhr des Nachmittags angesagt waren, begannen mit einer Verspätung von einer halben Stunde. Als erster Redner sprach zu Mutfort der Rechtsanwalt und Abgeordnete Thorn aus Luxemburg. Er entschuldigte die Partei für die Verspätung und stellte dann die Kandidaten der Rechtspartei vor. Dann sprach er über das Ordnungsgesetz. Heute würde viel über dieses Gesetz gesprochen und würde dem Gesetze eine Bedeutung beigemessen, welches es nicht besitzt. Es ist einzig und allein gegen die kommunistische Partei gerichtet und nicht gegen den Kommunisten. Jeder Mensch kann denken wie er will und kann

1) Les réunions du parti ouvrier furent également boudées par le public, tandis que les meetings de la « Ligue » et du « Parti National Démocratique » attirèrent la foule, désireuse de connaître les arguments des adversaires de la loi muselière.

auch Kommunist sein. Jedoch wird die Vereinigung, welche zum Zwecke hat mit Gewalt die Verfassung zu ändern verboten und bestraft. Eine Einschränkung der Gewerkschaften gibt es nicht, wie andere Parteien sagen wollen. Es wäre zwar möglich, dass eine andere Partei käme, die den nämlichen Zweck wie die kommunistische verfolgt und würde diese dann verboten werden. Darum stimmt am 6. Juni geschlossen mit « Ja », denn wir wünschen keine Diktatur. Im übrigen haben die Parteien das Recht vor dem Staatsrat, falls sie verboten werden, Rekurs einzulegen.

Als 2. Kandidat redete Schetgen Josef, Schreinermeister, wohnhaft zu Rollingergrund.

Als dritter Redner sprach Dr. Worré, Arzt in Luxemburg. Dieser entwickelte das Sozialprogramm der Rechtspartei. Besonders sprach er über Religion. Die christliche Religion ist für Moral. In ihr sind nicht Sklaven und Herren, sondern sind alle gleich. Als der Liberalismus hoch war, herrschte nur eine Klasse.

Als vierter Redner sprach Kintzele Jakob, Ackerer zu Schorenshof. Er führte ungefähr folgendes aus:

Die Landwirtschaft hatte schon bessere Zeiten. Besonders seit die Krisis besteht. Dass es ihr besser geht, ist viel der Zollpolitik der Regierung zu verdanken. Der belgische Wirtschaftsvertrag wurde viel kommentiert. Als wir an Deutschland angeschlossen waren, ging es dem Bauer viel besser. Doch enthält der Wirtschaftsvertrag in Artikel II eine Klausel, welche eine Revision zulässt. Von diesem Artikel hat Herr Staatsminister Bech Gebrauch gemacht und mit den Belgiern unterhandelt. Die Belgier haben auch unsere Forderungen anerkannt und respektiert. Belgien ist ein armes Land. Der Lebensunterhalt darf nicht hoch sein, weil Beamte und Arbeiter nicht viel verdienen. Nun haben wir ein Absatzgebiet nach Deutschland gefunden. Wir haben zu viel Schweine und produzieren zu viel Butter. Deutschland nimmt diese Ware und bezahlt dieses Land anständige Preise.

Als 5. Redner trat der Rechtsanwalt und Abgeordnete Loesch aus Luxemburg auf. Dieser führte ungefähr folgendes aus:

Die Prinzipien der Partei ist die Religion. Die Rechtspartei ist diesen Prinzipien treu. Am 6. Juni findet eine doppelte Wahl statt; eine Wahl für das Ordnungsgesetz und für die Kammer. Er erklärte dann den Wahlzettel und wie gestimmt werden soll.

Die Rechtspartei ist sozial, vaterländisch und katholisch. Wir arbeiten seit 10 Jahren mit den Liberalen zusammen, sind dennoch unsern Prinzipien treu geblieben. Die Liberalen werden auch einmal ganz verschwinden. Unsere Partei ist Gegner des Liberalismus. Auch sagen wir der sozialistischen Partei den Krieg an. Diese unterscheidet sich nicht von der kommunistischen Partei, denn erstere ist auch für das Gottlosentum.

Zum Schluss sprach der Pfarrer von Mutfort noch einige anerkennende Worte an die Rechtspartei und fordert die Anwesenden unter Hinweis auf die Resultate der letzten Wahlen auf, wenigstens der Rechtspartei soviele Stimmen zu geben, als bei den letzten Wahlen.

In den Versammlungen zu Medingen und Oetringen wurden die nämlichen Ausführungen durch die anderen Kandidaten der Rechtspartei gemacht. (Luxemburg, den 19. Mai 1937.) »

*

Dem Kommando des Gendarmen- und Freiwilligen-Korps zu Luxemburg beehren sich die unterzeichneten H. E., Brigadier und D. N., Gendarm, beide der Station Consdorf bezüglich abgehaltener Versammlungen zu Consdorf und zu Scheidgen, seitens Klein Adolf, Deputierte und Bürgermeister, wohnhaft zu Mondorf und Beissel Egide, Advocat, wohnhaft zu Luxemburg, über das am 6. Juni 1937 im Referendum stehende Ordnungsgesetz, ergebenst Nachstehendes zu berichten:

Herr Klein eröffnete die Versammlung zu Consdorf am gestrigen Nachmittage um 7.15 Uhr (19.15). Er hiess zunächst die Erschienenen willkommen, stellte Herrn Beissel vor und berührte in einer dreiviertelstündigen Rede das Gesetz in folgendem Gedankengang:

Zweck des Gesetzes. Gegner desselben: die Kommunisten. Erläuterungen zum Gesetz. Vorteil und Auswirkungen desselben auf die Verfassung, die Neutralität Luxemburgs, das Ansehen des luxemburger Landes im Ausland, und auf die Religion.

Das luxemburger Land sei nicht militärisch auf der Höhe, um ausländischen Aufrührern mit Gewalt gegenüber zu treten, und gerade aus dem Ausland kommend sei die grösste Gefahr zu befürchten. Moskau gebe die Direktiven und Russland sei auch darauf bedacht, durch Bildung von Zellen die Herrschaft der Welt an sich zu reissen. Die Zellen dieser Internationale würden von Tag zu Tag anwachsen und die hetzerischen Reden solcher Parteigänger fänden besonders bei der Arbeiterklasse günstigen Nährboden. Finanzielle Mittel und Unterstützungen aus Russland würden sich materialisieren und nicht nur die Religion zu Grunde richten, sondern hauptsächlich dazu beitragen die jetzige Weltordnung über den Haufen zu werfen. Gegen solche Invasionsgefahren müsse ein Schutzwall gesetzt werden, und das habe die jetzige Regierung durch das Gesetz getan.

Hierauf ergriff Herr Beissel das Wort, verlas den Text des Ordnungsgesetzes, erläuterte ihn in juristischen Auslegungen, führte praktische Beispiele an und konferierte im Sinne seines Vorredners. Er schloss seine Rede mit der

Aufforderung wie Herr Klein, am kommenden 6. Juni die Wahlurne im Interesse des Landes und der Religion zu betreten und mit einem kräftigen « ja » zu stimmen.

Die Redner fuhren dann per Kraftwagen nach Scheidgen, allwo sie im selben Sinne referierten. (Consdorf, am 26. Mai 1937).»

*

Der General-Staats-Anwaltschaft zu Luxemburg, beehren sich die unterzeichneten R. C., Wachtmeister und F. M., Gendarm, beide des Postens Fischbach über eine durch die Kandidaten der Rechtspartei, dahier im Schulsaale abgehaltenen Versammlung, « für Verfassung, Ordnung und Freiheit » Nachstehendes zu berichten:

Feyder Bürgermeister aus Fentingen eröffnete die Versammlung und dankte den Anwesenden für ihren zahlreichen Besuch. Alsdann stellte er Thorn August und Bieber Tony, beide Rechtsanwälte aus Luxemburg vor. Sofort erteilte er das Wort an Herrn Thorn.

Thorn führte ungefähr Folgendes aus: « Wir sind heute Abend zu euch gekommen, um euch das Gesetz, welches für « Verfassung, Ordnung und Freiheit » ist, näher zu erklären. Die erste Frage, wofür ist das Gesetz und die zweite Frage, welchen Zweck hat das Gesetz. Das Gesetz ist gemacht worden gegen den Kommunismus, welcher die bestehenden Gesetze über den Haufen werfen will, dies mit Gewalt, Drohungen und sogar mit Waffen in der Hand. Erst kürzlich wurden 400 Revolver und Pistolen durch die kommunistische Partei heimlich auf Umwegen ins Land geschmuggelt und wird das Lager der Waffen geheim gehalten, um dieselben im gegebenen Augenblicke gegen jene zu richten, welche ihre Gesinnung nicht teilen.

Unterdessen betrat Rodenbour, pensionierter Lehrer aus Fischbach den Saal, hing 2 Hundemaulkorbe, welche er vermitteltst Schnur zusammen gebunden hatte, an die Schultafel und nahm vor derselben einen Platz ein.

Bieber ergriff hieraufhin das Wort und führte ungefähr Folgendes aus:

Im Jahre 1934 wurde Bernard Zénon als Kommunist in die Kammer gewählt. Er wurde nicht zur Eidesleistung zugelassen, indem eine solche Gesinnung nicht in das Kammerbüro gehört, welche die Verfassung und alle Freiheiten mit Gewalt, Drohungen usw. umzustürzen sucht und nur Revolution predigt. Der Kommunismus will sein Unkraut aus Asien nach hiehin weiterpflanzen, damit auch unser Land davon in Brand gesteckt werden soll. Der Zweck des Gesetzes besteht darin, dieses zu verhindern und zwar um einer Revolution vorzubeugen, da die Kommunisten mit Gewalt aus Ruder wollen. Kommunistenführer Urbany hat einen Brief nach Paris gesandt, wovon Herr Staatsminister Bech eine Abschrift besitzt. Aus diesem Briefe geht hervor, was

die Kommunisten im Schilde führen. Sie suchen auf alle mögliche Art und Weise die bestehenden Freiheiten und Ordnung niederzureissen und an ihre Stelle die kommunistische Diktatur zu setzen.

Feyder erklärte die Versammlung als geschlossen und frug die Anwesenden, ob jemand sich zum Worte melden täte.

Rodenbour meldete sich zum Wort und stellte die Frage, weshalb der Lehrer Urbany, welcher Rekurs beim Staatsrate in seiner Entlassung resp. Absetzung eingelegt hatte, abgewiesen wurde. Der Staatsrat sagte er, ist je nachdem klerikal oder liberal, je nachdem die Regierung klerikal oder liberal ist. Wie kam es, dass Rom, welches zu 99% Katholiken hat, einen Raubzug nach Abessinien unternahm und das ganze Land geraubt hat. Auch muss Artikel 20 der Verfassung abgeschafft werden, indem dieser gemäss seiner Auffassung nicht dahin gehört, sonst hätte der Lehrer Urbany in seiner Absetzung Recht erhalten müssen.

Thorn ergriff das Wort und gab Rodenbour zu verstehen, dass im Staatsrate nur Leute sind, wovon die meisten über 30 bis 35 Jahre im Staatsdienst stehen und Juristen erster Klasse sind und jeder Mann Recht erhält, der Recht hat. Kein Mitglied des Staatsrates gehöre irgend einer Partei an, weshalb sie vollkommen frei und von keiner Partei gebunden sind, weder von der Regierung noch von der Kammer. Wenn der Staatsrat einem Recht zuspricht, können Sie sicher sein dass er Recht hat, desgleichen wenn er einem Unrecht gibt. Im Staatsrat sitzen nur Wissensmänner und Ehrenleute. Rodenbour erklärte sich hiermit einverstanden, worauf die Versammlung auseinander ging. (Fischbach, am 13. Mai 1937)»

*

Je ne dispose pas de rapports concernant les réunions du parti radical-libéral au sujet de la loi muselière. Dans leurs réunions publiques, ses représentants adoptèrent largement les thèses des cléricaux.

*

Meeting du parti national-démocrate.

Pour en finir avec les rapports policiers, voici celui consacré au meeting du parti national-démocrate qui eut lieu le 24 mai 1937 à Colmar-Berg:

« Kommando des Gendarmen und Freiwilligen-Korps zu Luxemburg, beehren sich die unterzeichneten S. F., Wachmeister und N. J.-P., Gendarm,

beide des Postens Colmar-Berg über den Verlauf einer am heutigen Nachmittage im Saale Heffenich abgehaltenen Wählerversammlung der nationaldemokratischen Partei, nachstehendes zu berichten:

Gegen 8.00 Uhr (20.00 Uhr) erschienen 13 dieser Kandidaten im Saale und nachdem dieselben durch Besch Peter, Eisenbahnverkehrskontolleur aus Luxemburg vorgestellt worden waren, traten nachbenannte Kandidaten als Redner auf und führten ungefähr folgendes auf.

1. Dr. Jones Karl, Arzt aus Luxemburg: « Unsere Partei ist eine nationaldemokratische und sind in derselben alle Berufsstände vertreten. Demokratisch wollen wir bleiben, das heisst wir lehnen jede Diktatur ab. Wir wollen vom Faschismus und Kommunismus nichts wissen und sagen ihnen den Kampf an.
2. Schaus Eugen Rechtsanwalt aus Luxemburg: « Unsere Partei steht in starker Opposition gegen die Regierung, und ist bestrebt die Uebelstände die in unserem Lande herrschen zu beseitigen. Wir müssen geschlossen gegen die jetzige Diktaturregierung vorgehen. Wir trachten eine Politik zu gründen, wo jeder Luxemburger Anteil nehmen kann. Wir sind wahre Katholiken und Feinde des Kommunismus. Hätte die Regierung das Antikommunistengesetz gegen die Kommunisten erlassen, so wären wir mit ihnen einverstanden gewesen. In diesem Gesetz sind alle anderen Gruppen und Vereinigungen, welche darauf hinzielen die Verfassung zu ändern einbegriffen. Bedenket nur wenn ich sage die jetzige Regierung muss beseitigt werden, so ist das eine Drohung, welche gemäss dem neuen Gesetz strafbar ist. Wir sind freie Luxemburger und wollen auch in Zukunft eine freie Sprache führen. Das Gesetz wurde nur geschaffen damit die Regierung die Diktaturgewalt habe, denn von Kommunismus ist hier im Lande nicht zu reden. Das halbe Dutzend die sich bei uns Kommunisten nennen, sind harmlose Bürger, für welche es noch nicht notwendig ist ein Gesetz zu erlassen. Der Kommunismus gilt nur als Deckmantel um das Gesetz zu erlassen, aber dessen Ausführung hat nur einzig und allein den Zweck alle anderen Parteien ebenfalls zu unterdrücken, resp. dem Volke die Freiheit zu berauben. Der 6. Juni ist der Tag der Entscheidung. Helfet uns die Freiheit des Volkes und des Landes zu bewahren und stimmt gegen das Gesetz. Unsere Partei verlangt die Trennung zwischen Politik, Finanz und Schwerindustrie. Die Günstlingswirtschaft muss verschwinden und wir bestehen auf Gleichheit aller Luxemburger vor dem Staat. Der Wirtschaftsvertrag mit Belgien, der unter der Regierung Bech zu Stande kam, ist vernichtend für unser Land. Belgien übt Druck auf uns aus und ihm ist die luxemburgische Landwirtschaft schutzlos ausgeliefert. Die Lage wurde noch verschlimmert durch die Entwertung des belgischen Frankens. Solange die Regierung Bech am Ruder ist, sind wir machtlos. Was nützt es dem Land wenn Herr Bech alle drei Monate nach Brüssel reist und er bei seiner Rückkehr einige Medaillen aufzuweisen hat?

3. Prum Peter, Advokat zu Luxemburg:

« Die jetzige Regierung ist mit den Kapitalisten einig. Was die Hadir und Arbed beschliessen, nimmt Herr Bech an, denn er ist diesen Gesellschaften willenlos ausgeliefert. Dieser Regierung muss die Macht gebrochen werden. Sie hetzen die Bürger aneinander und machen hinter den Kulissen ihre Geschäfte mit der Schwerindustrie. Würde die Regierung den Arbeitern Arbeit und Verdienst beschaffen, dann ist der Kommunismus von selbst gebrochen.

Die Rechtspartei nennt mich einen Revolutionär, welch eine infame Lüge. Ich bin Gegner des Antikommunistengesetzes. Man soll die Arbeiter bezahlen, dann sind sie keine Kommunisten. Im Jahre 1918, als man unsere Dynastie durch eine Republik ersetzen wollte, nahm ich Rücksprache mit der Arbeiterpartei (Kappweiler, Noesen, Herschbach etc.) und mit Hilfe dieser gelang es mir die Dynastie zu retten. Der damalige Staatsminister Reuter hatte sich noch gegen Mitternacht zur Grossherzogin Marie Adelheid begeben um sie zur Abdankung zu bewegen.

Allein mir, den diese Partei heute einen Revolutionär nennt, ist es zu verdanken, dass damals die Dynastie erhalten wurde. Die National-Demokraten stehen so fest zur Krone, wie sie zum Lande stehen. Im Herrscherhaus erblicken sie die grösste Garantie unserer staatlichen Selbständigkeit und Unabhängigkeit.»

4. Müller Leo Chef-Redakteur aus Luxemburg:

« Mit den Angaben der Vorredner bin ich vollständig einverstanden. Das jetzige System in der Kammer muss verschwinden, wo einer kommandiert und die anderen nicken mit dem Kopf.

Unsere Regierung steht unter dem Einflusse der Schwerindustrie und werden alle Gesetze nach dem Gutdünken dieser Direktoren erlassen. Es ist unerhört dass Direktoren Diplomaten-Posten erhalten. In allen Verwaltungen sind die besten Posten von Ausländern besetzt. Erwähnen wir nur die Eisenbahn, die Cegedel, das luxemburgische Radio sowie das Conservatoire. Die Regierung hat in letzter Zeit 700 Polen für die Landwirtschaft in unser Land kommen lassen und wie viele von diesen sitzen jetzt schon im Gefängnis. Wir halten für die Dynastie und treten ein für das Volk und das Wohlergehen des luxemburger Landes. Wähler an euch ist es gelegen am kommenden 6. Juni mit der Regierung Bech Schluss zu machen. (Colmar-Berg, am 24. Mai 1937).

L'heure des provocations

Lors de la réunion du parti clérical à Fischbach, le 13 mai 1937, le député Thorn déclara que les communistes avaient constitué un dépôt d'armes clandestin. Il reprit ainsi une phrase du réquisitoire de Bech, prononcée le 20 avril à la chambre des députés contre le parti communiste :

« Depuis le commencement de l'année, il est entré dans le pays, venant de Belgique, plus de 400 pistolets automatiques du calibre 7,65. »

Le ministre d'Etat s'était bien gardé de préciser que ces armes étaient détenues par des communistes. Il s'était borné à procéder par insinuation. Govers le questionna : « Si ces revolvers ont été importés, alors vous devez savoir où ils sont. » Bech répondit : « Je ne le sais pas. En tout cas, je ne le dirai pas, même si je le savais. »

« Alors c'est vous qui les avez fait importer. Alors c'est une provocation que vous avez très bien organisée » répliqua Govers. (Compte rendu de la chambre des députés, séance du 22 avril 1937, page 1479).

Ces revolvers furent-ils destinés aux gendarmes et policiers luxembourgeois ? Il s'agissait, en effet, d'une arme de service appréciée par les forces de l'ordre d'un grand nombre de pays. Ou ne faisaient-ils que passer en transit sur le territoire du Grand-Duché, après avoir quitté les ateliers de la Fabrique Nationale d'Armes d'Herstal, près de Liège ?

Quoi qu'il en soit, aucune enquête ne semble avoir été ouverte contre les communistes. Au cas où un seul pistolet aurait été saisi sur la personne d'un membre du parti, la meute gouvernementale n'aurait pas manqué d'en faire bruyamment état.

Reste donc l'hypothèse de la provocation, un moyen d'action politique très prisé par les milieux fascistes de l'époque.¹⁾

A la chambre des députés, Bech fit également état d'une lettre de Dominique Urbany, dont, déclara-t-il, « les autorités possèdent par hasard la photographie. » Voici, d'après le compte rendu de la séance du 20 avril 1937, les principaux passages de l'écrit :

« An das Polsekretariat der E.K.K.I.

Werte Genossen, vor 14 Tagen haben wir Euch informiert über das Gesetz, das die luxemburgische Regierung gegen die K.P.L. vorbereitet und in Kürze durch das luxemburgische Parlament annehmen lassen will. In demselben Briefe haben wir Euch geschrieben über die Schwierigkeiten, die wir mit der

1) L'exemple classique de ce genre de provocation reste l'attentat à la bombe contre l'immeuble du patronat français, à Paris, par un groupe fasciste, pour l'imputer au parti communiste.

Druckerei in Metz resp. in Strasburg haben. Ihr habt uns bis heute noch keine Antwort gegeben. Das ist sehr zu bedauern. Umsomehr, da die Frage des Verbots unserer Partei und damit die Umstellung auf die illegale Arbeit immer dringender wird.

Die Schwierigkeiten mit der Druckerei haben dazu geführt, dass die « Arbeiterstimme » vom letzten Samstag nicht gedruckt wurde.

Zur Lösung der Zeitungsfrage schlagen wir im besondern vor:

- 1. Uebernahme unserer Schuld in Saarbrücken (15.000 französische Franken) durch Euch, um endlich diese Sache, an der wir keine Schuld tragen, aus der Welt zu schaffen.¹⁾*
- 2. Die Teilung der Subvention sodass der grössere Teil z.B. 2.000 französische Franken monatlich an uns gehen und der Rest (800 französischen Franken) zur Abdeckung der Schuld nach Metz oder ev. sogar Saarbrücken benützt würde. Auf diese Art wäre die finanzielle Lage unserer Zeitung sichergestellt.*

Il est à noter que la lettre est datée du 20 avril 1935. Au cas où il ne s'agissait pas d'un faux, une question se pose. Par quels moyens le ministre d'Etat a-t-il réussi à se la procurer? Le secret postal aurait-il été violé?

Pour ce qui est du contenu de la lettre, Bech mit l'accent sur le fait que « le parti communiste demande de l'argent au Komintern ».

Cette demande de fonds prouve que le parti était démuné. S'il avait reçu des subsides de Moscou, il aurait été surprenant qu'il se soit endetté. C'est dans ce sens que la lettre Urbany fut interprétée par beaucoup de personnes, ce qui diminua considérablement l'effet escompté par Bech. Il fut même soupçonné d'avoir commis un acte reprehensible. Trop de gens se souvenaient de la lettre Sinowjew (président du Komintern), un faux qui fut utilisé, après la Première Guerre mondiale, pour influencer les élections britanniques.

Une autre tentative de provocation résulte d'un rapport du département politique de la Sûreté publique (« politische Polizei ») dressé à la suite d'une requête orale (« des mündlich gestellten Ersuchens ») du parquet général. Ce rapport me visa plus particulièrement et la teneur du document constitue un rappel pénible des méthodes du gouvernement Bech. Si jamais sa loi totalitaire était devenue exécutoire, il n'est pas difficile d'imaginer le sort qui aurait été réservé à ses victimes.

1) L'hebdomadaire communiste « Die Arbeiterstimme » était imprimé à Sarrebruck.

Voici le texte du rapport en question:

« Politische-Polizei. Der General-Staats-Anwaltschaft zu Luxemburg beehrt sich unterzeichneter Schiltz Martin, Brigadier des öffentlichen Sicherheits-Dienstes, in Ausführung des mündlichen Ersuchens, ergebenst Nachstehendes zu berichten:

Eine Person, welche nicht genannt sein will, machte folgende Angaben: « Wenn ich mich nicht irre, so befindet sich in dem in der hiesigen Freiheits-Avenue Nr. 6 gelegenen Spezereiwarenladen Braun Johann, der Vereinigungsort respektiv die Zusammenkunftsstelle verschiedener Mitglieder der kommunistischen Partei oder derjenigen, die mit dieser Partei sympathisieren. Am Donnerstag, den 3. Juni 1937, konnte ich gegen 9.45 Uhr nachmittags beobachten, dass dieser Spezereiwarenladen von verschiedenen jugendlichen Mannspersonen überwacht wurde. Der extrem links eingestellte Koch Heinrich, Sohn des Tierarztes Koch, aus Luxemburg, sass auf der vor der Wohnung des Rechtsanwalts Herrn Loesch, dem Spezereiwarenladen Braun gegenüber, in der Freiheits-Avenue aufgestellten Bank und überwachte den Zugang zum Laden. An der Ecke Goethestrasse und Freiheits-Avenue, zur Seite Hollerich stand desgleichen eine jugendliche, mir nicht bekannte Mannspersonen. In der Nähe des Sparkassengebäudes und dem Verwaltungsgebäude der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn standen ebenfalls 2 Mannspersonen, die ich nicht kannte, sodass der Spezereiwarenladen Braun von allen Seiten stark überwacht war. Gegen 10.15 Uhr am selben Nachmittag, hielt eine aus der Richtung « Neuen-Brücke » gekommener Autolieferwagen vor dem Spezereiwarenladen Braun. Der Wagen selbst war von eigner Bauart, wie man sie überhaupt hierlands nicht vorfindet. Vorn am Wagen war keine Nummer angebracht. Ob eine solche hinten am Wagen war, weiss ich nicht. Der Autowagen war mit einem grauen, auf einem Holzrahmen gespannten Segeltuch überdeckt und die hintere Türe fiel nicht, wie bei den in Luxemburg in Betrieb sich befindenden Autowagen, beim Oeffnen herunter sondern es war eine Doppeltüre, welche seitwärts geöffnet wurde. Aus der Bauart des Wagens schloss ich, dass es sich wohl um einen ausländischen Wagen handeln könnte. Die den Autowagen begleitenden Personen (2 Manns- & 1 Frauensperson) entnahmen demselben 2 rechteckige Pakete, sowie eine Rolle, die sie nach dem Spezereiwarenladen Braun transportierten. Die rechteckigen Pakete können 0.45 Meter lang, 0.30 Meter breit und cirka 0.10 Meter hoch gewesen sein. Die Rolle wird einen Durchmesser von 0.10 Meter und eine Länge von 0.50 Meter gehabt haben. Die Pakete müssen ziemlich schwer gewesen sein, denn ich konnte beobachten, dass sie fest auf den Arm der Transportierenden drückten, als die dieselben nach dem Laden Braun brachten. Nachdem die Pakete, sowie die Rolle in der Wohnung Braun untergebracht waren, gab Koch oder die an der Ecke Goethestrasse und Freiheits-Avenue Aufstellung genommenen Personen durch Pfeiffen ein Zeichen und nicht weniger als 8 Personen traten aus allen Ecken hervor, um sich nach dem Spezereiwarenladen Braun zu begeben. Nach einem kurzen Aufenthalt dortselbst betraten sie wieder die Strasse, während der Autowagen in der Richtung Bahnhof weiterfuhr, gingen

auch die übrigen Mannspersonen getrennt in derselben Richtung, die Pakete sowie die Rolle in der Wohnung Braun zurücklassend. Was diese Pakete enthielten, vermag ich eigentlich nicht anzugeben. Es kann zutreffen, dass Wahlpropaganda-Material der kommunistischen Partei oder des Liberalen-Aktions-Komitee's nach der Wohnung Braun gebracht wurde; es besteht aber auch die Möglichkeit, dass die Pakete Waffen enthielten, welche an ihrem früheren Versteck nicht mehr sicher waren und nach dem Spezereiwarenladen Braun gebracht wurden, denn ich weiss aus russischen Begebenheiten, dass auch dort vor der Revolution hauptsächlich die Spezereiwarengeschäfte ausgesucht wurden, um Waffen unter Hülsenfrüchten u.dgl. verborgen zu halten. Es kann auch Fälschungsmaterial gewesen sein, das man aus dem Ausland kommen gelassen hatte und in der Wohnung Braun bereit hielt, um das Volkreferendum und die Kammerwahlen zu fälschen, denn auch in Russland sind die Kommunisten zu diesem System übergegangen. Ich weiss eigentlich nicht wie letzteres hierlands möglich sein könnte, doch man muss bei diesen Leuten mit allen Eventualitäten rechnen.»

Der Spezereiwarenladen Braun wird schon seit geraumer Zeit von den mit der Politischen-Polizei betrauten Mitgliedern des öffentlichen Sicherheits-Dienstes unter Beobachtung gehalten, denn es hat festgestellt werden können, dass extrem links eingestellte Personen regelmässig dort ein- und ausgingen. Es ist auch schon, durch Vermittlung eines Vertrauensmannes, versucht worden in Erfahrung zu bringen, was diesen Zusammenkünften zu Grunde liegen soll, doch der Vertrauensmann ist bis jetzt noch nicht zu einem Resultate gekommen. Es lässt sich hier nichts überstürzen und die Beobachtungen müssen fortgesetzt werden, denn es könnte sich ebenso gut um harmlose, als um für die öffentliche Sicherheit, gefährliche Zusammenkünfte von jugendlichen Mannspersonen handeln, denn es kann eigentlich nicht gesagt werden, dass es sich um kommunistische Führer handelt, welche sich hier treffen, sondern eher um überspannte Elemente, welche suchen politisch tätig zu sein.

Was die von der Eingangs erwähnten Person bezeichneten Pakete betrifft, so scheint es sich eher um Wahlpropagandamaterial, als um Waffen zu handeln, welches am Donnerstag, den 3. Juni 1937, bei Anbruch der Nacht, nach dem Spezereiwarenladen Braun gebracht wurde. Hier ist einzuschalten, dass die kommunistische Partei und das Liberale Aktions Komitee das ihrerseits zur Verteilung gebrachte Propagandamaterial zu Esch a. d. Alzette bei Houyoux und zu Luxemburg bei Nimax in Druck gegeben hatten. Die nach der Ankunft der Pakete im Spezereiwarenladen Braun eingetroffenen Personen werden dasselbe in kleinen Quantitäten, welches sie bequem in die Tasche stecken konnten, entnommen haben, um während der Nacht anzukleben respektiv zu verteilen, denn das Wahlpropagandamaterial ist bekanntlich während den letzten Tagen vor den Wahlen von sämtlichen Parteien sowohl von den Anhängern, als den Gegnern des Ordnungsgesetzes, zentnerweise im Lande umhergestreut, verteilt und angeklebt worden. Auf Grund der unbestimmten Angaben, bezüglich des Inhaltes der Pakete, sowie im Hinblick auf den Umstand, dass in einem Spezierwarengeschäft andauernd Pakete ankam-

men und abgehen, ist es gewagt zu behaupten, die in Frage kommenden Pakete hätten Waffen enthalten, zudem auch noch eine Rolle, was doch wohl nur Papier gewesen sein kann, sich unter den beiden Paketen befand. Auch der Umfang der Pakete selbst spricht nicht dafür, dass Waffen in denselben enthalten waren.

Die Ueberwachung des Spezierwarenladens Braun wird fortgesetzt.»

Le rapport Schiltz est du 8 juin. Or, le référendum, qui annula la loi muselière eut lieu deux jours plus tôt. De plus, les « faits » qui provoquèrent la « requête orale » du parquet général du 3 juin, se sont passés trois jours avant la consultation populaire.

Le mouchard anonyme « eine Person, welche nicht genannt sein will »?) avait alerté, à la suite de ses « constatations » du 3 juin, certaines personnalités politiques influentes de la coalition gouvernementale. Celles-ci signalèrent l'affaire au parquet général, qui fit diligence. Il s'agissait de fournir la preuve que le « communiste Koch » avait constitué un dépôt d'armes chez l'épicier Braun. La préparation d'une insurrection révolutionnaire devait être « révélée » par la presse gouvernementale à la veille du référendum, ce qui aurait incité, sans nul doute, beaucoup d'électeurs à voter pour l'application de la loi Bech. Ainsi, la provocation serait devenue politiquement payante.

La recette est simple, à condition de trouver des individus qui se prêtent à la machination.

Mais il y eut un imprévu. Une intervention de dernière minute fit avorter le projet. De nouveau, ce fut le conseiller de gouvernement Metz-dorff qui me mit au courant de la provocation.

Jean Braun fut arrêté trois ans plus tard, après la découverte, par la Gestapo, du rapport Schiltz. Il y eut une perquisition chez lui. Dans sa cave, les enquêteurs hitlériens percèrent en vain les murs.

A la « Villa Pauly », les policiers frappèrent férocement le malheureux épicier. Pour lui extorquer l'aveu, ils prétendirent qu'ils s'étaient également saisis de ma personne¹⁾ et que j'avais reconnu les faits. Braun comprit alors que les Allemands n'avaient pas réussi à m'arrêter, autrement ils se seraient empressés de procéder à une confrontation. A partir de ce moment, il pouvait mettre sur mon dos tout ce qui était susceptible de le compromettre.

Malgré l'absence de preuves, Jean Braun endura les affres des camps de concentration hitlériens. Grâce à sa robuste constitution, il demeura en vie. Toutefois, à la Libération, mon ami pesa moins de quarante kilos.

1) Mon nom se trouvait sur la « Fahndungsliste » de la Gestapo, « herausgegeben vom Reichskriminalpolizeiamt ». A l'aube du 10 mai 1940, un commando de la « Geheime Feldpolizei » se présenta à mon domicile pour m'arrêter. J'avais quitté la ville de Luxembourg juste avant l'arrivée des policiers hitlériens.

Le cas Braun soulève des questions de principe. Pourquoi des rapports manifestement faux furent-ils conservés par la Sûreté publique, ainsi que dans les archives du parquet général et des ministères, qui se faisaient délivrer des copies?

Jean Braun n'était pas la seule victime de la criminelle inconscience des autorités. Combien de Luxembourgeois ont été livrés ainsi, après l'invasion du Grand-Duché, à la Gestapo? Cela a valu la mort à certains et des années d'emprisonnement à beaucoup d'autres.

Quant aux affabulations du mouchard, consignées par Schiltz, on en jugera après avoir comparé sa version avec la mienne.

Jean Braun n'avait jamais assisté à un meeting politique. Un jour, il exprima le désir de m'accompagner à une réunion de protestation contre la loi muselière. C'était le 3 juin. Rendez-vous fut pris, avec des amis, à l'heure de fermeture, devant son épicerie. De là, nous partirions ensemble pour le meeting prévu.

Au moment de nous présenter chez lui, Braun nous pria de l'excuser. Il ne pouvait pas s'absenter, son fournisseur de beurre étant en retard. Nous décidâmes alors d'attendre l'arrivée de la camionnette du livreur. Après avoir emmagasiné la marchandise, Braun partit avec nous.

Voilà le récit qui s'inscrit en faux contre le témoignage d'un provocateur. Pour rendre son roman de cape et d'épée plus captivant, il avait fixé l'arrivée de la camionnette mystérieuse (« von eigner Bauart ») à une heure avancée de la soirée. Un dépôt d'armes ne se constitue évidemment pas à la lumière du jour, mais dans l'obscurité. . . .

Interventions abusives des autorités.

Pour en revenir à la campagne de protestation de ceux qui s'opposaient à la loi scélérate, il y a lieu de citer deux rapports qui prouvent que les autorités ne surveillaient pas seulement les salles de réunion, mais aussi la rue:

« Verteilen von Flugzetteln gegen das Ordnungsgesetz zu Luxemburg-Bahnhof. – Dem Chef des öffentlichen Sicherheitsdienstes hier, beehrt sich der unterzeichnete Brigadier B. ergebenst Nachstehendes zu berichten:

Am gestrigen Nachmittag gegen 7 Uhr wurden zu Luxemburg-Bahnhof unter die ankommenden und abfahrenden Reisenden, anscheinend von kommunistischer Seite die beiliegenden Flugzettel verteilt. Von den Verteilern

konnten zwei in den Personen Bassi Josef, 32 Jahre alt, Arbeiter, wohnhaft zu Hollerich, Michel-Engelstrasse Nr. 17 und Klein Jakob, 29 Jahre alt, Arbeiter, wohnhaft zu Hollerich, Stahlwerkstrasse Nr. 74, welche beide bei den Paul-Würthwerken beschäftigt sind, festgestellt werden.

Bassi behauptet, von dem Buchdrucker Nimax aus Luxemburg den Auftrag zum Verteilen erhalten zu haben; während Klein erklärte, die Person, von welcher er den Auftrag erhielt, nicht namhaft zu machen.» (Luxemburg, am 12. Mai 1937.)

*

« Berichterstattung über Aufkleben von Plakaten, welche gegen das Ordnungsgesetz gerichtet sind, durch Mitglieder der « Freien-Gewerkschaften », bezw. der « K.P.L. » – Der Staats-Anwaltschaft zu Luxemburg – beehren sich die unterzeichneten Ch. G., Brigadier, S. J.-P. und H. J., Gendarmen, alle der Station Esch a. Alzette, ergebenst zu berichten, dass sie gelegentlich einer Streife vermittels Dienst-Auto in verflossener Nacht nachbenannte Mitglieder der « Freien-Gewerkschaften » bezw. der « K.P.L. » beim Aufkleben von gegen das Ordnungsgesetz gerichteten Plakaten betroffen haben:

a) Zu Oberkorn am heutigen Vormittag, gegen 1.45 Uhr, auf der Hauptstrasse Oberkorn-Differdingen, in der Nähe des dortigen Musik-Kiosk: Barnich Johann, 32 Jahre alt, Arbeiter, geboren zu Niederwiltz, wohnhaft zu Oberkorn-Dr. Welterstrasse Nr. 30; Theis Johann Peter, 29 Jahre alt, Arbeiter, geboren und wohnhaft zu Differdingen-Escherstrasse Nr. 149; Welter Franz, 24 Jahre alt, Arbeiter, geboren zu Petingen, wohnhaft zu Oberkorn-Industriestrasse Nr. 104; Palm Heinrich, 36 Jahre alt, Arbeiter, geboren zu Differdingen, wohnhaft zu Oberkorn-Cité Angleur Nr. 8; Heinen Vincent, 17 Jahre alt, Arbeiter, geboren zu Esch a. Alzette, wohnhaft zu Oberkorn-Alschneidstrasse Nr. 75 und Schmit Marcel, 26 Jahre alt, Arbeiter, geboren zu Differdingen, wohnhaft zu Oberkorn-Beleserstrasse Nr. 19.

Diese Personen standen eben im Begriffe, die erwähnten Plakaten auf den Fahrdamm der Strasse aufzukleben, auf diesbezügliche Aufforderung unsererseits beseitigten dieselben die Plakate. Ein Schaden an dem Makadammbelag der Strasse ist durch das Aufkleben nicht entstanden. Bei Zuredestellung erklärten die Personen, im Auftrage der Führer ihrer resp. Partei gehandelt zu haben.

b) zu Rodingen am heutigen Vormittag, gegen 2.45 Uhr, am Eingang zum Hof der Primärschulen, in welchem letzteren die Wahlbüros für das Referendum vom 6. Juni crt. eingerichtet sind; Knauff Josef, 25 Jahre alt, Arbeiter, geboren und wohnhaft zu Rodingen-Handelsstrasse Nr. 2; Hilbert Mathias, 29 Jahre alt, Bergarbeiter, geboren und wohnhaft zu

Rodingen - Longwystrasse - bei Reisdorf; Spaniol Friedrich, 31 Jahre alt, Arbeiter, geboren zu Esch a. Alzette, wohnhaft zu Rodingen-Grossstrasse Nr. 13; Stockemer Nikolas, 29 Jahre alt, Bergarbeiter, geboren und wohnhaft zu Rodingen-Brunnenstrasse Nr. 39; Hochstrass Josef, 30 Jahre alt, Arbeiter, geboren zu Petingen, wohnhaft zu Rodingen-Gendarmeriestrasse Nr. 1.

Beim Antreffen waren die Genannten damit beschäftigt, an beiden Pfosten des Eingangstores zu erwähntem Schulhof, Plakate, welche zum Stimmen gegen das Ordnungsgesetz aufriefen, vermittels Kleister anzubringen. An der Mauer zu beiden Seiten des Eingangs zum Schulgebäude selbst, fanden wir weitere aufgeklebte Plakate des nämlichen Inhaltes vor. Auch diese Plakate waren kurze Zeit vorher seitens vorerwähnter Personen angeheftet worden.

p. Knauff und seine Begleiter erklärten, seitens des Schöffen Philippart aus Rodingen, die Erlaubnis erhalten zu haben, sämtliche der Sektion Rodingen gehörende öffentlichen Gebäude zum Aufkleben ihrer Plakate benutzen zu dürfen.

- c) *Zu Rodingen am heutigen Vormittag gegen 3.00 Uhr, an der Kreuzung Gross-Handels- und Klopstrasse: Wolff Paul, 33 Jahre alt, Arbeiter, geboren und wohnhaft zu Rodingen-Longwystrasse Nr. 233. Wolff trug einen Topf, enthaltend weisse Oelfarbe bei sich und stand im Begriffe mittels Pinsel das Bild eines Esels auf den Makadambelag des Fahrdammes zu malen. Von diesem Bildnis war der Kopf und der Hals bereits deutlich hergestellt und sollte Wolff eben die Rückenlinie des Bildes zeichnen. Wolff über seine Handlungsweise zu Rede gestellt, erklärte, die Absicht gehabt zu haben, mittels der Farbe das Wort « Nein » auf den Fahrdamm aufzutragen und indem ihm die Anfertigung der Buchstaben nicht gelungen sei, habe er das Bildnis eines Esels aufzeichnen wollen. Ein eigentlicher Schaden ist durch die Handlungsweise Wolff nicht entstanden.*

In der Gemeinde Petingen besteht kein Reglement, welches das Aufkleben von Plakaten etc. auf öffentlichen Gebäuden, Wegen und Plätzen verbieten würde. Dasselbe ist der Fall für die Gemeinde Differdingen.»(Esch a. Alzette, am 6. Juni 1937.)

Comment fut statué un exemple

A partir de la fin du mois de mai, jusqu'au 6 juin, jour du vote, la rue appartenait aux colleurs d'affiches des deux camps. Ceux de la coalition clérico-libérale, dont le fonds de propagande semblait inépuisable, disposaient d'un vaste choix de panneaux publicitaires. Quant aux adversaires de la loi muselière, une seule de leurs affiches faisait sensation. C'était celle de Raymon Mehlen. Elle représentait un homme décidé à affronter un hitlérien, porteur de la croix gammée. L'artiste avait mis son dessin gratuitement à la disposition de la « Ligue ». Comme celle-ci était pauvre, le tirage de l'affiche avait été limité à l'extrême. A peine collés, les exemplaires placardés sur le territoire de la ville de Luxembourg furent arrachés.

Une vingtaine d'amis décidèrent alors de statuer un exemple. Au cours de la nuit suivante, toutes les affiches gouvernementales disparurent des murs. Leur débris lacérés jonchèrent les trottoirs, ce qui donna un supplément de travail au service d'hygiène. Ce furent surtout les abords de l'internat de l'évêché, la « Boulette », qui étaient jonchés du reste des immenses placards dont le mur d'enceinte, d'une longueur de quelques centaines de mètres, avait été tapissé.

Vers six heures du matin, je rentrai chez moi, rue Schiller, accompagné de mes coéquipiers. J'habitais à côté de Pierre Dupong, membre du gouvernement Bech. Nous eumes l'idée de lui offrir une aubade sous forme d'une « Internationale » retentissante. Les échos du refrain vibraient encore entre les murs de l'Arbed et la vallée de la Pétrusse, quand un agent de police surgit devant nous. Il sortit son calepin et me somma de décliner mon identité. Au même moment, les cloches de l'église du Sacré-Coeur, située à une centaine de mètres, se mirent à sonner.

Avant de répondre au policier, je lui demandai s'il allait nous verbaliser pour avoir chanté l'Internationale. Il riposta en déclarant qu'il n'avait pas à se préoccuper de nos exploits vocaux, mais que nous serions condamnés à une amende pour tapage nocturne. D'après le règlement de police de la Ville de Luxembourg, « il était interdit de troubler le repos nocturne de quelque manière que ce soit, de 19 heures du soir à 7 heures du matin. »

Comme les citoyens sont égaux devant la loi, il me parut équitable que, dans ces conditions, le sacristain du Sacré-Coeur soit également gratifié d'un procès-verbal « pour tapage nocturne ». Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas été inquiétés au sujet de notre aubade.

Dans la journée, de nouveaux exemplaires de l'affiche Mehlen furent tirés et collés. Nos adversaires ne les lacérèrent plus. Nous en fîmes autant pour les leurs, qui réapparurent en même temps que les nôtres.

Il est vrai que nous ne nous étions pas bornés à arracher les placards de propagande gouvernementaux. Nous en avions épargné un certain nombre

pour les maquiller. Sous le titre « Ihre Methoden », le « Luxemburger Wort » du 1^{er} juin se plaint du fait que des affiches du parti de la droite furent munies de l'inscription « Riesen-zirkus Josef Bech ». D'autres, qui lancèrent l'appel « Stimmt Ja », subirent des altérations. « Ja » devint « Ia », suivi de la phrase « Der Esel sagt Ia ». Enfin, comme la liste électorale du parti de la droite portait le numéro 4, il ne fut pas difficile de transformer ce chiffre en croix gammée.

Dans son édition du 2 juin, le journal catholique apporta des précisions sur nos activités nocturnes:

« Es ist doch erquickend festzustellen, mit welcher Verbissenheit die Gegner (die bekanntlich für die « Freiheit » kämpfen) den Vandalismus an unseren Plakaten weiterbetreiben, indem sie mit ebensoviel Aufwand an Mühe, Nachtruhe und Farbe wie Verschwendung an Unwitz und Geistlosigkeit ihre Hakenkreuze formen und unsere Ja-Blätter übertünchen.

Da wir das Treiben der sozialo-kommunistischen Tüncher einmal im Geheimen und bei Nacht ansehen wollten, organisierten wir für gestern abend einen tadellos funktionierenden Kontrolldienst, der nun richtig die Heinzelmännchen bei ihrem nächtlichen Treiben erwischte. Und da viele Stadtluxemburger, die sich irgendwie beengt fühlen, einmal an die gütige Hilfe dieser im Verborgenen schaffenden Geister appellieren wollen, möchten wir ihre Namen hier der Öffentlichkeit bekannt geben.

Die Rundreise verbrachten die Nachtwespen höchst zeitgemäss im Atax-Wagen 7917. Es waren u.a.: der bekannte Spanienfahrer Henri Koch, der rasende Reporter Tony Jungblut, der SA-Mann-Zeichner R. Mehlen (der zähneknirschende Sperrschlossträger auf den Plakaten ist erfreulicherweise nicht von ihm), ein Laternenanzünder, der es verstehen muss, den Leuten ein Licht aufzustecken, aus Rollingergrund, P. Meyer, ein gewisser Barbel, mutmasslich der Sohn des Präsidenten des Buchdruckerverbandes, und ein vielversprechender Mackel, vom Feldchen.

Die Serie ist damit nicht erschöpft; sie wird demnächst fortgesetzt werden. Wir wünschen den dunklen (oder müssen wir sagen « hellen ») Geistern viel Arbeit, gute Bürsten und ein Fuder Rotfarbe.

Im überbringen wollen wir sie bald in unbefleckten Alltagskleidern vor dem grünen Tisch wiedersehen.»

Cette dernière phrase prouve que les cléricaux étaient certains de remporter la victoire le 6 juin. Au cas où la loi Bech aurait été ratifiée par le vote populaire, ceux dont les noms furent cités par le journal catholique semblent avoir été désignés pour être les premières victimes de la répression.

Le 3 juin, un nouvel article du « Luxemburger Wort » nous cloua de nouveau au pilori. En voici l'extrait principal:

« Es geht uns nämlich darum, zu wissen, ob wir im eigenen Lande auch noch jene Freiheiten genießen, die unsere Gegner, von Herrn Barbel über Herrn Koch zu Herrn Blum und Herrn Urbany, laut und ausdrücklich für sich beanspruchen, oder ob wir, Befürworter des Rechtsgedankens, zu Bürgen zweiter Klasse geworden sind.»

Vint enfin le jour du scrutin. Avec mon équipe, j'avais parcouru toute la nuit le plateau du Limpertsberg, le centre de la ville et le quartier de la gare. Nous avions eu vent d'une provocation qui se préparait, sans savoir au juste de quoi il s'agissait. Dans les rues, il y eut de nombreux policiers et gendarmes, ainsi que des agents de la Sûreté publique qui circulaient à bicyclette. Mais nulle part nous ne tombions sur des groupes adverses.

Provocation de dernière minute

A l'aube, nous primes position des deux côtés de la rue Bourbon et de la rue Sigefroi (aujourd'hui rue Origer), d'où nous pouvions surveiller les deux issues du « Luxemburger Wort ». Après une courte attente, une première voiture, remplie de jeunes gens, sortit de l'immeuble du côté de la rue Bourbon. Avec les amis qui se trouvaient à mes côtés, je me précipitai sur un taxi en stationnement place de Paris, pour prendre en chasse la voiture que nous venions d'apercevoir. A ce moment, deux autres véhicules quittèrent le « Wort ». Une course poursuite à travers les rues de la ville s'engagea entre nous et la troisième voiture. Plus tard, j'appris que les sceaux de peinture qui se trouvaient dans l'auto s'étaient renversés au moment où son conducteur prit des virages à vive allure. La voiture nous échappa finalement, le chauffeur du taxi ayant estimé que cette course folle risquait de provoquer un accident. Mais les deux premières voitures furent identifiées, comme il ressort du rapport des agents de la Sûreté Goergen et Bodeving:

« Dem Chef des Oeffentlichen Sicherheitsdienstes zu Luxemburg, beehrt sich unterzeichneter Brigadier Goergen über den Verlauf der durch ihn und Brigadier Bodeving in dieser Nacht vor den am heutigen Tage stattgefundenen Kammerwahlen respektiv Referendum über das Ordnungsgesetz etc. ausgeführten Fahrradpatrouille, ergebenst nachstehendes zu berichten:

Die Patrouille wurde um 1 Uhr vormittags am Rond-Point angetreten und führte in Gemässheit des erteilten Befehls an der deutschen und italienischen Gesandtschaft, sowie an den Privatwohnungen der Herren Minister und an mehreren Wahllokalen vorbei.

Etwaige Beschmutzungen oder Verunreinigungen beziehungsweise Beklebungen der in Frage kommenden Gebäude wurden nicht festgestellt. Uebrigens waren die meisten der erwähnten Gebäude von einem Posten der verstaatlichten Lokalpolizei dauernd überwacht.

Bis in die frühen Morgenstunden wurden fast fortwährend Flugzettel aus vorbeifahrenden Kraftwagen geworfen.

Auch wurde festgestellt, dass sogenannte Schmiererkolonnen am Werke waren, die sich aber nur darauf beschränkt hatten, auf den Strassen Zeichen, wie « NEIN » etc. mit Farbe auszuführen.

Am heutigen Vormittag, kurz nach 4 Uhr konnte aber auch eine solche Kolonne, welche sich zu diesem Zwecke der mit den Ordnungsnummern L. 15295 und L. 5820 versehenen Kraftwagen bedienten, unserseits überrascht werden, als sie in der hiesigen Liebfrauenstrasse vor dem Hauptportal des Athenäums und dem Seiteneingang der Kathedrale je einen Hammer mit Sichel (Sinnbild der Sowjetrepublik) mit grauer Farbe malten.

Durch den gleichzeitig dort eingetroffenen Polizei-Agenten Groff wurde der Täter in dem Sohn des Oberschul-Inspektors Herrn R. aus Luxemburg-Limpertsberg ermittelt.

Die Kolonne bestand, wie es sich nachträglich herausstellte, nicht aus Kommunisten, sondern aus jugendlichen Anhängern der Klerikalen Partei und zwar unter Führung des in der Apotheke Bichel-Heintz zu Limpertsberg (Pasteurstrasse Nr. 7) angestellten Provisors Mergen.¹⁾

Après avoir vu le barbouillage des murs effectué par l'équipe du « Wort », je me rendis à l'imprimerie Nimax, où Nic. Molling me rejoignit. Ensemble, nous rédigeâmes un tract, qui fut distribué à l'ouverture des bureaux de vote, devant l'école Aldringen et celle de la rue de la Congrégation. Nous avons mis l'accent sur l'affiche portant l'inscription « Dies ist das Zerstörungswerk der Kommunisten », destinée à faire croire au public que le marteau et la faucille peints sur les murs était l'oeuvre des moscou-taires.

1) Après l'invasion du Grand-Duché, Jean-Pierre Mergen fit partie, à titre d'engagé volontaire, de l'armée allemande. Il fut condamné, le 13 juin 1947, à sept ans de réclusion pour « atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat ».

Après le 6 juin

Dans son édition de mardi, 8 juin, le « Escher Tageblatt » publia un article intitulé « Kleriko-faschistische Kampf-Methoden. Entweihung der Kathedrale durch Jungklerikale Faschisten»:

« Das « Luxemburger Wort » behauptet, auf seiner Seite sei der Wahlkampf mit ehrlichen und demokratischen Mitteln geführt worden, dahingegen habe man bei der Opposition zu unehrlichen und demagogischen Waffen gegriffen. Nun haben wir gestern bereits kurz berichtet über die unerhörte Provokation, die sich klerikale Jünglinge in den frühen Sonntagmorgenstunden leisteten: sie malten an verschiedenen Stellen der hauptstädtischen Strassen, so in der Victor Hugo Avenue, vor dem Amalien-Denkmal, vor dem Athenäum und vor der Kathedrale riesige Hammer- und Sichel-Abzeichen, beschmierten auch Privatgebäude, sowie die Kathedrale in ähnlicher Weise. Neben ihre Schmierarbeit klebten sie dann Plakate mit schwarzem Rand, schwarzem Pfeil und roter Schrift: « Dies ist das Zerstörungswerk der Kommunisten ». So sollte morgens bei den Wählern der Eindruck erweckt werden, als ob die Kommunisten (man weiss, was die klerikalen Herren alles unter Kommunisten verstehen) die provokatorische Schmierarbeit und die Entweihung unseres religiösen Nationalheiligtums ausgeführt hätten.»

Le « Tageblatt » du 9 juin évoque un autre aspect des méthodes de combat du parti clérical, « die uns einen Vorgeschmack dessen gaben, was wir nach einem anderen Ausgang des Referendums erlebt hätten. Konsequenz wurde die Religion missbraucht, um Geistliche, Nonnen, Lehrer und Schulkinder in den Dienst der kleriko-faschistischen Politik zu stellen.»

Déjà dans un numéro daté d'avant le référendum, le journal socialiste avait écrit:

« Aus immer zahlreicheren Ortschaften wird uns berichtet, dass die Geistlichen sich nicht damit begnügen, selbst als Agenten des Kleriko-Faschismus aufzutreten, sondern auch die Schulkinder mobilisieren, um Flugzettel zu verteilen und Nein-Plakate abzureissen. Und da muss diesen schwarzberockten Junggesellen nun doch energisch auf die Finger geklopft werden: Hände weg von unseren Kindern. Denn um unsere Jugend zu verderben, dafür wird die Geistlichkeit wirklich nicht vom Staat bezahlt.»

Sous le titre « Wo bleibt der Kanzelparagraph? » l'attaque la plus virulente contre le clergé se trouva dans le « Tageblatt » du 1^{er} juin:

« Fanatisierte, besessene Pfarrer putschen das Volk auf mit demagogischer Wortraserei. Mit Sodoma und Gommorra werden diejenigen beim jüngsten Gericht bedroht, die am nächsten Sonntag mit « Nein » das Maulkorbgesetz qualifizieren.»

Beispiele gefällig? Der Pfarrer von Mensdorf (Bleser) machte seinen Pfarrangehörigen von der Kanzel herab bange mit dem « jüngsten Gericht », wenn sie gegen das Ordnungsgesetz stimmen sollten.

Der Pfarrer von Christnach (Emering) bei Waldbilling drohte mit seiner Versetzung für den Fall, wo einer seiner Pfarrangehörigen gegen das Maulkorbgesetz stimmen würde. So wird mit der Religion, dem Gewissen der Menschen und den heiligsten Gefühlen eines Volkes reine klerikale Parteipolitik getrieben. Andere Menschen, die oft sauberer dastehen wie manche Geistliche, als Schandbuben hingestellt und angeprangert, nur weil sie eine andere politische Gesinnung haben.

Wie fiel die klerikale Zentrumspresse seinerzeit über die « Marxisten » her? Heute haben dank dieser Hetze die Katholiken das Loch im Kopf und bedauern und beweinen die Zeit, wo unter « marxistischer Herrschaft » jeder Katholik frei seine religiösen Pflichten erfüllen konnte.

Auch in Deutschland hat sich die fanatische Hetze der klerikalen Presse und der Zentrumsparlei auf das Entsetzlichste gerächt.

Wollen die luxemburgischen Katholiken dasselbe bei uns? Dann sollen sie bloss den fanatischen Hetzreden unverantwortlicher, und gerade deshalb umso verdammenswerter Kanzeldemagogen zuhören.

Zum Glück ist die Mehrzahl der Katholiken bei uns einsichtiger und verständiger als ihre soutanierten Führer.»

L'évêque Joseph Philippe, qui succéda (1935) à Monseigneur Nommesch,¹⁾ avait mobilisé, en faveur de la loi d'exception, non seulement le clergé, mais aussi les organisations catholiques, surtout les « Jünglingsvereine », les syndicats chrétiens, « l'Akademiker-Verein », le mouvement scout et le « Gesellenverein » de l'abbé Kolping. Au cours de la campagne, les membres de ce dernier groupement se montrèrent les plus agressifs, sur le territoire de la ville de Luxembourg, à l'égard de leurs adversaires.

1) L'évêque Nommesch était connu pour la patience avec laquelle il recolla les pots cassés par son irascible prédécesseur Jean Koppes.

Conséquences du référendum

72 300 électeurs se prononcèrent, le 6 juin, contre la loi muselière. 70 371 personnes seulement votèrent en faveur de la loi qui décréta « la dissolution du parti communiste et des groupements et associations qui, par violences ou menaces, visent à changer la Constitution et les lois du pays ». La consultation populaire annula la loi adoptée le 23 avril par la chambre des députés.

Dès le 7 juin, l'éditorial du « Escher Tageblatt » intitulé « die Konsequenzen ziehen » annonça l'intention des socialistes de faire partie du gouvernement :

« Die Regierungskoalition wurde von der Wählerschaft desavouiert. Der Block der Arbeiterpartei und der freien Gewerkschaften ist zu einem Machtfaktor geworden an dem fürderhin niemand mehr vorbeigehen kann, der in Luxemburg Politik treiben will.

Für die Regierung stellt sich nun die Frage, ob sie den Mut und die Ehrlichkeit haben wird, aus dieser Niederlage die Konsequenzen zu ziehen.»

Comme les élections partielles du 6 juin avaient réduit la majorité gouvernementale au profit de l'opposition en apportant trois nouveaux sièges au parti ouvrier et trois au nationaux-démocrates, le « Tageblatt » continua :

« Angesichts dieses Wahlausganges wäre es ein blutiger Hohn, wenn die beiden radikal-liberalen Minister weiter auf ihren Sesseln kleben wollten. Ihre Partei wurde gestern von der Wählerschaft im Zentrum erledigt, und welche Haltung Herr Bech einnehmen möge, so ist doch jedenfalls die heutige Zusammensetzung der Regierung unhaltbar geworden.

Mit den paar Vertretern, die die radikal-liberale Partei noch in der Kammer bewahrt, hat sie offenbar das Recht verwirkt gleich zwei Minister stellen zu wollen. Damit wird aber, auch abgesehen vom Ausgang des Referendums, der Weiterbestand der ganzen Koalition, d.h. der Regierung als solcher in Frage gestellt.»

Le lendemain, dans son éditorial du 8 juin, le journal socialiste attaqua féroce ment Bech :

« Ihre Günstlingswirtschaft, Ihre Brotkorbpolitik, Ihre politische Polizei – in Uniform oder in Zivil – sie waren daran, uns niederzuringen. Viele hatten Angst vor den eigenen Gedanken, fast keiner mehr wagte noch zu meckern. Aus Furcht davor, auf der Strasse zu sitzen und Hunger zu leiden mit Frau und Kind.»

Et le « Tageblatt » de continuer à matraquer Bech:

« Sie und Ihre Presse haben uns verleumdet und in den Kot gezerzt. Belogen wurde das Volk und moralisch unter Druck gesetzt. Die Religion wurde missbraucht, Papst und Bischof, Kanzel und Beichstuhl, das Heiligste im Menschen zu niedrigen, verräterischen Zwecken.

Sie haben versucht uns einzuschalten in die Gesinnungsachse der Faschismen, der Diktatur roher Gewalt, der Rechtslosigkeit und der Knechtung.

Sie haben zwei kommunistische Lehrer in wahrhaft christlicher Nächstenliebe, mit Frau und Kindern, wegen ihrer Gesinnung an den Bettelstab gebracht.

Sie sind ein grosser Staatsmann gewesen, Herr Minister! Sie können gehen. Das wird das Volk Ihnen ganz besonders danken.»

D'après le « Wort » du 7 juin, le rejet de la loi, par le référendum, « ne doit pas être considéré comme une approbation des doctrines communistes.»

Dans le même article, le journal catholique écrit: « Il n'y a aucune raison d'affirmer que le peuple aurait désavoué la politique du gouvernement.» Bech était toujours soutenu par une majorité parlementaire, malgré les gains de l'opposition. Les élections du 6 juin n'avaient pas affaibli le « Rechtspartei », fort de 26 députés sur 55 (la Chambre élue en 1937 comptait un député de plus que celle sortie des urnes en 1934).

Par contre, l'envoyé spécial du « Soir » avait recueilli l'impression « que la coalition clérico-libérale était condamnée comme formule gouvernementale.»

« Le Luxembourg », quotidien grand-ducal indépendant d'expression française, consacra son éditorial du 8 juin au résultat du référendum:

« Contrairement à l'attente générale, le corps électoral s'est prononcé contre la mise en vigueur de la loi pour la défense de l'ordre politique et social.»

Il ajouta:

« De l'avis du « Wort », la raison principale du rejet de la loi réside dans le second alinéa de son article premier. Et on voudra se rappeler que dès le 24 mai, nous avons formulé ici-même l'appréciation que la loi serait plus facilement acceptée, si elle s'était bornée à prononcer la dissolution du parti communiste, sans prévoir des sanctions contre d'autres organisations.»

Quant au « Luxemburger Zeitung », il reprit ses esprits seulement le 9 juin « nach zwei Tagen zerknirschten Schweigens », comme s'exprima ironiquement le « Wort ». Furieusement dépité, le journal de l'Arbed pesta

contre l'insuffisante maturité politique de l'électorat, dont l'éducation civique ne serait pas à la hauteur des exigences d'une consultation populaire. « Die 50 1/2 Prozent, die beim Referendum mit nein gestimmt haben, sind einer unerhörten Irreführung zum Opfer gefallen » – « Siegerin war keine andere als die Demagogie » – « Diejenigen, die das Chaos verschuldet haben, mögen nun auch ihre Verantwortung tragen », voilà quelques phrases lapidaires qui caractérisent l'état d'esprit du mauvais perdant.

Le 11 juin, le gouvernement clérico-libéral offrit enfin sa démission à la Grande-Duchesse. Conformément à la Constitution, elle ne fut pas acceptée, ce qui lui permit, en attendant la formation d'une nouvelle équipe ministérielle, d'expédier les affaires courantes. Ainsi s'ouvrit la crise gouvernementale la plus longue de l'histoire du Grand-Duché. Elle dura cinq mois, jusqu'au 5 novembre, date à laquelle Pierre Dupong remplaça Joseph Bech comme président du gouvernement.

Dès le 11 juin, le « Wort » fit le point de la situation. Sous le titre « In folgenschwerer Stunde » le journal de l'évêché présenta cinq possibilités pour résoudre la crise: le gouvernement Bech continue; remaniement du gouvernement Bech; maintien de la coalition; élargissement de la coalition; nouvelle coalition.

A partir de ce moment, la presse luxembourgeoise devint d'une extrême discrétion sur ce qui se passait dans les coulisses des partis. Rien ne fut divulgué des tractations gouvernementales. En dehors des cliques et des clans concernés, personne n'était au courant des maquignonnages en cours. Il est extrêmement difficile de se prononcer sur les sujets qui firent l'objet de ces laborieuses négociations. Dans ce domaine, les archives des partis politiques ne semblent contenir rien de sérieux. Quant aux départements gouvernementaux chargés de rédiger des procès-verbaux sur les questions traitées, il ne serait pas surprenant d'apprendre que le tout se soit volatilisé – à moins que rien ne fut consigné. Pour ce qui est de Bech, il est peu probable qu'il ait pris des notes pour les transmettre à la postérité.

Témoignage von Radowitz

En l'absence de toute documentation non contestable concernant les rencontres entre des membres du gouvernement virtuellement démissionnaire et leurs interlocuteurs, nous disposons d'un témoin assez imprévu. Il s'agit d'Otto von Radowitz, ministre d'Allemagne accrédité au Grand-Duché, qui séjourna à Luxembourg du 21 août 1936 jusqu'à l'arrivée de la

« Wehrmacht », le 10 mai 1940. Agent de renseignement du régime hitlérien, le diplomate allemand était fort actif. Ses très nombreux rapports, dont la plupart furent récupérés après la Libération, sont précieux pour ceux qui essaient de percer les mystères d'événements encore mal connus.

Von Radowitz adressa ses rapports au ministère des Affaires étrangères à Berlin. Le cas échéant, celui-ci communiqua des copies à d'autres instances du Troisième Reich, telles l'Abwehr, le service de renseignement et de contre-espionnage militaire allemand où la Gestapo, qui les utilisèrent pour dresser les listes des Luxembourgeois à arrêter après l'occupation du territoire grand-ducal.

Quant au sujet qui nous préoccupe, c'est-à-dire la loi muselière et les suites de son rejet, l'informateur privilégié de von Radowitz fut Bech. Il est navrant – et quelque peu humiliant – de constater que le président du gouvernement luxembourgeois avait la langue trop longue au cours d'entretiens avec un homme chargé de renseigner Berlin sur la situation politique de notre pays.¹⁾

Ci-dessous, on trouvera un choix de rapports qui ne manqueront pas d'étonner les uns et de scandaliser les autres. Ils sont reproduits sans aucun commentaire:

Es ist nicht damit zu rechnen, dass durch die neuen Wahlen die bestehende Majorität der regierenden Koalition (Katholische Rechtspartei und Liberale Partei) gefährdet wird, da bei dem hier herrschenden proportionalen Wahlsystem eine wesentliche Verschiebung solange nicht möglich erscheint, als nur die drei sogen. « historischen Parteien » auftreten. Die neue demokratische Partei, die sich aus der national-demokratischen Bewegung zu entwickeln sucht und deren führenden Kopf Leo Müller, Hauptschriftleiter des « Luxemburger Volksblattes » zum ersten Mal eine Kandidatenliste aufgestellt hat, verfügt noch nicht über die notwendige Stosskraft, um daran etwas ändern zu können. Sie wird einen oder höchstens zwei Sitze in der Kammer erhalten. Immerhin ist dieser Einbruch in die Kammer symptomatisch nicht zu unterschätzen, und es erscheint beachtenswert, dass auf der Kandidatenliste dieser Partei der frühere Staatsminister Prüm figuriert.

Das Interesse für die Wahl tritt allgemein hinter dem Kampf um den Volksentscheid zurück, der die beiden letzten Wochen mit einer Leidenschaft geführt wird, an die man hier nicht gewöhnt ist.

1) Dès la Première Guerre mondiale, von Radowitz, « Rittmeister der Reserve », s'était spécialisé dans le domaine de l'espionnage. En 1917, il fut l'adjoint de l'attaché militaire de l'ambassade allemande à Berne. Il occupa ensuite des postes à Moscou et Memel. Avant d'arriver à Luxembourg, von Radowitz séjourna trois ans à Dantzig, autre point névralgique, générateur de conflits armés.

Aussetzenden muss es aussergewöhnlich erschaffen, dass
setz, das nach eingeleiteten Debatten in der Kammer schliesslich
in grosser Majorität (34 gegen 19 Stimmen) angenommen wird, noch

Wie mir Staatsminister Bach mitteilte, musste er den Liberalen diese
Konzession machen, um das Gesetz durchzubringen, weil es sich wohl
bei nur einmütigen Beschluss zu verdrängen, sie hätte sich aber schliesslich bewegen
kratische Gefühl der Besorgnis, alle Bedingungen zur Rettung ihrer demokrati-

lassen, für das Gesetz in Bedingung des Volksentscheides.
schon Seidel nur um der Bedingung des Volksentscheides.
Es muss aber damit gerechnet werden, dass der radikale Teil der
Liberalen gegen das Gesetz stimmen werden das Gesetz zu arbeiten, auf
national-demokratische Sieg der Koalitionsparteien, wird nur sehr knapp sein. Auf

Der heilige Kampf der Nationaldemokraten gegen das Gesetz ist
ohne weiters nicht recht erklärlich, da sie Gegner des Kommunismus sind
und auch nicht in so starken. In vielen dem Regierung, insbesondere einer
liegen wie etwa die Liberalen in dem sie einen überständigen Vertreter
jedoch geschworene Beach, in dem sie ihre Einseitigkeit
Regierungsführer Zeitproben, alle Unzufriedenen in Lande zu bringen
abgelaufen und sie versuchen, alle Unzufriedenen in Lande zu bringen
Opportunisten und sich zu scharen und das Ordnungsgesetz zu beschneiden
Gelegenheit sie bei gegeben werden und ein wenn auch bescheidener
gehen, trotzdem sie abhängig machen werden. Nach dem 6. Juni
haben gewisse Parteien nicht versagt bleiben. Nach dem 6. Juni
weitere Taktik abhängig machen werden. Nach dem 6. Juni
Erfolg wird ihnen nicht versagt bleiben. Nach dem 6. Juni
nationaldemokratische Bewegung noch gesondert berichten.
(Luxemburg, den 27. Mai)

*
nationaldemokratische Bewegung noch gesondert berichten.
(Luxemburg, den 27. Mai)

Die Grossherzöge
nötigen Information
Natürlich könnte die C
Majorität der Regierung
weiterhin bestätigen. Er
mimachen, da er - wie s
den richtigen Mann hielte.

Wenn auch das definitive Resultat der Volksabstimmung
mässig schliesslich etwas günstiger für die Regierung w
bleibt die Tatsache, dass das Ordnungsgesetz verworfen w
und damit eine schwere Belastung für die Regierung Reg
lebhaft für das Ordnungsgesetz geleitete Parteiversammlungen i
und von Ministern geleitet hatte.
Gesetz stark engagiert hatte.

Die Grossherzöge
nötigen Information
Natürlich könnte die C
Majorität der Regierung
weiterhin bestätigen. Er
mimachen, da er - wie s
den richtigen Mann hielte.

mehr
nicht mehr für
eigenen

Allgemein wird das Ergebnis der Volksabstimmung Kundgebung zugunsten des Kommunismus die folgende Auflehnung gegen den zweiten Weltkrieg die folgendermassen laut: « Sind ... »

Partei der sozialistisch denkende Teil nicht mehr hinter ihm stehe, ja dass vielleicht die Liberalen in dieser Situation bessere Freunde seien als ein Teil seiner eigenen Fraktion. Er wolle sich die erfolgreichen und ruhigen Zeiten seiner Regierung – während der er doch schliesslich das Land durch schwere Krisen gebracht habe ohne eine einzige Steuererhöhung – nicht vollkommen entstellen lassen durch die Ausserungen eines demagogisch verhetzten Teiles der Bevölkerung und sich daher im richtigen Augenblick zurückziehen.

Er glaube nicht, dass die Liberalen in ihrer Loyalität ihm gegenüber wankend werden würden, doch sei in der Politik alles schon dagewesen, und die Möglichkeit der Bildung einer sogenannten Volksfront dürfe daher nicht ganz ausser Betracht bleiben.

Er würde das für die für das Land gefährlichste Lösung halten und für diesen Fall – besonders mit Rücksicht auf die Grossherzogin – seine Person weiterhin voll und ganz zur Verfügung stellen.

Sollte aber die Regierung in der bisherigen Form weiter bestätigt werden, so hielte er es für richtig, wenn Dupong Regierungschef würde, der in weit grösserem Masse das Zutrauen der gesamten klerikalen Partei besässe wie er und auch – rein innerpolitisch gesehen – der Opposition nicht so auf die Nerven ginge wie er selbst. Eine etwaige Erweiterung der bestehenden Regierungsmöglichkeit durch Eintritt der Sozialisten in die Regierung halte er für nicht wahrscheinlich, da einerseits ein Zusammengehen der Sozialisten mit den Liberalen ihm nicht recht möglich erscheine, überdies die gestellten Forderungen so hoch geschraubt sein würden, dass sie abgelehnt werden müssten.

Bech führte noch weiter aus, dass es für jemanden, der nicht über besonders grosse Vermögenswerte verfüge, an sich eine ruinöse Angelegenheit sei, in Luxemburg Regierungschef zu spielen. Seine wirtschaftliche Lage habe sich während der elf Jahre seiner Chefzeit ausserordentlich verschlechtert, und er würde nur unter den oben angedeuteten ausserordentlichen Umständen weiterhin bereit sein, auch in dieser Beziehung persönliche Opfer zu bringen.

Die öffentliche Meinung ist mit der angebotenen Demission der Regierung einverstanden; die Mehrheitspresse sieht darin einen Akt « der peinlichsten Gewissenhaftigkeit », die Opposition eine ganz selbstverständliche Folgerung aus der Lage.

Es wird nunmehr einer gewissen Zeit bedürfen, um über den weiteren Verlauf der innerpolitischen Krise klar sehen zu können. Ich werde bemüht bleiben, über die einzelnen Stadien der Entwicklung zu berichten.

(Luxemburg, den 11. Juni 1937).

*

Dem Aussenstehenden muss es aussergewöhnlich erscheinen, dass ein Gesetz, das nach eingehenden Debatten in der Kammer schliesslich mit grosser Majorität (34 gegen 19 Stimmen) angenommen wird, noch einem Volksentscheid unterworfen wird.

Wie mir Staatsminister Bech mitteilte, musste er den Liberalen diese Konzession machen, um das Gesetz durchzubringen. Die liberale Partei sei nur mit Unbehagen an das Gesetz herangegangen, weil es ihrer demokratischen Empfindung zuwiderliefe, sie hätte sich aber schliesslich wohl aus dem Gefühl der Besorgnis wegen der Vorgänge in Frankreich bewegen lassen, für das Gesetz zu stimmen, allerdings zur Rettung ihrer demokratischen Seele nur unter der Bedingung des Volksentscheides.

Es muss aber damit gerechnet werden, dass der radikale Teil der Liberalen gegen das Ordnungsgesetz votiert. Da die Sozialisten natürlich geschlossen gegen das Gesetz stimmen werden und auch die neuen « National-Demokraten » mit Leidenschaft gegen das Gesetz arbeiten, wird der voraussichtliche Sieg der Koalitionsparteien nur sehr knapp sein. Auf mehr wie höchstens 60% wird nicht gerechnet.

Der heftige Kampf der National-Demokraten gegen das Gesetz ist ohne weiters nicht recht erklärlich, da sie Gegner des Kommunismus sind und auch nicht in so starken ideologischen Fesseln des Demokratismus liegen wie etwa die Liberalen. In vielen dem Rexismus ähnlich, sind sie jedoch geschworene Feinde der jetzigen Regierung, insbesondere des Regierungschefs Bech, in dem sie einen überständigen Vertreter einer abgelaufenen Zeitepoche erblicken. So ist ihre Einstellung lediglich Opposition und sie versuchen, alle Unzufriedenen im Lande bei dieser Gelegenheit um sich zu scharen und das Ordnungsgesetz zu Fall zu bringen, trotzdem sie bei gegebener Gelegenheit sicher für dieses Gesetz zu haben gewesen wären. Für sie ist es nur eine Kraftprobe, von der sie ihre weitere Taktik abhängig machen werden und ein wenn auch bescheidener Erfolg wird ihnen nicht versagt bleiben. Nach dem 6. Juni darf ich über die nationaldemokratische Bewegung noch gesondert berichten.

(Luxemburg, den 27. Mai 1937)

*

Wenn auch das definitive Resultat der Volksabstimmung sich ziffermässig schliesslich etwas günstiger für die Regierung gestaltet hat, so bleibt die Tatsache, dass das Ordnungsgesetz verworfen wurde, bestehen und damit eine schwere Belastung für die Regierung Bech, die sich sehr lebhaft für das Ordnungsgesetz und sich auch durch Regierungsmanifeste und von Ministern geleitete Parteiversammlungen im Kampf um das Gesetz stark engagiert hatte.

Allgemein wird das Ergebnis der Volksabstimmung nicht etwa als eine Kundgebung zugunsten des Kommunismus angesehen, sondern als eine Auflehnung gegen den zweiten Teil der im Referendum gestellten Frage, die folgendermassen lautete:

« Sind die damit einverstanden, dass das Gesetz in Kraft trete, welches die Auflösung der kommunistischen Partei sowie der Verbände anordnet, die durch Gewalt oder Drohungen die Verfassung oder die Gesetze des Landes ändern will? »

Während feststeht, dass eine überwältigende Mehrheit des Volkes mit dem Absatz I des 1. Artikels durchaus einverstanden gewesen wäre, war der Absatz II der Stein des Anstosses. Die Gegner des Ordnungsgesetzes hatten denn auch hier eingesetzt und unter Entstellung der wahren gesetzgeberischen Absicht die tollsten Möglichkeiten vorgezeichnet, die diese Bestimmung einer nach Diktatur strebenden Regierung bei der Unterdrückung jeglicher Opposition in die Hand gegeben hätte. Dabei hatte sich die ganze Wucht des Kampfes besonders gegen die Person des Staatsministers Bech gerichtet, dem Diktaturgelüste, Beamtenfeindlichkeit und völliges Unverständnis für die Volksbelange vorgeworfen wurden.

Der zweite Absatz des I. Artikels stellte eine Konzession dar, die die Regierung den Liberalen machen zu müssen glaubte, ohne vorauszusehen, dass gerade diese Bestimmung das ganze Gesetz zu Fall bringen würde.

Die Regierung ist sich darüber vollkommen im klaren und sieht ein, dass sie einen psychologischen Fehler begangen hat.

Wie ich von Staatsminister Bech und anderen politischen Führern höre, ist sich die Regierung noch nicht im klaren darüber, wie sie nach der Niederlage im Volksentscheid und der immerhin eingetretenen Schwächung der Regierungskoalition den bisherigen Zustand weiterhin bestehen lassen kann. Staatsminister Bech, der persönlich schwer enttäuscht und amtsmüde ist, will der Grossherzogin den Vorschlag machen in eine Besprechung der politischen Lage mit den führenden Politikern einzutreten, um gegebenenfalls einen Versuch zu machen, die Regierung auf eine breitere Basis zu stellen, d.h. die Sozialisten in die Regierung reinzunehmen. Voraussichtlich würden die Forderungen der Sozialisten so weitgehend sein, dass die Regierungskoalition sie für unannehmbar halten und daher ablehnen müsste. Die Grossherzogin würde dann in der Lage sein, nach dieser Geste die Regierung in ihrer bisherigen Form auch erneut zu bestätigen.

Es steht jedenfalls fest, dass die Liberalen unter keinen Umständen den Staatsminister Bech fallen lassen wollen. Die haben 11 Jahre lang in loyaler Weise mit ihm gearbeitet und würden es als Treulosigkeit empfinden, wenn sie ihn, der in der Wahlkampagne äusserst gehässig und ungerrecht angegriffen worden ist, jetzt desavouieren wollten. Sie werden auch

alles aufbieten, um dem Staatsminister über seine momentane Depression hinwegzuhelfen und ihm klar zu machen, dass es für ihn gerade mit Rücksicht auf die unerhörten Angriffe gegen seine Person eine Pflicht sei, seine Person nicht zum Opfer zu bringen und seine wertvollen Dienste dem Lande weiter zu erhalten.

Es bleibt abzuwarten, ob es gelingen wird, den Staatsminister zu halten oder ob der Ansturm seiner Gegner so vehement sein wird, dass er weichen muss.

(Luxemburg, den 9. Juni 1937).

*

Ich komme eben von einer eingehenden Besprechung mit Staatsminister Bech zurück. Er führte etwa folgendes aus:

Angesichts der hauptsächlich bei dem Referendum zu Tage getretenen politischen Erregung im Volke und angesichts der Tatsache, dass in der Verwerfung des Referendums nicht etwa ein Sympathisieren mit kommunistischen Anschauungen dokumentiert worden sei, wohl aber eine Unzufriedenheit mit der derzeitigen Regierung, die sich in ganz besonderer Schärfe gegen seine eigene Person gerichtet habe, hätte es die Regierung für richtig gehalten, als ersten Schritt der Grossherzogin ihre Demission anzubieten.

Die Grossherzogin habe zunächst die Demission nicht angenommen, sich jedoch vorbehalten, auf die entgeltliche Entscheidung dieser Frage nach einiger Zeit zurückzukommen.

Er selbst sei in diesem Augenblick nicht in der Lage, mit irgendwelcher Bestimmtheit voraussehen zu können, wie sich weiterhin die politische Lage entwickeln würde. Eins stehe unwiderruflich fest: er würde die Neubildung einer Regierung nicht wieder annehmen aus der Empfindung heraus, dass er in dem jetzigen Augenblick nicht mehr der richtige Mann wäre, um die politische Erregtheit wieder zu beruhigen und die Zeit zurückzuführen, die bis vor Jahresfrist etwa die luxemburger innerpolitischen Verhältnisse als vorbildlich, ruhig und ausgeglichen hätten erscheinen lassen.

Die Grossherzogin würde jetzt die nächste Zeit benützen, um sich die nötigen Informationen zu holen, und dann eine Entscheidung treffen. Natürlich könnte die Grossherzogin bei der immerhin klar bestehenden Majorität der Regierungsparteien die bestehende Regierung einfach auch weiterhin bestätigen. Er für seine Person würde dann aber nicht mehr mitmachen, da er – wie schon einmal gesagt – sich zur Zeit nicht mehr für den richtigen Mann hielte. Er habe das Gefühl, dass sogar in seiner eigenen

Partei der sozialistisch denkende Teil nicht mehr hinter ihm stehe, ja dass vielleicht die Liberalen in dieser Situation bessere Freunde seien als ein Teil seiner eigenen Fraktion. Er wolle sich die erfolgreichen und ruhigen Zeiten seiner Regierung – während der er doch schliesslich das Land durch schwere Krisen gebracht habe ohne eine einzige Steuererhöhung – nicht vollkommen entstellen lassen durch die Ausserungen eines demagogisch verhetzten Teiles der Bevölkerung und sich daher im richtigen Augenblick zurückziehen.

Er glaube nicht, dass die Liberalen in ihrer Loyalität ihm gegenüber wankend werden würden, doch sei in der Politik alles schon dagewesen, und die Möglichkeit der Bildung einer sogenannten Volksfront dürfe daher nicht ganz ausser Betracht bleiben.

Er würde das für die für das Land gefährlichste Lösung halten und für diesen Fall – besonders mit Rücksicht auf die Grossherzogin – seine Person weiterhin voll und ganz zur Verfügung stellen.

Sollte aber die Regierung in der bisherigen Form weiter bestätigt werden, so hielte er es für richtig, wenn Dupong Regierungschef würde, der in weit grösserem Masse das Zutrauen der gesamten klerikalen Partei besässe wie er und auch – rein innerpolitisch gesehen – der Opposition nicht so auf die Nerven ginge wie er selbst. Eine etwaige Erweiterung der bestehenden Regierungsmöglichkeit durch Eintritt der Sozialisten in die Regierung halte er für nicht wahrscheinlich, da einerseits ein Zusammengehen der Sozialisten mit den Liberalen ihm nicht recht möglich erscheine, überdies die gestellten Forderungen so hoch geschraubt sein würden, dass sie abgelehnt werden müssten.

Bech führte noch weiter aus, dass es für jemanden, der nicht über besonders grosse Vermögenswerte verfüge, an sich eine ruinöse Angelegenheit sei, in Luxemburg Regierungschef zu spielen. Seine wirtschaftliche Lage habe sich während der elf Jahre seiner Chefzeit ausserordentlich verschlechtert, und er würde nur unter den oben angedeuteten ausserordentlichen Umständen weiterhin bereit sein, auch in dieser Beziehung persönliche Opfer zu bringen.

Die öffentliche Meinung ist mit der angebotenen Demission der Regierung einverstanden; die Mehrheitspresse sieht darin einen Akt « der peinlichsten Gewissenhaftigkeit », die Opposition eine ganz selbstverständliche Folgerung aus der Lage.

Es wird nunmehr einer gewissen Zeit bedürfen, um über den weiteren Verlauf der innerpolitischen Krise klar sehen zu können. Ich werde bemüht bleiben, über die einzelnen Stadien der Entwicklung zu berichten.

(Luxemburg, den 11. Juni 1937).

*

Im jetzigen Moment ist noch nicht zu übersehen, wie sich die Regierungskrise endgültig lösen wird.

In den letzten Tagen hat die Grossherzogin die wichtigsten politischen Persönlichkeiten und die Führer der Parteien empfangen, um sich über die Lage zu unterrichten. Den Empfangenen wurde abschliessend ein Fragebogen ausgehändigt, der ihre verschiedenen Ansichten über die politische Lage und ihre Wünsche festlegen soll. Es wird nun eine gewisse Zeit vergehen, bis die ausgefüllten Fragebogen wieder in den Händen der Grossherzogin sind.

Vor Ende nächster Woche ist eine Entscheidung über die Bildung einer neuen Regierung daher nicht zu erwarten. Die Grossherzogin wird bestimmt keinerlei Initiative ergreifen, sie wird vielmehr den Weg des geringsten Widerstandes gehen und nach streng parlamentarischen Gesichtspunkten ihre Entscheidung treffen.

Die ganze Entwicklung drängt offensichtlich nach einer Beteiligung der Sozialisten an einer neuen Regierung. Referendum und Teilwahlen haben die Sozialisten teils moralisch, teils positiv gestärkt, sie verfügen in der neuen Kammer über 18 Sitze und können, rein parlamentarisch gesehen, mit gutem Recht Forderungen stellen.

Es wird sich darum handeln, wie die Forderungen der Sozialisten aussehen werden. Sie hüllen sich darüber in strengstes Schweigen. Doch nimmt man in politisch gut unterrichteten Kreisen an, dass sie keine überspannten Forderungen stellen werden, sodass voraussichtlich der Eintritt in die neue Regierung zustande kommen dürfte.

In diesem Falle ist mit einer Vermehrung der Minister zu rechnen. Da die klerikale Rechtspartei unter allen Umständen den stärksten Teil der Regierung stellen will, werden sie voraussichtlich 3 Vertreter beanspruchen, die Sozialisten 2 und die Liberalen 1, sodass die neue Regierung von 6 Ministern getragen werden würde.

Als Regierungschef hat Dupong, der jetzige Finanzminister, die grössten Aussichten, da Staatsminister Bech als Regierungschef nicht zu halten ist. Es wird sich fragen, ob man seine besonders auf aussenpolitischem Gebiet liegenden Fähigkeiten nicht weiter brauchen wird, zumal niemand da ist, der ihn in dieser Beziehung auch nur annähernd ersetzen könnte. Diese heikle Frage wird aber lediglich durch Bech selbst entschieden werden können, der sich vorläufig noch nicht mit dem Gedanken befreunden kann, in der nächsten Zukunft in die zweite Garnitur abzusinken.

Sobald die Lage weiter geklärt erscheint, werde ich wieder berichten.

(Luxemburg, den 25. Juni 1937.)

*

Staatsminister Bech hat mir heute folgendes mitgeteilt:

Die Grossherzogin hat in der vorigen Woche sämtliche Parteiführer in Audienz empfangen. Die bei dieser Gelegenheit überreichten kurzen Fragebogen sind inzwischen in die Hände der Grossherzogin ausgefüllt zurückgekommen.

Auf Grund der Audienzen und Antworten hat die Grossherzogin den Entschluss gefasst, die bisherige Regierung im Amte zu belassen, jedoch mit der Massgabe, dass Staatsminister Bech den Auftrag erhält, zu untersuchen, ob und inwieweit eine Erweiterung der heutigen Regierung vorgenommen werden kann.

Staatsminister Bech wird unverzüglich mit dieser Prüfung beginnen, erklärte mir aber, dass er sich noch nicht klar darüber sei, ob er als Regierungschef bleiben würde.

Wie ich schon in Vorberichten verschiedentlich ausgeführt habe, fühlt Staatsminister Bech sich nicht mehr sicher genug, empfindet den politischen Kampf hauptsächlich gegen sich selbst gerichtet und wird in seiner Haltung dadurch beeinflusst, dass ein grosser Teil seiner eigenen Partei nicht hinter ihm steht.

(Luxemburg, den 5. Juli 1937).

*

Ich verabschiedete mich heute bei Staatsminister Bech vor Antritt meines Urlaubs¹⁾, wobei er mir über die Entwicklung der innerpolitischen Lage folgende Ausführungen machte:

Es sei im Augenblick noch keineswegs abzusehen, wie und wann die innerpolitische Krise ihre Lösung finden würde. Er habe inzwischen im Sinne des Auftrags der Grossherzogin mit den verschiedenen Parteien verhandelt. Während die beiden Mehrheitsparteien mit einem Eintritt der Sozialisten in die Regierung einverstanden seien, herrsche bei den Sozialisten selbst ein ziemliches Durcheinander. Der radikalste Teil erstrebe eine Regierung nach dem Vorbild der Volksfrontregierung in Frankreich und lehne eine Beteiligung an der jetzigen Regierung kategorisch ab. Der andere Teil, und zwar hauptsächlich die gesamten Gewerkschaften wären für einen Eintritt in die Regierung zu haben, seien sich aber in dieser Frage noch nicht schlüssig. Er glaube, dass sich die ganze Frage noch bis zum

1) Bech aussi passait son congé en Allemagne.

Oktober und damit bis zum Zusammentritt der Kammer in der neuen Zusammensetzung hinziehen könne. Er selbst halte sich nach wie vor nicht für die geeignete Persönlichkeit, um gegebenenfalls als Regierungschef mit den Sozialisten zusammenarbeiten zu können.

Ueber die weitere Entwicklung wird in meiner Abwesenheit Dr. Wollenweber¹⁾ berichten.

(Luxemburg, den 23. Juli 1937).

*

Wie anderweitig berichtet, hat die Grossherzogin am 18.d.M. die Demission der Regierung angenommen und Staatsminister Bech beauftragt, das neue Ministerium zu bilden.

Am Tage vorher hatten, wie ich unter dem 15.d.M. – A III 2 b – berichtet habe, die Delegationsführer der Rechtspartei, der Sozialisten und der radikal-liberalen Partei als Ergebnis der Verhandlungen der letzten Wochen ein Protokoll unterschrieben, in dem es heisst:

« In dem Bewusstsein, dass heute praktische Realisierungen vor allem notwendig sind und in Erwägung, dass die inner- und ausserpolitische Lage die Erweiterungen der parlamentarischen Koalition nahegelegt, kam es zu einer Uebereinstimmung, nicht in Weltanschauungsfragen, über die selbstverständlich jede Partei ihre eigene Auffassung behält, wohl aber in den wesentlich sozialen, wirtschaftlichen und politischen Fragen.

Da es gilt, mehr das Einigende zu betonen, als das Trennende, entschlossen die drei Parteien sich, der Regierung zu antworten, auf Grund des von ihnen gemeinsam aufgestellten Programmes sei eine parlamentarische Zusammenarbeit möglich.»

Es hat lange gedauert, bis die 3 Parteien sich zu diesem Protokoll durcharbeiten konnten. Für uns besonders interessant ist der Umstand, dass die Sozialisten, die ihre Richtlinien stets aus Frankreich erhalten, in der ersten Zeit nach dem Ergebnis des Referendums vom 6. Juni d.J. wohl den Gedanken einer Volksfront ventilierten. Der hiesige Gewerkschaftsführer Krier steht mit dem französischen Gewerkschaftsführer Jouhaux in ständiger Verbindung. Wie ich aus zuverlässiger Quelle höre, hat Jouhaux vor einiger Zeit seinen hiesigen Freunden nahegelegt, unter allen Umständen von einem Volksfront-Experiment in Luxemburg Abstand zu nehmen. « Frankreich habe damit die schlechtesten Erfahrungen gemacht; die

1) Wollenweber était secrétaire de la légation d'Allemagne au Grand-Duché.

Finanzen seien in Unordnung gekommen; die öffentliche Ordnung habe gelitten; die Erzeugung sei zurückgegangen; das Leben sei verteuert worden; kurz, es sei eine Katastrophe gewesen.»

Von diesem Augenblick an stammt auch wohl die ruhigere und verständigere Einstellung der hiesigen Sozialisten, die im übrigen allein von sich aus dem Gedanken der Volksfront fernstanden, in ihrer internationalen Bindung aber von dem grossen französischen Bruder mehr oder weniger abhängig waren und bleiben.

Es ist danach zu erwarten, dass die Sozialisten in der neuen Regierung bereit sein werden, unter Verzicht auf das Durchsetzen ideologischer Ziele, positive Arbeit zu leisten.

Dass Staatsminister Bech wieder mit der neuen Bildung der Regierung betraut werden konnte, dürfte wohl auch hauptsächlich auf die jüngste Einstellung der Sozialisten zurückzuführen sein. Auch in ihren Reihen ist es ihnen klar geworden, dass sie besonders aussenpolitisch die Persönlichkeit des Staatsministers nicht entbehren können. Auch hat Staatsminister Bech scheinbar in den Besprechungen mit den Führern der Sozialisten viel Geschick bewiesen.

Ueber die Besetzung der Ministerposten kann zurzeit Definitives noch nicht gesagt werden. Voraussichtlich werden die Sozialisten 2 Sessel verlangen, die Rechtspartei 2 und die Radikalen 1. Neben Staatsminister Bech werden Dupong und Braunshausen wahrscheinlich bleiben. Justizminister Schmit wird weichen müssen. Die Sozialisten scheinen über ihre Kandidaten noch nicht einig.

In den nächsten Tagen wird voraussichtlich das gemeinsame Programm der 3 Regierungsparteien veröffentlicht werden, wonach die öffentliche Meinung bereits lebhaft zu rufen beginnt.

(Luxemburg, den 20. Oktober 1933).

*

Die Arbeiterpartei hat nach eingehenden Beratungen am 20. Oktober folgenden Beschluss gefasst:

« Die Konferenz der Arbeiterpartei lehnt ab, sich an einem Ministerium unter dem Präsidium des führenden Staatsministers Bech zu beteiligen.»

Angesichts dieser Haltung der Arbeiterpartei hat Staatsminister Bech am 22. d.M. das ihm aufgetragene Mandat der Regierungsbildung in die Hände I.K.H. der Grossherzogin zurückgegeben.

Diese Haltung der Arbeiterpartei überraschte allgemein insofern, als sie sich sowohl bei den gemeinsamen Verhandlungen mit den anderen Parteien als auch in Veröffentlichungen im « Escher Tageblatt » prinzipiell für eine duldsame und verständnisbereite Mitarbeit entschieden hatte, ohne die Personenfrage zu berühren. (Siehe hierzu Darlegungen zur politischen Lage im « Luxemburger Wort » von 22. Oktober d.J. Nr. 295).

Staatsminister Bech erklärte mir gestern nachmittag, dass er glatt in eine Falle der Sozialisten gegangen sei. Die hinterlistige Art dieses Vorgehens habe ihn sehr betroffen, noch mehr aber die Tatsache, dass auch der linke Flügel seiner eigenen Partei hinter der Stellungnahme der Sozialisten stehe. Mit der Tatsache seines Rücktrittes fände er sich leicht ab, doch bedaure er aufrichtig, dass die Grossherzogin, mit der er elf Jahre hindurch in einer ausgesprochen vertrauensvollen Art zusammengearbeitet habe, die Trennung von ihm sehr schmerzlich empfände.

Es bleibt abzuwarten, was nun geschieht. Voraussichtlich wird die Grossherzogin Minister Dupong mit der neuen Bildung der Regierung beauftragen, der wie ich höre, auch von den Sozialisten akzeptiert werden würde.

Ich bedaure diese Entwicklung, besonders im Hinblick auf die internationale Lage Luxemburgs lebhaft; denn es ist niemand da, der annähernd für diese Arbeit die Qualitäten des Staatsministers Bech besässe. Ich bin überzeugt, dass sich in der nahen Zukunft die Lücke, die durch das Ausscheiden Bechs in der kontinuierlichen Behandlung der das luxemburgische Statut betreffenden Fragen entsteht, sehr empfindlich bemerkbar machen wird.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit nicht unerwähnt lassen, dass die Zusammenarbeit mit Staatsminister Bech stets reibungslos und angenehm war. Bech lässt sich nur durch Erwägungen klarer Vernunft leiten und war wie keiner hier sonst befähigt, die schwierige internationale Situation Luxemburgs zu verstehen und danach eine klare Linie zu gehen. Er hat immer wieder betont, dass Luxemburg nur dann existenzfähig ist, wenn es sich von einseitigen Bindungen irgendwelcher Art an einen seiner grossen Nachbarn fernhält und traditionsmässig eine unbedingte Neutralität zum Grundprinzip seiner Politik macht.

Ich darf anregen, in der deutschen Presse in geeignet erscheinender Form die Persönlichkeit des Staatsministers Bech in obenerwähntem Sinne zu würdigen unter einem gleichzeitigen Hinweis darauf, dass Bech die zwischen Luxemburg und Deutschland schwebenden Fragen stets in loyaler und verständnisvoller Form behandelt hat.

(Luxemburg, den 23. Oktober 1937)

*

Herr von Radowitz legte mir heute nahe, für den ausscheidenden Staatsminister Bech in der deutschen Presse einige freundliche Worte zu finden.

Gegenüber der Anregung von Herrn von Radowitz, Herrn Bech auch eine deutsche Dekoration zukommen zu lassen, äusserte ich einige Zweifel und sagte Herrn von Radowitz, dass ich die Anregung dem Protokoll weitergeben würde. (Berlin, den 30. Oktober 1937. – Vermerk von Weissäcker, Staatssekretär im Auswärtigen Amt).

*

Le témoignage de von Radowitz révèle les relations particulièrement étroites que le président du gouvernement luxembourgeois entretenait avec le représentant d'une puissance étrangère (qui préparait l'agression militaire contre le Grand-Duché). Il est corroboré par le ministre de France accrédité à Luxembourg. En avril 1939, Henri Cambon brossa, à l'usage de Georges Bonnet, chef de la diplomatie française, un tableau des conditions politiques de notre pays. Le rapport mit en évidence le rôle joué par l'Arbed: « Votre Excellence connaît la situation de ce groupement industriel et l'influence qu'il exerce non seulement au Luxembourg, qu'il domine complètement, mais même en Belgique ». Cette phrase caractérise le ton du document.

Ensuite Cambon parla longuement de Bech, dont l'attitude, à l'égard de l'Allemagne, lui parut « flottante », contrairement à celle adoptée par Dupong et les autres membres du gouvernement luxembourgeois. Voici comment le ministre de France s'exprima :

« M. Bech – depuis quatre ans que je le fréquente, mon impression à cet égard se confirme – n'a pas, comme le prince Félix, la foi dans la puissance du bloc franco-anglais-américain. Il m'a dit à moi-même il y a quelques jours qu'il la considèrerait comme inférieure à celle du bloc germano-italo-japonais. Et en prévision de toutes les éventualités, il n'est pas exclu qu'il ne pense à être l'homme que les Allemands trouveraient devant eux pour représenter le Grand-Duché et avec lequel ils pourraient – certaines circonstances s'étant produites – engager des pourparlers.

D'autre part, Bech a des attaches intimes avec l'Arbed, le groupement industriel qui domine toutes les affaires dans le Grand-Duché et qui représente des intérêts financiers belges considérables. Or, ce groupe industriel se fait de plus en plus l'instrument de la politique belge. Ainsi, le ministre a un pied assuré dans son pays, quelle que soit l'influence ou même l'emprise étrangère à laquelle l'avenir le réserve. . . »

Ce passage est extrait des documents diplomatiques français, 2ème série, tome XV (16 mars – 30 avril 1939).¹⁾

Pour en revenir à la crise gouvernementale, il y a lieu de remarquer que la « Ligue pour la Défense de la Démocratie » continua sa campagne après le 6 juin 1937. Devant le refus de Bech d'accepter le verdict de la consultation populaire, une première réunion eut lieu le 22 juillet à Luxembourg, où Otto Decker, René Blum, Roger Wolter et Dominique Urbany prirent la parole. Les gendarmes G.E. et H.A. rapportent ce qui suit:

« Decker führte unter starkem Applaus etwa folgendes aus:

Staatsminister Bech hebt heute hervor, er hätte keinen Grund abzudanken, denn er besäße noch immer eine Majorität. Dies ist jedoch nicht der Fall, denn, falls nach dem Willen des Volkes gehandelt wird und die Kammer aufgelöst wird, wird die Regierung in die Minorität kommen. Die Grossherzogin selbst ist überzeugt, dass der Staatsminister abdanken muss. Er verschanzt sich hinter die Grossherzogin, eine Person, die makellos dasteht.

Als zweiter Redner tritt Urbany Dominik, früherer Lehrer auf. Er äusserte: Am 6. Juni hat das Volk sich in klarer Weise gegen die jetzige Regierung ausgesprochen. Trotzdem die Regierung diesen Fusstritt erhalten hat, sitzt sich noch heute, 6 Wochen nach dem Referendum, auf ihrem Posten.

Dritter Redner war Blum René. Er erklärte: Das Referendum war eine Gewissensfrage. Es ging um Freiheit oder Knechtschaft. Wir hatten keine Mittel, um diesen Kampf zu führen. Uns standen nicht Geldschrank, Predigt- und Beichtstuhl zur Verfügung.

Heute sitzt Bech neben seinem Stuhl. Das ist der Fluch der bösen Tat. Die ganze Regierung war für das Maulkorbgesetz, mithin sind alle mitverantwortlich. Wir fordern deshalb die Abdankung von allen.

Wolter ging anschliessend die Reden der verschiedenen Sprecher durch. Dabei hob er hervor, dass bis heute sämtliche Parteien sich über den Fragebogen der Grossherzogin geäussert hätten, mit Ausnahme der Rechtspartei.»

Le lendemain, une nouvelle réunion eut lieu à Esch, à l'Hôtel de la Poste, devant plus de 300 personnes. Le brigadier de police S. nota la présence du député socialiste Léon Weirich et de Zénon Bernard.²⁾ Prirent la parole, au sujet de la crise gouvernementale, le député Decker, Dominique Urbany et René Blum. Voici le résumé du rapport policier:

1) Sous le titre « Les Belges voulaient-ils construire une ligne de fortification au Grand-Duché en 1939? » (sous-titre: « Documents secrets français sur l'attitude du ministre Bech avant 1940 »), Paul Cerf a publié, dans le « Tageblatt » du 1^{er} décembre 1981, de larges extraits des documents en question.

2) Léon Weirich et Zénon Bernard furent arrêtés par le Gestapo et périrent en Allemagne.

« Sämtliche Redner griffen die Regierung und im besonderen Herrn Staatsminister Bech äusserst heftig an. Die Redner, besonders René Blum, ernteten zeitweise frenetischen Beifall. Sie forderten schleunigste Ersetzung der jetzigen Regierung durch eine Volksfrontregierung, um zu verhindern, dass die Faschisten auch hier Greuelthaten verüben, wie in Spanien. »

Dans une étude consacrée à la consultation populaire de 1937, publiée par le journal communiste « Zeitung » du 6 juin 1967, s'est glissée une erreur. Elle fixa la naissance de la « Ligue », constituée début 1937, au 22 juillet suivant, date de la réunion de Luxembourg précitée. De son côté, le député Arthur Useldinger se trompa en déclarant, lors d'une cérémonie commémorative qui eut lieu à Esch-sur-Alzette, le 6 juin 1977, que « la Libre Pensée s'était transformée en Ligue pour la Défense de la Démocratie. »

Après le référendum, la « Ligue » était devenue, pendant quelques semaines, une tribune qui servait à régler des comptes avec d'autres. Pour cette raison, je m'en écartai. Je n'ai d'ailleurs jamais pris la parole au cours des meetings de la « Ligue ». N'appartenant à aucun parti, je n'étais pas sous les ordres de qui que ce soit.

A la recherche de la vérité historique

Quarante-cinq ans après l'événement, on voudrait savoir exactement quel fut l'enjeu de la loi muselière qui préoccupa l'opinion publique pendant deux ans. Personne ne se contentera aujourd'hui des arguments avancés, au cours de la campagne électorale de 1937, par les partis politiques. Soucieux surtout d'assurer le succès des candidats présentés, la propagande partisane ne reflétait pas toujours l'image de la vérité. Tout cela n'est pas bien grave, puisque la lutte électorale ne s'embarrasse guère des principes qui déterminent la rigueur des conceptions morales. D'ailleurs l'électeur avisé n'en est pas dupe. Mais il se rebiffe quand, sous prétexte d'évoquer la vérité historique, les politiciens lui servent des boniments. Il en fut ainsi lors de cérémonies commémoratives qui eurent lieu en juin 1967.

A l'occasion du trentième anniversaire du référendum, l'Assoss,¹⁾ la Fédération générale des instituteurs et la Ligue des droits de l'homme

1) En 1937, la défaillance de l'Assoss fut notoire, ce qui ne l'a pas empêchée, 30 ans après, de se couvrir de lauriers.

avaient réuni une table ronde. D'après Dominique Urbany, « la propagande massive organisée par les communistes et leurs adhérents a eu pour conséquence le rejet de la loi muselière ». Cette affirmation ne correspond pas à la réalité. Elle est démentie par le fait que le parti communiste n'était pas en possession ni des effectifs, ni des moyens, qui lui auraient permis de jouer ce rôle. Il est vrai que les quelques dizaines de militants dont il disposait furent d'un dévouement à toute épreuve.

Ce n'est que par la campagne faite contre lui que le parti communiste est sorti du néant. L'honnête homme fut scandalisé par le procédé dont la coalition clérico-libérale s'était débarrassée du député Zénon Bernard. L'homme de coeur apporta sa sympathie aux instituteurs révoqués Kill et Urbany, victimes de Bech. De plus, les accusations exagérées lancées par l'auteur de la loi muselière ne furent pas prises au sérieux par de très nombreux électeurs. Beaucoup de gens prirent systématiquement partie pour ceux qui étaient attaqués par les journaux gouvernementaux. Ils finirent par se méfier des hommes dont ceux-ci chantaient les louanges.

Au lieu d'extirper le parti communiste, comme le prévoyait la loi muselière, l'effet contraire fut obtenu. Bien malgré lui, Bech en fit un facteur non négligeable de la vie politique du Grand-Duché.

Parallèlement à la réunion de Luxembourg, où le parti ouvrier n'était pas officiellement représenté, une cérémonie commémorative se déroula à la « Maison du Peuple » d'Esch-sur-Alzette. Elle eut pour but d'accréditer la thèse que le mérite d'avoir torpillé la loi muselière revenait à l'action commune des syndicats socialistes et du parti ouvrier. Dans son mémoire de maîtrise « Les luttes politiques au Luxembourg entre 1933 et 1937 et la campagne autour de la loi d'ordre », présenté récemment à l'université de Strasbourg, Marc Lentz conteste cette légende:

«1) Le parti ouvrier n'était pas prêt à se battre pour la survie du parti communiste.

2) Au parti ouvrier, on se faisait des illusions sur la portée réelle de la loi et les véritables intentions du gouvernement, c'est-à-dire de se forger un instrument pour éliminer, en cas de besoin, toute opposition incommode.»

Que le parti ouvrier tendit à sous-estimer le danger est indiqué également par la façon dont il critiquait la campagne de la « Ligue pour la Défense de la Démocratie ». Le 20 mars 1937, le « Tageblatt » alla jusqu'à prétendre que le gouvernement aurait probablement laissé tomber la loi d'ordre, s'il n'y avait pas eu de « campagne d'agitation communiste ».¹⁾ Cette affirmation suscitait les protestations énergiques de la « Ligue » et un article de la revue « Neue Zeit » reprochait à l'organe socialiste son attitude illusoire:

1) «Aber die Regierung will den Anschein nicht erwecken, dass sie vor der kommunistischen Agitation (und ihrer Mitläufer) zurückgewichen sei.»

« Wenn das « Escher Tageblatt » . . . zu behaupten wagte, die Versammlungskampagne, die von den Kreisen um die « Neue Zeit » ausging, um dann viel allgemeiner Wellen zu schlagen, sei eigentlich schuld daran, dass das Maulkorbgesetz wieder aufgegriffen wurde, so zeugt das von einer erschreckenden Verblendung.» (Neue Zeit – 1.4.1937.)

Quelle fut l'origine de la loi muselière? Ses adversaires invoquèrent parfois l'argument que l'Arbed l'aurait inspiré, ceci dans l'espoir que les syndicats seraient liquidés. Il se peut qu'il y ait eu, à l'Arbed, des écervelés qui caressaient le rêve d'un paternalisme suranné. Toutefois, il y a des raisons de penser que les dirigeants sérieux, à l'exception peut-être du « casseur d'assiettes » Barbanson,¹⁾ étaient animés du souci de préserver la paix sociale de l'entreprise. L'institution d'un Conseil National du Travail pour la conciliation des conflits collectifs, par l'arrêté grand-ducal du 23 janvier 1936, qui comprenait les représentants des ouvriers, du patronat et du gouvernement, servait davantage les intérêts de l'Arbed que l'application de la loi Bech. Celle-ci n'aurait pas manqué de détériorer le climat de l'entreprise et de créer des frictions dangereuses entre la direction et les travailleurs.

Une autre supposition fut celle de l'origine hitlérienne du projet. Elle fit de l'effet à cause du manque d'énergie des autorités à l'égard des Allemands qui complotaient contre la sécurité extérieure du Grand-Duché.

La génération spontanée n'étant pas une source de textes législatifs, qui nous dira comment la loi muselière a vu le jour? Bech aurait-il été seul à la base du projet, sans avoir été poussé ni par l'Arbed, ni par Hitler? Jusqu'à preuve du contraire, c'est une thèse qui peut se défendre. Avec la mise en vigueur de sa loi, le président du gouvernement aurait eu la possibilité, pour se maintenir au pouvoir, d'utiliser des méthodes autoritaires.

Sous les dehors d'une bonhomie apparente, Bech cachait un esprit de domination certain. L'exercice du pouvoir, pendant seize ans, avait considérablement aggravé ce défaut, ce qui lui valut de sérieux ennuis. Sans être le génie que ses thuriféraires glorifient sans vergogne, il était suffisamment intelligent pour se rendre compte de son impopularité. Elle risquait, à la longue, de l'éliminer de la direction des affaires de l'Etat. Comme il n'était pas homme à reculer devant des obstacles quand son intérêt était en jeu, il aurait pu imaginer, sans l'aide de qui que ce soit, une formule destinée à le maintenir au pouvoir.

En dehors du côté politique de l'affaire, le facteur humain doit également être pris en considération. Il était de notoriété publique que Bech

1) Le Belge Gaston Barbanson, président du conseil d'administration de l'Arbed, ne cachait pas son admiration pour Hitler et Mussolini.

avait des soucis financiers. En cas de perte d'emploi, sa fortune personnelle ne lui aurait pas permis de continuer le train de vie plus que confortable auquel le poste de président du gouvernement l'avait habitué depuis de nombreuses années. Homme prévoyant, l'auteur de la loi muselière n'aura pas manqué d'analyser tous les aspects d'un problème qui engageait son avenir.

D'aucuns prétendent que le fascisme évoque « la vulgarité, le fanatisme et le racisme des dirigeants nazis », caractéristiques apparemment étrangères au « monde raffiné, cosmopolite et sceptique d'un Joseph Bech ». Il y a des régimes fascistes qui se servent de méthodes différentes; sans bandes de cogneurs uniformés, comme celles des hitlériens ou de Mussolini et sans équipes de tueurs, comme celles des dictateurs latino-américains. Dans le cas du Grand-Duché, minuscule communauté étatique de quelques centaines de milliers de personnes, la loi Bech était destinée à démanteler les institutions démocratiques du pays. Il aurait suffi de lâcher la police politique et ses mouchards sur la population, comme von Radowitz le nota avec satisfaction dans un de ses rapports:

« Das Gesetz sieht die Auflösung der kommunistischen Partei vor und ermöglicht durch seine weiteren Bestimmungen der Exekutive verdächtige Kreise oder Personen unter ständigem Druck zu halten, Haussuchungen vorzunehmen u.s.w.»

Reste un dernier point à élucider. Pourquoi le référendum fut-il proposé, après l'adoption de la loi par 34 voix contre 19, c'est-à-dire à une forte majorité? Dans « Sozialismus in Luxemburg », page 425, Ben Fayot écrit:

« Weshalb Bech dieses Referendum zugestand, ist nicht klar.¹⁾

- 1) *Fürchtete er soziale Unruhen?*
- 2) *Hat er innerlich erkannt, dass er sich auf einem gefährlichen Weg befand?*
- 3) *War er seiner Sache so sicher, dass er ein massives Ja für das Gesetz und zugleich ein Vertrauensvotum für sich selbst erwartete?*

Keine dieser Hypothesen ist von der Hand zu weisen.»

Lors de leurs réunions électorales, des candidats du parti ouvrier affirmèrent que les syndicats socialistes avaient obligé Bech à soumettre sa loi au référendum. Au cours de la séance du 21 avril 1937, Pierre Krier déclara, à la tribune de la chambre des députés, qu'une délégation syndicale fut reçue le 16 avril par le président du gouvernement:

1) Dans son livre « Im Banne der Grenzlandgeschichte » l'abbé Edouard Molitor pose une question similaire: « Wie Staatsminister Bech auf diese für viele auf Repression hinweisende Initiative kam, ist noch nicht ganz geklärt » (page 147)

« Es ist nicht wahr, dass wir durch Streikdrohung das Volksreferendum erzwungen haben. Die Aussprache mit Herrn Bech wurde durch keinen Mission gestört. Im Gegenteil. Herr Bech war gerne bereit, uns zu sagen, dass die Idee des Referendums sehr sympathisch sei und er sich dafür einsetzen würde. Man möge sich jedoch bis zum nächsten Tage, also bis Samstag gedulden, bevor man damit an die Öffentlichkeit gehe.»

Au moment où eut lieu la rencontre Krier-Bech, la section centrale de la chambre des députés avait déjà déposé son rapport, sur le projet, signé le 16 avril 1937.¹⁾ En voici la conclusion:

« Finalement et pour bien démontrer à quel point le projet de loi correspond aux idées de la grande majorité du peuple luxembourgeois, la section centrale n'hésite pas à proposer à la Chambre et au Gouvernement l'organisation d'un référendum consultatif, devant permettre à tous les Luxembourgeois, le projet de loi voté, de se prononcer pour la défense de la Constitution à l'encontre de tous mouvements révolutionnaires et subversifs.»

Le rapport avait débuté comme suit:

« Le projet de loi qui nous occupe n'est que le complément nécessaire et la consécration juridique du vote émis par la chambre des députés lors de l'invalidation du premier élu communiste dans la circonscription du Sud.»

Il résulte de la conclusion de la section centrale que ni les syndicats socialistes, ni le parti ouvrier ne peuvent revendiquer la paternité du référendum.

D'après l'article 34 de la Constitution, le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre, qui adopta la loi muselière le 23 avril 1937. Grâce au référendum du 6 juin, la Grande-Duchesse ne fut pas obligée d'apposer sa signature sous un document attentatoire à la Constitution. Serait-il interdit d'envisager la possibilité qu'elle aussi exprima le désir de soumettre la décision finale à la consultation populaire?

Parmi les opposants du projet, il y eut deux camps qui, à l'occasion, se combattaient ouvertement. D'un côté, Frantz Clément et René Blum, ainsi que leurs amis, étaient persuadés que l'union de tous les adversaires de la loi était requise pour faire échouer le projet et que seule l'action extra-parlementaire pouvait amener l'électorat à voter contre Bech. L'autre camp était celui de Krier et de ses partisans, qui n'avaient pas abandonné l'espoir d'agir avec succès sur le plan parlementaire. Il n'en fut rien. Les députés de la majorité ne tinrent pas compte des amendements présentés.

1) La section centrale se composait des députés cléricaux Emile Reuter, président, Aloyse Hentgen, Fernand Loesch, Albert Philippe et Eugène Reichling. Le parti radical-libéral était représenté par Gaston Diderich et le parti ouvrier par Jean-Pierre Mockel, employé des chemins de fer à Kleinbettingen.

Les démarches de Krier auprès du Conseil d'Etat n'aboutirent pas non plus. De même, une ultime tentative de grouper, sous son égide, les organisations professionnelles tomba également à l'eau. Ce n'est qu'après ces échecs que les syndicats socialistes et le parti ouvrier résolurent, le 18 avril 1937, d'intensifier leurs efforts contre la loi d'exception.

Krier se rendit-il compte que l'attitude adoptée avant le 18 avril risquait d'apporter la victoire à Bech? Se croyait-il assez fort pour gagner seul la bataille avec les seize députés du parti ouvrier? (Ceux-ci ne représentaient même pas le tiers de l'électorat.)

Ou était-ce le succès de la manifestation du 12 janvier 1936 qui avait obnubilé son jugement? Cette démonstration de force, destinée à mettre le gouvernement sous pression, à propos de la législation sur les contrats collectifs, fut l'oeuvre commune de la centrale syndicale socialiste et des syndicats chrétiens, dirigés par le député Jean-Baptiste Rock.¹⁾ Les organisateurs revendiquèrent la participation de 40 000 manifestants, un chiffre d'ailleurs contestable.

Quels furent les facteurs déterminants qui incitèrent 72 300 personnes (contre 70 371) à voter non le 6 juin 1937?

L'analyse du résultat des élections démontre que la clientèle du « Rechtspartei » lui resta fidèle. Par contre, un grand nombre d'électeurs catholiques se prononcèrent contre la loi d'exception, comme le prouve la comparaison des deux votes simultanés du 6 juin. Ils ont contribué à faire pencher la balance au détriment des hommes au pouvoir. Bech était devenu impopulaire parmi les éléments évolués du parti de la droite non seulement à cause de ses tendances autoritaires, mais aussi parce qu'il indisposait les militants par sa suffisance, voire son arrogance.²⁾ Ses allures hautaines lui firent du tort également dans d'autres milieux, comme celui des fonctionnaires. Il ne se contenta pas de leur loyauté, mais exigea soumission et obséquiosité.

D'une façon générale, le climat n'était pas favorable au gouvernement. La crainte du chômage, les appréhensions des classes moyennes et l'inquiétude provoquée par la menace hitlérienne furent les principales causes du mécontentement à l'égard de la coalition gouvernementale, dont le partenaire libéral, on le sait, fit les frais en perdant, dans la circonscription du Centre, la moitié de ses voix.

1) Rock a voté en faveur de la loi muselière.

2) Les éléments rebelles du parti catholique ne se gênaient pas pour chanter en choeur:

« Letzburg de Letzeburger –
Mâcht dem Bech dach endlech Bén!
Letzeburg de Letzeburger –
Stömmt de sechste Juni Nén!»

Grâce aux interventions publiques de Frantz Clément et de René Blum, les intellectuels rallièrent largement le camp des adversaires de Bech. Mieux que d'autres, ils avaient pressenti le danger qui les menaçait. Il en fut de même de ceux que Clément appelait « die Stillen im Lande », c'est-à-dire les centaines d'hommes et de femmes qui s'intéressaient de près à la politique, sans être membres d'un parti et qui s'étaient lancés corps et âmes dans la bagarre.

Les réalisations sociales du gouvernement de Front Populaire, en France, auront aussi incité un certain nombre d'électeurs à voter contre l'auteur de la loi muselière.

Bech aurait probablement remporté la victoire, s'il s'était borné à réclamer l'interdiction du parti communiste, surtout que les procès spectaculaires qui se déroulèrent en 1937 à Moscou avaient jeté la consternation dans l'esprit des hommes de gauche.

Dans son article « Nachtrag zur Maulkorbgeschichte », publié par le « Tageblatt » du 10 juin 1967, Henri Wehenkel compare le résultat du référendum à un acte de résistance avant la lettre: « Résistenz des Volkes gegen seine traditionellen Führer, die es nicht verführen konnten. »

Marcel Engel résuma la situation par les phrases suivantes:

« Heute darf man mit vollem Recht behaupten, dass die so oft berufene Geschichte nach dreissig Jahren die politische Vernunft des Volkes von 1937 gegen die Regierenden eklatant bestätigt. Die luxemburgische Nusschale geriet damals in den wogenden Wellengang der europäischen Politik, in den stürmischen Strudel der kommunistischen Charybdis und der faschistischen Szilla. Unser staatlich bestellter Pilot verlor den Kompass. Da bestimmte in letzter Stunde das Volk die Navigation. Oh glückliche Meuterei! » (Letzburger Land – 2.6.1967.)

A un autre endroit de son article, le professeur Engel s'exprima comme suit:

« Während er (Bech) wie ein blinder Georgsritter den ausgehungerten kommunistischen Wurm zertrat, duckte sich schon in seinem Rücken der braune Gorilla zum Würgegriff. »

En effet, il y a 45 ans, ce n'était pas la lointaine Russie soviétique qui menaçait l'indépendance du Grand-Duché, mais l'Allemagne hitlérienne qui campait sur nos frontières.

Quant au chef de la Gestapo de Trêves, il manifesta son mécontentement dans un rapport daté du 9 juin 1937.

« Nach Beendigung der Wahl hatten sich in den Abendstunden vor den Zeitungen « Luxemburger Wort », « Escher Tageblatt » und « Luxemburger

Volksblatt » zahlreiche linksgerichtete Kreise eingefunden, um dort die Wahlergebnisse zu erfahren. Hier kam es zu grossen Ovationen bei der Bekanntgabe der « Nein »-Stimmen, während bei Bekanntgabe der Stimmenzahl der Rechtsparteien laut « nieder » geschrieen wurde. Diese Stimmungsmache wurde durch das Singen der Internationale sowie anderer kommunistischer¹⁾ Lieder gefördert.

Ein Einschreiten der luxem. Polizei wurde auch hier nicht beobachtet. Hierzu wäre auch die Feststellung wichtig, dass der grösste Teil der Luxemburger Beamten (Polizei, Post, Zoll, Bahn usw.) kommunistisch verseucht sein soll.»

Gendarmes et agents de police, forcés par le gouvernement de surveiller ses adversaires, auraient-ils pris leur revanche en votant contre la loi d'exception?

En guise de conclusion, citons une nouvelle fois le mémoire de maîtrise de Marc Lentz:

« La campagne autour de la loi d'ordre n'était pas, en dernier lieu, une lutte entre deux conceptions différentes de la société, mais aussi l'histoire d'une tentative manquée d'engager le pays dans une voie dont personne n'est capable de mesurer toutes les conséquences qu'elle aurait entraînées.»

1) Kreuzer, l'auteur du rapport de la Gestapo, aurait-il pris le « Feierwôn » et « Letzeburg de Letzeburger » pour des chansons communistes?

Annexes

WORTLAUT DES GESETZES ZUM SCHUTZ DER POLITISCHEN UND SOZIALEN ORDNUNG

Artikel 1. — Die kommunistische Partei ist aufgelöst und die Tätigkeit der Vereinigungen oder Gruppierungen, die direkt oder indirekt der kommunistischen Internationale angegliedert sind, ist auf dem Gebiete des Grossherzogtums untersagt.

Desgleichen werden durch Entscheidung der Regierung aufgelöst alle andern Gruppen oder Vereinigungen, die, gleichviel unter welcher Form oder Bezeichnung, darauf hinzielen, die Verfassung zu verändern oder das freie Funktionieren der verfassungsmässigen Einrichtungen zu behindern, sei es durch Gewalttaten oder Drohungen, sei es durch die Bildung bewaffneter oder paramilitärischer Verbände.

Artikel 2. — Die in Art. 1, Abs. 2 vorgesehene Auflösung wird durch die Regierung im Konseil, nötigenfalls auf eine durch den Justizminister vorgenommene Untersuchung hin ausgesprochen. Demselben bleibt anheim gestellt für bestimmte Untersuchungshandlungen den Beistand der Gerichtsbehörden, die ihm, unter Beobachtung der Bestimmungen der Strafprozessordnung, Rechtshilfe zu gewähren haben werden, zu beanspruchen.

Die Entscheidung wird im « Mémorial » veröffentlicht werden.

Die Auflösungsentscheidung kann vor dem Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, der darüber mit direkter Jurisdiktion entscheidet, angefochten werden.

Die Berufung, die keine aufschiebende Wirkung hat, steht dem die Partei oder die Gruppierung vertretenden Organ, oder, wenn ein solches nicht besteht, jedem Mitglied zu.

Die Berufung muss, unter Strafe des Verlustes des Rechtsmittels, innerhalb von 20 Tagen nach der Veröffentlichung des Auflösungsbeschlusses im « Mémorial » eingelegt werden.

Artikel 3. — Die Auflösung wird die Hinfälligkeit der Mandate der der aufgelösten Partei oder Gruppierung angehörenden Abgeordneten und Gemeinderatsmitglieder nach sich ziehen, ohne dass die ihnen nachfolgenden Listenkandidaten deren Amtszeit beendigen dürfen.

Die Verteilung der auf diese Weise frei gewordenen Sitze an die andern Listen wird gemäss dem Gesetz vom 31. Juli 1924 erfolgen, ohne dass die von den aufgelösten Parteien oder Gruppierungen erhaltenen Stimmen in Betracht gezogen werden. Zu diesem Zwecke werden die Operationen für die Verteilung der Sitze unter Einberechnung sowohl der bestehenbleibenden Mandate als der vakanten Sitze wieder aufgenommen.

In den Gemeinden, in denen die Gemeindewahlen nach dem System der absoluten Majorität erfolgen, wird Artikel 150 des Wahlgesetzes Anwendung finden.

Artikel 4. — Die Artikel 99 und 155 des Gesetzes vom 31. Juli 1924 werden ein jeder durch eine Nr. 3 folgenden Inhalts vervollständigt:

Nr. 3: diejenigen, die in dem Zeitraum zwischen der Wahl und der vorhergehenden Erneuerung, Mitglieder einer aufgelösten Partei oder Gruppierung waren.

Artikel 5. — Mit Gefängnis von 8 Tagen bis zu 5 Jahren und einer Geldstrafe von 51 bis 3000 Franken oder bloss einer dieser Strafen wird bestraft, unbeschadet der Anwendung schwererer Strafen:

1. wer, nach der in Artikel 1 vorgesehenen Auflösung, an der mittelbaren oder unmittelbaren Aufrechterhaltung oder Wiederherstellung der durch denselben Artikel verbotenen Partei teilgenommen oder teilzunehmen versucht haben wird;
2. wer wissentlich einer der Vereinigungen oder einer der Gruppierungen, deren Tätigkeit durch Artikel 1, Abs. 1 untersagt ist, seinen Beistand geliehen haben wird.

Mit denselben Strafen wird bestraft, wer sich im Grossherzogtum oder ausserhalb des Gebietes desselben wissentlich einer unzulässigen, auf eines der in Art. 1, Abs. 2 bezeichneten Ziele gerichteten Tätigkeit hingeeben haben wird. Ist der Schuldige ein Ausländer, der ausserhalb des grossherzoglichen Gebietes gehandelt hat, so kann er im Grossherzogtum gemäss den Bestimmungen der luxemburgischen Gesetze verfolgt und abgeurteilt werden, falls er im Grossherzogtum verhaftet wird oder die Regierung seine Auslieferung erwirkt.

Die Gegenstände, die zur Begehung der in diesem Artikel vorgesehenen Vergehen gedient haben oder dienen sollten, werden beschlagnahmt, insbesondere die Waffen, das Material, das zum Zwecke der Übertretung benutzt wurde oder benutzt werden sollte, sowie die dem gleichen Zwecke dienenden Abzeichen, Sinnbilder und Uniformen, welches auch im Übrigen der Eigentümer derselben sei.

Die Bestimmungen des I. Buches des Strafgesetzbuches, sowie diejenigen des Gesetzes vom 18. Juni 1879 über die Anwendung mildernder Umstände, abgeändert durch das Gesetz vom 16. Mai 1904, sind anwendbar.

Den Schuldigen wird die Ausübung der in Art. 31, Nr. 1,2,3,6, und 7 des Strafgesetzbuches aufgezählten Rechte für eine Frist von 3 bis 10 Jahren abgesprochen. Desgleichen wird für die gleiche Frist das Verbot ausgesprochen, als Eigentümer oder Geschäftsführer einen Ausschank zur Stelle zu verzehrender Getränke zu halten oder weiterzuführen. Während dieser Zeit können die Verurteilten nicht Mitglieder der Berufskammern sein.

Uebergangsbestimmung

Artikel 6. — Die durch Artikel 1 verordnete Auflösung hat keine Wirkung auf die gegenwärtig im Amt befindlichen Mitglieder der Gemeinderäte.

Desgleichen werden die Auflösungen, die durch die Regierung in Anwendung des Art. 2 auszusprechen sind, auf kommunalem Gebiete erst Wirkung haben gelegentlich von Wahlen, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes erfolgen.

*

MANIFEST DER REGIERUNG

Die vier Regierungsmitglieder veröffentlichen folgendes Manifest, das allen Wählern zugesandt wurde:

Mitbürger!

Im vollen Bewusstsein ihrer Verantwortung für die Sicherung der Ordnung und der Zukunft des Landes, sieht sich die Regierung veranlasst, mit folgenden Erklärungen vor das Wählerkorps zu treten:

Das Gesetz zum Schutze der staatlichen Ordnung, das dem Referendum vom 6. Juni unterworfen ist, wird von seinen Gegnern in solchem Masse entstellt und falsch gedeutet, dass sich eine Richtigstellung noch einmal aufdrängt.

Das Gesetz verdankt seinen Ursprung einzig und allein der vaterländischen Sorge, die friedliche Entwicklung und die Ordnung in unserm Lande sicher zu stellen gegen Parteien und Organisationen, welche die demokratischen Mittel der freien Diskussion und des Stimmzettels ersetzen möchten durch Gewaltanwendung und Diktatur.

In diesem Falle befindet sich eingeständenermassen die Kommunistische Partei. Deshalb und nur deshalb soll sie der Auflösung verfallen. Aus demselben Grunde sollen von der Regierung alle anderen revolutionären Parteien oder Organisationen aufgelöst werden, ob von rechts oder von links, die nach dem Votum des Ordnungsgesetzes entstehen könnten, falls sie mit denselben freiheitsfeindlichen, undemokratischen Gewaltmethoden die gesetzlichen Einrichtungen des Landes ändern wollten.

Der demokratische Staat handelt nur logisch, wenn er sich gegen Organisationen schützt, die seinen Untergang wollen, solange es noch Zeit ist und die staatlichen Machtmittel dazu ausreichen. Das Beispiel des Auslandes beweist, wie demokratische Staaten unter die Diktatur von entschlossenen Minderheiten gelangen können, wenn sich der Staat nicht bei Zeiten zur Wehr setzt.

Das vom Ordnungsgesetz vorgesehene Mittel der Auflösung ist verfassungsgemäss, wie der Staatsrat und alle massgebenden Autoren bekunden.

Eine willkürliche Anwendung der Auflösungsbefugnis durch die Regierung ist ausgeschlossen. Das Gesetz legt die Bedingungen genau fest, ohne die das Auflösungsdekret unmöglich ist. Gegen missbräuchliche Anwendung des Gesetzes schützt das Appellrecht an das höchste Verwaltungsgericht des Landes, den Staatsrat.

Auch im demokratischen Frankreich, wo man vor Jahresfrist ein Gesetz erliess, das auf denselben Grundsätzen fusst wie unser Ordnungsgesetz, um die revolutionären, bewaffneten Verbände aufzulösen, liegt die Auflösungsbefugnis in den Händen der Regierung, nicht der Gerichte.

Die Unterzeichneten, Mitglieder der Regierung, halten darauf, erneut feierlich vor dem Lande darauf hinzuweisen, dass keine unserer verfassungsgemässen Freiheiten durch das Ordnungsgesetz bedroht oder verletzt wird.

Die Vereinigungsfreiheit aller Vereine, Berufsverbände, Gewerkschaften, Parteien, Organisationen irgendwelcher Art, die nicht den Einsatz von Gewaltanwendung, Gewaltandrohung und die Verwendung militärischer oder militärähnlicher Verbände in ihrem Programm haben, bleiben unangetastet.

Auch das Streikrecht bleibt selbstverständlich in vollem Umfang bestehen.

Die Meinungsfreiheit wird vom Gesetze nicht berührt. Jeder Luxemburger, ob Katholik, Liberaler oder Sozialist, ja sogar Kommunist, behält uneingeschränkt das Recht der freien Kritik und Meinungsäußerung.

Dasselbe gilt für die Freiheit der Presse und alle anderen Freiheiten, die in der Verfassung eingeschrieben sind.

Jeder gute Demokrat und Luxemburger kann und soll darum dem Ordnungsgesetz seine Zustimmung geben.

Es richtet einen Damm auf gegen jene, welche die Freiheiten unseres Landes vernichten wollen.

Wir richten darum einen dringenden Aufruf an Alle, die sich zu Demokratie und Freiheit bekennen, durch ihr Ja - Votum, dem von uns vorgeschlagenen, vom Staatsrat einstimmig und von der Kammer mit Zweidrittelmehrheit angenommenen Ordnungsgesetz zur Ausführung zu verhelfen.

Luxemburg, den 2. Juni 1937.

Jos. Bech, P. Düpong, Et. Schmit, Nic. Braunshausen.

*

La proclamation reproduite ci-dessus fut adressée, par la poste, à tous les électeurs. Il s'agissait d'une mesure de propagande officielle contestable, dont les contribuables assumèrent les frais. Aussi les critiques ne tardèrent-elles pas à stigmatiser la façon d'agir du gouvernement, accusé d'abuser de ses pouvoirs pour influencer l'électorat en sa faveur. La désapprobation manifestée à l'égard des autorités fut d'autant plus justifiée que celles-ci essayèrent de gêner, par des interventions policières, la propagande des adversaires de la loi muselière.

Résultat du référendum

Nombre des votants:	153 486
Bulletins blancs:	7 124
nuls:	3 691
Valables:	142 671
Ont voté oui:	70 371
Ont voté non:	72 300
Différence:	1 629
Oui:	49,33 %
Non:	50,67 %

L'arrêté du 12 mai 1937, pris en exécution du référendum, ordonna la publication des résultats dans le Mémorial. Il n'en fut rien. Aucun bureau gouvernemental ne dispose des chiffres officiels de la consultation du

6 juin. Dans ces conditions, il fallait se rabattre sur les résultats publiés par les journaux de l'époque. Le « Luxemburger Wort » semble avoir eu accès aux sources officielles. Voici les chiffres de toutes les communes du Grand-Duché qu'il fit paraître le 10 juin:

Referendum

	abgegebene Stimmen	weiße Zettel	ungültig	gültig	Ja	Nein
Luxemburg-Stadt						
	80254	1476	1067	27722	11430	16292
Kanton Luxemburg-Land:						
Bartringen	750	73	4	673	299	374
Contern	633	52	16	565	385	180
Hesperingen	1704	100	25	1579	745	834
Niederanven	961	54	25	882	495	387
Sandweiler	515	55	13	447	226	221
Schüttringen	594	30	16	548	277	271
Steinsel	766	53	30	683	362	321
Straßen	818	69	23	726	294	432
Walferdingen	947	28	34	885	330	555
Weiler z. T.	406	20	7	379	261	118
Total:	8094	534	193	7367	3674	3693
Kanton Mersch:						
Berg	362	32	1	329	189	140
Bissen	708	24	55	629	409	220
Boevingen	505	29	23	453	299	154
Fischbach	276	29	4	243	142	101
Heffingen	407	31	15	361	255	106
Fels	605	25	17	563	286	277
Lintgen	715	39	27	649	261	388
Lorentzweiler	823	53	33	737	334	403
Mersch	1923	121	66	1736	916	820
Nommern	428	24	8	396	280	116
Tüntingen	328(?)	14	8	360	212	148
Total:	7134(?)	421	257	6456	3583	2873

	abgegebene Stimmen	weiße Zettel	ungültig	gültig	Ja	Nein
Kanton Capellen:						
Niederkerschen	1228	30	21	1177	456	721
Küntzig	654	9	5	640	268	372
Dippach	674	15	11	648	345	303
Garnich	537	19	5	513	301	212
Hobscheid	1199	22	16	1161	567	594
Kehlen	947	28	11	908	625	283
Körich	786	30	12	744	465	279
Kopstal	521	10	12	499	248	251
Mamer	1257	45	24	1188	556	632
Simmern	329	8	5	316	238	78
Steinfort	1226	46	23	1157	513	644
Total:	9358	262	145	8951	4582	4369

Kanton Esch:

Bettemburg	2931	95	44	2792	1181	1611
Differdingen	5821	127	138	5556	1541	4015
Düdelingen	6296	120	161	6015	2253	3762
Esch-Alzette	12259	281	211	11767	3337	8430
Frisingen	708	15	9	684	473	211
Kayl	2666	59	62	2545	877	1668
Leudelingen	404	10	11	383	247	136
Petingen	5645	145	106	5394	1928	3466
Reckingen	431	6	14	411	321	90
Roeser	857	28	18	811	536	275
Rümelingen	1984	31	34	1919	565	1354
Sassenheim	1897	25	16	1856	549	1307
Schifflingen	2579	52	44	2483	580	1903
Monnerich	659	10	10	639	314	325
Total:	45137	1004	878	43255	14702	28523(?)

Kanton Echternach

Befort	615	17	13	585	228	357
Bech	550	21	6	523	370	153
Betzdorf	513	19	10	484	337	147
Consdorf	674	11	7	656	431	225
Echternach	1780	58	29	1693	990	703
Mompach	541	4	8	529	443	86
Rosport	880	17	8	855	708	147
Waldbillig	587	27	8	552	406	146
Total:	6140	174	89	5877	3913	1964

	abgegebene Stimmen	weiße Zettel	ungültig	gültig	Ja	Nein
Kanton Grevenmacher:						
Betzdorf	752	11	12	729	456	273
Biwer	641	13	16	612	327	285
Flaxweiler	884	21	12	851	642	209
Grevenmacher	1461	43	27	1391	668	723
Junglinster	996	21	27	948	636	312
Manternach	692	9	13	670	486	184
Mertert	1231	32	19	1180	552	628
Rodenburg	414	9	9	396	305	91
Wormeldingen	1225	28	16	1181	942	239
Total:	8296	187	151	7958	5014	2944
Kanton Remich:						
Bous	558	18	1	589	447	92
Bürmeringen	321	7	3	311	261	50
Dalheim	714	32	10	672	445	227
Lenningen	552	11	4	537	454	83
Mondorf	916	24	15	877	582	295
Remerschen	748	23	13	712	563	149
Remich	923	33	19	871	537	334
Stadtbredimus	500	11	10	479	367	112
Waldbredimus	332	5	9	318	308	10
Wellenstein	757	32	9	716	549	167
Total:	6321	196	93	6082	4513	1519
Kanton Diekirch:						
Bastendorf	480	19	14	427	347	80
Bettendorf	903	89	31	783	469	314
Bourscheid	726	78	11	637	506	131
Diekirch	2158	176	90	1892	947	945
Ermsdorf	414	34	8	372	315	57
Erpeldingen	359	31	8	320	255	65
Ettelbrück	2275	182	74	2019	1134	885
Feulen	455	50	10	395	273	122
Hoscheid	286	10	17	259	194	65
Medernach	469	17	31	421	265	156
Merzig	407	53	1	353	224	129
Reisdorf	332	14	7	311	216	95
Schieren	417	47	15	355	175	180
Total:	9681	800	317	8544	5320	3224

	abgegebene Stimmen	weiße Zettel	ungültig	gültig	Ja	Nein
Kanton Vauden:						
Fouhren	283	24	1	258	209	49
Burscheid	479	25	7	447	340	107
Vauden	652	60	15	577	277	300
Total:	1414	109	23	1282	826	456
Kanton Clerf:						
Asselborn	618	79	30	509	282	227
Böwingen	753	96	13	644	480	164
Clerf	863	100	24	739	430	309
Consthum	273	29	3	241	183	58
Helzingen	379	8	45	326	222	104
Heinerscheid	721	70	9	642	510	132
Hosingen	822	105	6	711	470	241
Munshausen	506	45	14	447	317	130
Uffingen	1477	147	29	1301	639	662
Weiswampach	806	83	24	699	453	246
Total:	7218	762	197	6259	3986	2273

Kanton Redingen:

Arsdorf	307	12	5	290	262	28
Beckerich	1004	59	38	907	554	353
Bettborn	516	59	12	445	294	151
Bondorf	301	13	1	287	242	45
Ell	438	33	5	400	332	68
Folschette	582	69	13	500	381	119
Grosbous	327	26	6	295	243	52
Perlé	690	65	17	608	353	255
Redingen	1080	89	17	974	764	210
Saeul	307	11	6	290	200	90
Useldingen	647	62	16	569	386	183
Vichten	334	9	6	319	253	66
Wahl	435	40	0	395	325	70
Total:	6968	547	142	6279	4589	1690

	abgegebene Stimmen	weiße Zettel	ungültig	gültig	Ja	Nein
Kanton Wiltz:						
Baschleiden	548	69	12	467	395	72
Eschweiler	332	30	8	294	209	85
Esch-Sauer	234	22	1	211	137	74
Goesdorf	521	33	5	483	395	88
Harlingen	495	72	6	417	274	143
Heiderscheid	697	77	21	599	522	77
Kautenbach	246	25	10	211	99	112
Mecher	483	42	10	431	354	77
Neunhausen	157	17	1	139	126	13
Oberwampach	537	51	13	473	309	164
Wiltz	2330	139	48	2143	852	1291
Wilwerwiltz	396	34	0	362	276	86
Winseler	515	42	14	459	291	168
Total	7491	653	149	6689	4239	2450

Die Wahlbeteiligung betrug etwa 91 Prozent.

*

Commission de recensement

Extrait du rapport du 14 juin 1937

Transmis à Monsieur le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, avec l'information que les opérations de la commission chargée du recensement du Referendum du 6 courant se sont trouvées singulièrement entravées et compliquées par de nombreuses erreurs, omissions et négligences de la part des rédacteurs et des expéditeurs des procès-verbaux des bureaux de vote.

(Luxembourg, le 14 juin 1937)

*

(Un premier référendum eut lieu le 28 septembre 1919, dont les résultats furent publiés dans le Mémorial du 4 octobre de la même année. La consultation populaire de 1919 comportait deux volets. D'une part, les Luxembourgeois étaient appelés à se prononcer sur la forme de l'Etat: monarchie ou république. D'autre part, ils avaient à choisir entre l'union économique avec la Belgique ou la France.

66 811 électeurs votèrent en faveur du maintien de la Grande-Duchesse Charlotte et 16 885 pour la proclamation de la république.

Quant à l'union économique, 60 133 électeurs se prononcèrent pour la France et 22 242 pour la Belgique.)

*

Rapport Wollenweber

DEUTSCHE GESANDSCHAFT Luxemburg, den 19. August 1937

Betr. Erlass vom 14. d.J. – P.6711

Eilt sehr!

Durch den obengenannten Erlass wurde empfohlen, bei Herrn Dupong anzufragen, welches Ergebnis seine Rücksprache mit der Leitung des «Luxemburger Wortes» gehabt hat. Diesen Schritt kann ich zurzeit nicht unternehmen, da Herr Dupong in der Zwischenzeit einen 14tägigen Urlaub angetreten hat.

Durch den in der Anlage dreifach beigefügten Artikel hat das «Luxemburger Wort» erneut die Belange des Reiches in unfreundlicher Weise behandelt. Der Artikel ist allerdings in der Form sachlich gehalten, jedoch durch seinen Inhalt vielleicht stärker geeignet als der vorherige, das Misstrauen und die Voreingenommenheit in der Oeffentlichkeit gegen die Politik des Reiches zu vergrössern.

Das «Wort» scheint mit dem Artikel seine Rolle als Regierungsblatt, als welches es im In- und Auslande angesehen wird, zu vergessen und als Organ der katholischen Rechtspartei und Mittler vatikanischer Interessen zu glauben, Angriffe gegen den deutschen Staat richten zu sollen.

Meines Erachtens verlässt das «Wort» mit diesem Artikel, der sich mit angeblichen grundsätzlichen Methoden auch der deutschen Aussenpolitik befasst, die von der Luxemburgischen Regierung sonst beobachtete und betonte Linie der neutralen Einstellung.

Herr Staatsminister Bech ist aus seinem Urlaub noch nicht zurückgekehrt; er wird spätestens Anfang der kommenden Woche zurückerwartet. Ich bin der Auffassung, dass die Ausführungen des «Luxemburger Wortes» als Leitartikel des Regierungsblattes keineswegs die Billigung der für die Aussenpolitik verantwortlichen Kreise, insbesondere des Staatsministers Bech finden. Wie weit und durch welche Massnahmen Herr Bech nach Kenntnisnahme von dem Artikel von sich aus geneigt sein wird, den auch ihm sicherlich nicht genehmen Eindruck abzuschwächen, kann ich schwer beurteilen. Unter Bezugnahme auf den Bericht vom 5. Juli d.J. – A III 2 b – möchte ich hierzu erwähnen, dass die innerpolitische Stellung des Staatsministers Bech auch zurzeit noch als sehr stark erschüttert angesehen werden muss. Es scheinen mir gerade die in der Schriftleitung des «Luxemburger Wortes» massgeblichen Kreise der eigenen Partei des Herrn Bech zu sein, auf die er sich nicht mehr verlassen kann. Andererseits

gilt ziemlich allgemein – so auch in dem opponierenden Teil der Klerikalen – das Ansehen des Herrn Bech als des erfolgreichen Aussenpolitikers soweit als unberührt, dass er die von ihm (neben der des Ministerpräsidenten) noch eingenommene Stellung als Aussenminister im allgemeinen mit voller Autorität ausfüllt. Ein Reagieren deutscherseits auf die während der Abwesenheit des Herrn Bech eingenommene Haltung des Regierungsblattes würde seine Stellung meiner Auffassung nach nur stärken können. Sollte dies in irgendeiner Form durch die deutsche Presse geschehen, so würde allerdings wohl zweckmässigerweise jegliche Anspielung auf die Abwesenheit von Herrn Bech unterbleiben, zumal da er sich zurzeit gerade in Deutschland aufhält.

Ich bitte um Weisung, ob und welche Schritte ich in der Sache unternehmen soll.

Dr. Wollenweber.

An das Auswärtige Amt.

(En l'absence de von Radowitz, le secrétaire de légation Wollenweber s'occupa du courrier avec Berlin.)

Du même auteur:

- 10 mai 1940 en Luxembourg*
Témoignages et documents (342 pages) – 2 éditions – épuisé
- Sie boten Trotz*
Luxemburger im Freiheitskampf (322 Seiten) – épuisé
- Hitlertum in Luxemburg*
(In Zusammenarbeit mit Jean Hames und Francis Steffen)
2 éditions – épuisé
- Luxemburger als Freiwild*
(Unter Mitwirkung von André Hohengarten) – 2 éditions – épuisé
- Im Rollstuhl notiert*
(Unter Mitwirkung von Jean Matzet) – épuisé
- * *Doudot, figure légendaire du contre-espionnage français*
(291 pages) – 2 éditions – frs. 340.–
- * *Luxemburg im SD-Spiegel*
(Unter Mitwirkung von André Hohengarten) – frs. 150.–
- * *Putsch à Luxembourg – 3 éditions, –* frs. 180.–
- * *Putsch in Luxemburg –* frs. 180.–
- * Disponibles chez Henri Koch-Kent, CCP Luxembourg n° 48847–56
(envoi franco de port)